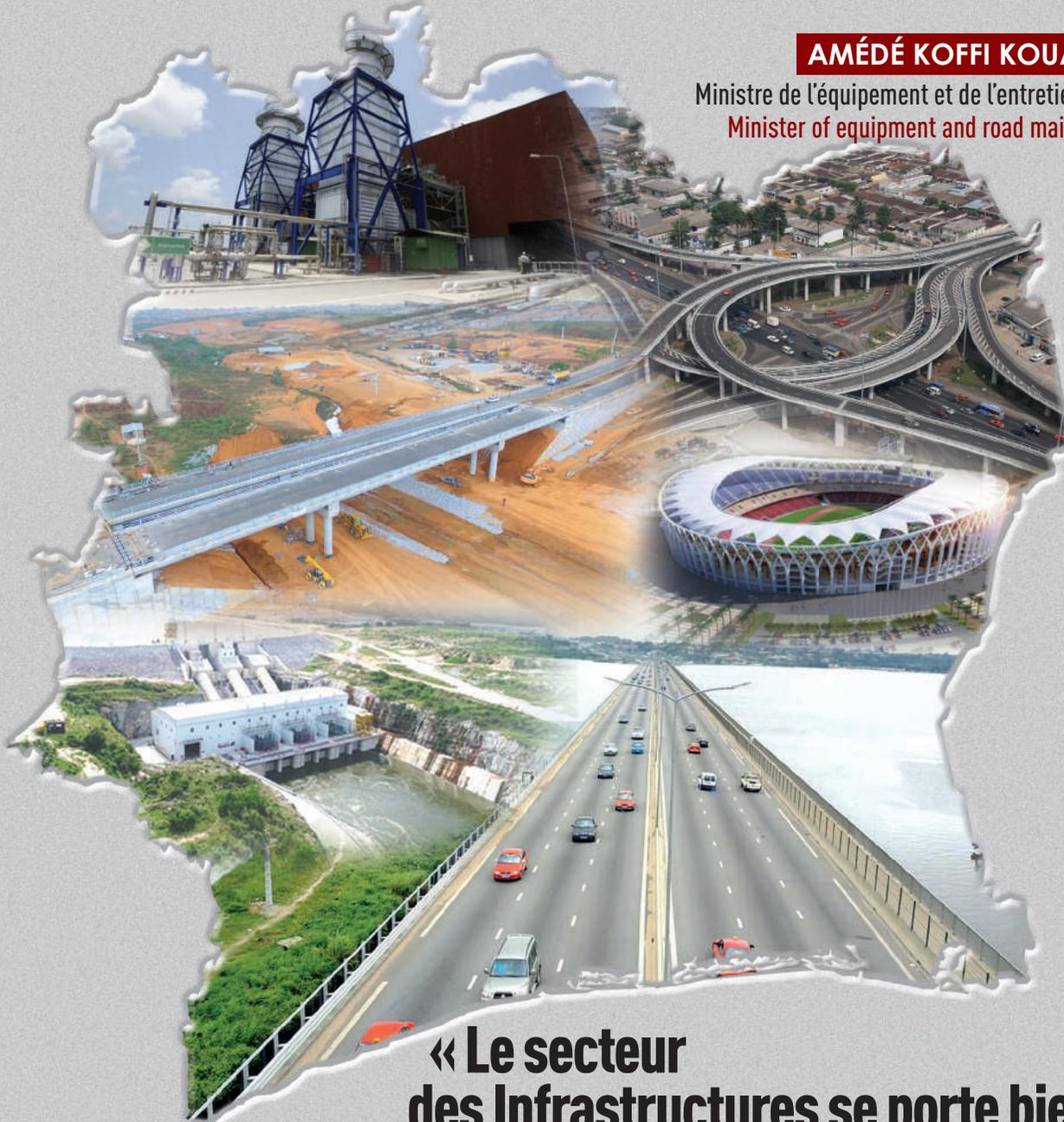


## AMÉDÉ KOFFI KOUAKOU

Ministre de l'équipement et de l'entretien routier  
Minister of equipment and road maintenance



« Le secteur  
des Infrastructures se porte bien »

“The sector of infrastructure is doing well”

PRISE DE CONTRÔLE DE LA BHCI

L'État veut sécuriser les épargnes des clients

BHCI TAKEOVER

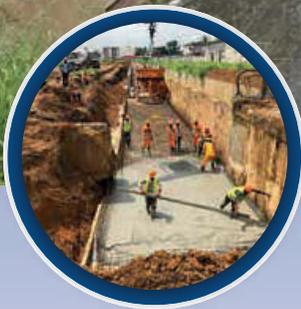
The State aims at securing customers' savings

DÉVELOPPEMENT DES ZONES INDUSTRIELLES

Le parc industriel d'Akoupé-Zeudji obtient un financement

DEVELOPMENT OF INDUSTRIAL ZONES

Funding for Akoupé-Zeudji industrial park



### MISSION PRINCIPALE

L'office National de l'Assainissement et du Drainage a pour mission d'assurer l'accès aux installations d'assainissement et de drainage de manière durable et à des coûts compétitifs, à l'ensemble de la population nationale.

POUR TOUS VOS PROBLEMES  
D'ASSAINISSEMENT CONTACTER LE  
CENTRE D'APPEL DE L'ONAD AU  
22 50 80 50

A VOTRE  
ECOUTE  
24H/24

### NOS AXES STRATEGIQUES

- ▶ Planifier et réglementer le développement de l'assainissement et du drainage
- ▶ Appuyer la mobilisation des ressources financières du secteur
- ▶ Réhabiliter et développer les infrastructures d'assainissement collectif et de drainage
- ▶ Renforcer l'entretien et l'exploitation des infrastructures d'assainissement collectif et de drainage
- ▶ Améliorer la gestion de l'assainissement autonome
- ▶ Sensibiliser la population, renforcer les capacités des acteurs publics et privés et développer la coordination

*Agir pour un Cadre de vie assaini*

### Tutelles

● TECHNIQUE



● FINANCIÈRE



### Partenaires



## JNP... ...La marque déposée ...

**A**près la pause d'une année, l'Etat et le Secteur Privé ont, pour leur « 4ème tête à tête d'amour », choisi la date du lundi 7 Octobre 2019 au Sofitel Abidjan Hôtel Ivoire. Nos « mariés » y ont ouvert leur livre de mariage à la page du social et ont fredonné une romance dont les refrains sont « croissance inclusive et durable et inclusion économique ».

De fait, la Journée Nationale de Partenariat (JNP) a repris ses droits.

En réalité, l'Etat et le Secteur Privé, avaient besoin (encore) de se parler. Comme dans tout couple.

Ils avaient besoin de (re)célébrer l'irrationalité de l'amour. Le « libres mais ensemble ».

Et ils l'ont fait, histoire de confirmer leur volonté

de faire le point de toutes les actions et des réponses aux défis et enjeux qui se présentent dans le cadre de l'impact de la politique de développement du Secteur Privé et des PME et de la mise en lumière de la contribution importante attendue du Secteur Privé pour relever le défi de l'inclusion économique et sociale dans notre pays (*Conférence inaugurale*).

L'Etat et le Secteur Privé couraient après un juste dosage de bien être réciproque. Et ils l'ont réussi.

C'est pourquoi, ils ont tenu à harmoniser les angles de vue sur la notion de croissance inclusive et relever les enjeux, les défis et les facteurs clés de succès tout en mettant en lumière les attentes des populations et les initiatives nationales majeures pour y répondre (*Panel 1*).

Ils se sont entendus pour réunir les conditions de l'indispensable mobilisation du Secteur Privé afin de réaliser l'Inclusion économique (*Panel 2*).

L'Etat et le Secteur Privé ont également échangé sur les actions concrètes du Gouvernement visant à maintenir la trajectoire de croissance et à la rendre davantage inclusive d'un point de vue économique et social.

A cet effet, la politique de transformation structurelle de l'économie par l'industrialisation (*SIDE EVENT 1*) a été évoquée ; l'état des lieux et les perspectives des mesures d'appui aux PME (*SIDE EVENT 2*) ont été adressés ; la volonté du gouvernement à travers le PSGOUV, visant à intensifier l'action sociale du gouvernement par des mesures fortes susceptibles d'accentuer la lutte contre la pauvreté et améliorer l'impact social de l'action gouvernementale sur les populations (*SIDE EVENT 3*), a été relevée.

Et puis, comme pour briser les tabous, les opérateurs économiques en ont profité pour rencontrer les administrations publiques présentes (*Rencontres, business to government (B to G)*).

Par ailleurs, la sensualité était également au rendez-vous...

D'abord... par la célébration de certaines personnalités (*Prix spéciaux*) pour leur engagement au renforcement du dialogue public Privé en Côte d'Ivoire tout au long de leurs riches



Par **Mariam FADIGA FOFANA**,  
Secrétaire exécutif du CCESP

carrières professionnelles.

Ainsi, M. DIALLO Ousseyne, Secrétaire Général de la Fédération des Organisations Patronales de l'Afrique de l'Ouest (FOPAO), ex secrétaire technique du Comité de Liaison Etat secteur Privé, M. Pierre MAGNE, Vice-Président de la CGECI, membre actif du Patronat et Mme EHUI Marthe, Présidente du Réseau des femmes entrepreneurs, ancienne présidente de la FIPME, ont-ils été honorés.

Honneurs à vous Madame. Honneur à vous messieurs. Et merci.

Puis... par la remise des *prix du Partenariat Etat-Secteur Privé* à d'autres personnalités et structures pour leur implication dans l'animation du Dialogue Public Privé en Côte d'Ivoire.

Témoins de ce conclave amoureux... Des membres du Gouvernement et près de 3500 personnes issues : des administrations publiques; des organisations patronales et consulaires du Secteur Privé (Cgeci, Fipme, Apbefci, Chambre de commerce et d'industrie, Chambre nationale des métiers et Chambre nationale d'agriculture); des missions diplomatiques ; des opérateurs économiques ; des Partenaires au Développement ; de la Commission de l'UEMOA et des structures en charge du développement du Secteur Privé et de l'animation du dialogue public privé de 05 pays de l'UEMOA (Burkina Faso, Niger, Togo, Sénégal) ; et des cadres paritaires sectoriels Etat Secteur Privé et de la Société Civile.

Près de 3500 personnes. Les recevoir s'accompagne, quelque fois, de désagréments. Hélas. Pardon pour tous les manquements. Qui seront forcément corrigés à l'avenir. Nous promettons d'y travailler. Le lendemain, 8 Octobre 2019, les représentants du Dialogue Public Privé du Burkina Faso, de la Guinée Bissau, du Niger, du Sénégal et du Togo ont partagé leurs expériences pays en matière de croissance inclusive et durable et d'inclusion économique.

Merci à tous... tous, autant que vous êtes...

Au total, la JNP 2019 aura été l'occasion pour les « tourtereaux » de montrer à la face de la communauté économique les bienfaits de la conjugaison du verbe aimer au présent de l'indicatif et au futur simple. Un futur si lointain et si proche à la fois.

TWINS 21 vous restitue les grandes lignes et les coulisses de ce tête à tête conjugal, de ce paradoxe amour/liberté qui traverse le temps, pour une harmonie conjugale, avec en prime, une économie performante... surtout pour cette année 2020 que nous souhaitons fructueuse pour les acteurs du Dialogue Public Privé, à qui nous formulons des vœux de santé et de paix en vue d'une concertation féconde entre l'Etat et le Secteur Privé.

Merci de l'accueil que vous lui réserverez !

P.3	MOT DE LA DIRECTRICE DE PUBLICATION
P.4	SOMMAIRE
P.6	EDITORIAL
P.8	ACTU
P.16	EVENT
P.36	A LA RENCONTRE DE
P.40	FOCUS SUR LE CCESP
P.62	A LA UNE
P.72	GRAND ANGLE
P.76	LUCARNE
P.80	TOUT SUR
P.86	ENVIRONNEMENT DES AFFAIRES
P.100	SANTÉ DE L'ECONOMIE.



**FOCUS SUR LE CCESP**  
JNP 2019

5 PAYS DE L'UEMOA PARTAGENT  
LEURS EXPÉRIENCES EN TERMES  
D'INCLUSION ÉCONOMIQUE



**GRAND ANGLE**

CGECI Academy 2019  
L'ENVIRONNEMENT  
DES AFFAIRES ET LE  
DÉVELOPPEMENT DES  
ENTREPRISES AU CŒUR DES  
DÉBATS



**À LA UNE**

**Amédé Koffi Kouakou**, ministre de l'Équipement et de l'Entretien routier  
« POUR LA PÉRIODE 2016-2020, LES INVESTISSEMENTS  
RÉALISÉS ET EN COURS DE RÉALISATION S'ÉLÈVENT À PLUS DE  
2000 MILLIARDS FCFA »



**ENVIRONNEMENT DES AFFAIRES**  
Développement des zones industrielles

LE PARC INDUSTRIEL  
D'AKOUPÉ-ZEUDJI OBTIENT UN  
FINANCEMENT

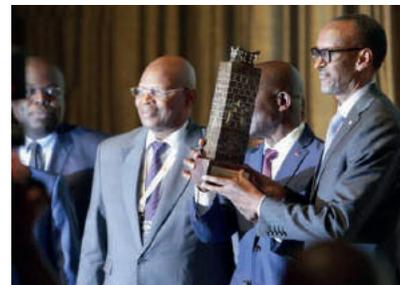
P.5	FOREWORD
P.7	EDITORIAL
P.12	NEWS
P.38	MEETING WITH
P.56	FOCUS ON CCESP
P.67	NEWS
P.74	SPOTLIGHT
P.78	LOOKING AT
P.82	ALL ABOUT
P.96	BUSINESS ENVIRONMENT
P.105	ECONOMIC HEALTH



#### FOCUS ON THE CCESP

2019 JNP

5 WEAMU COUNTRIES SHARE THEIR EXPERIENCES IN TERMS OF ECONOMIC INCLUSION



#### SPOTLIGHT

CGECI Academy 2019

THE BUSINESS ENVIRONMENT AND CORPORATE DEVELOPMENT WERE THE FOCUS OF THE DEBATE



#### NEWS

Amédé Koffi Kouakou, Minister of Equipment and Road Maintenance  
"FROM 2016 TO 2020, 2000 BILLION FCFA WAS INVESTED IN THE ROAD INFRASTRUCTURES"



#### BUSINESS ENVIRONMENT

Development of industrial zones

AKOUPÉ-ZEUDJI INDUSTRIAL PARK GETS FINANCING



## « CODIVOIR... ÇE ZORI A VOIR... »

Par Charles ZOKO SÉBÉ

Rédacteur en Chef / zokosebe@yahoo.fr  
www.inspecteurgeneralzoko.ci

Traduisez : « *La Côte d'Ivoire est jolie à voir !* »

Ainsi s'exclamaient le vieux DIGBEU SERY à la vue des échangeurs, ponts, construction et réhabilitation de routes à Abidjan et à l'intérieur du pays.

Le vieux n'a pas pu se contenir devant l'autoroute Abidjan – Yamoussoukro, l'échangeur de la Riviera II, du carrefour Solibra et celui en construction du carrefour de l'indénié.

DIGBEU SERY a été émerveillé par le pont Henri KONAN BEDIE, les travaux du 4<sup>ème</sup> pont, les ponts de Bouaflé et de Jacquenville, les travaux de bitumage des 124 km du tronçon Boundiali-Tengrela, et les 5 000 km de pistes rurales profilés. Notons avec lui que, hormis la construction des routes, les travaux des Universités de San Pedro et de Bondoukou sont également des réalités.

Côté énergie, après AZITO, la construction du barrage de Soubré est au nombre des actes.

La zone franche n'est pas en reste. Les travaux qui y sont effectués feront de Bassam la vitrine de la Côte d'Ivoire. Sans compter les multiples ouvrages d'adduction d'eau potable. Etc...

Ouf...!! On s'essouffle à compter le nombre de réalisations...

### « CODIVOIR EST VRAIMENT ZORI A VOIR ! »

Mais il semble que cela ne soit que la face visible de l'iceberg. D'autres contrées attendent, en effet, leurs « parts » d'infrastructures pour devenir, elles aussi, émergentes. Certaines localités désespèrent de voir passer le train du développement. Train qui, semble-t-il, ne tient pas toujours compte d'un schéma directeur cohérent afin que les populations des provinces les plus reculées entendent son sifflement.

De fait, la situation génère des inquiétudes. La première est l'équilibre des investissements d'infrastructure entre: les grands projets bénéficiant d'une forte visibilité (par ex.: les ponts de communication, les centrales électriques et les ports) et la reconstruction de l'infrastructure civile de base; la ville d'Abidjan et les communes rurales; les quartiers riches et les quartiers pauvres.

La seconde est la stagnation économique interne masquée par les faits et les chiffres que caresse une croissance tirée par l'extérieur, avec un entrepreneuriat local bridé par le poids de la concurrence internationale. Beaucoup d'entreprises peinent toujours à se développer, en raison d'obstacles majeurs, notamment un accès difficile au financement intérieur, une fiscalité étouffante, une dette intérieure non maîtrisée; une main-d'œuvre locale peu compétente due aux carences passées et actuelles de la formation technique et du système bancaire ivoirien, et une concurrence très rude des entreprises étrangères et autres multinationales.

Toutes choses qui ne peuvent garantir que les emplois perdurent au-delà de la réalisation des projets-phares de construction.

Alors, comment construire l'inclusion en Côte d'Ivoire et promouvoir la croissance durable par le développement des infrastructures?

Répondre à cette question revient à chercher la quadrature du cercle...

La quadrature du cercle. Ce problème mathématique qui consiste à trouver un carré de même aire qu'un cercle donné, problème qui devait être résolu à la règle et au compas et que les mathématiciens ont cherché 2.000 ans, avant de réaliser que c'était impossible.

Mais ça, c'était au temps des Grecs anciens.

Au temps des « Ivoiriens nouveaux », les gouvernants ont vu dans les références de l'ancien Directeur Général du Laboratoire du Bâtiment et des Travaux Publics (LBTP), l'homme de la situation. Ils ont donc commis Amédé Koffi KOUAKOU à la tâche.

Ce docteur Ingénieur en Génie Civil a le compas dans l'œil. Habitué qu'il est aux calculs mathématiques précis. C'est qu'il flirte depuis 1996 avec les prévisions de résiliences des ponts, des barrages, des bâtiments, des routes...

Nommé Ministre des Equipements et de l'Entretien routier, il est conscient que son département devra notamment favoriser l'émergence d'un secteur privé local dynamique ; soutenir davantage de transparence, singulièrement dans les contrats avec les investisseurs étrangers ; permettre au public d'exercer un regard critique sur les modalités offertes aux partenaires étrangers et mieux apprécier l'efficacité des clauses relatives au « contenu local ».

Amédé Koffi KOUAKOU sait que la réponse à la quadrature du cercle, version ivoirienne, réside en partie dans la capacité du Gouvernement à permettre à tous les citoyens de récolter les fruits de ce boom du secteur de la construction, par le transfert de compétences, le développement des entreprises locales, la gestion de la dette intérieure et la création d'emplois.

C'est pourquoi, TWINS 21 lui ouvre ses colonnes pour y déposer sa calculatrice, son ordinateur, sa table de dessin, sa règle et son compas.

Suivons-le donc!

Bonne lecture et à très bientôt.

By Charles ZOKO SEBE,  
Chief editor / zokosebe@yahoo.fr  
www.inspecteurgeneralzoko.ci

## « CODIVOIR... ÇE ZORI A VOIR... »<sup>1</sup>

That was how “the old man DIGBEU SERY spoke when he saw the different road interchanges, the construction and the rehabilitation of roads in Abidjan and within the country.

The old man was impressed by Abidjan – Yamoussoukro motorway, the interchanges of Riviera II and the crossroad of Solibra, and the construction works in progress of Indenié crossroad interchange.

He was amazed by Henri Konan Bédié bridge, the construction works of the 4th bridge, the bridges of Bouaflé and Jacquville, the construction works of the road Boundiali-Tengrela, and the rehabilitation of rural roads.

It should be noted that, in addition to the construction of roads, the work of the Universities of San Pedro and Bondoukou is also becoming a reality.

As for the sector of energy, after AZITO, the construction of the dam of Soubré is over. The free zone is also becoming a reality. The works in progress are going to make Bassam an attractive city. One should not also forget the drinking water supply works. Etc.

### CODIVOIR EST VRAIMENT ZORI A VOIR !<sup>2</sup>

But that seems to be just the tip of the iceberg. Other regions of the country are expecting their “shares” of infrastructure to become an “emerging region” as well. Some localities are desperately waiting for the train of development. A train that, it seems, does not always take into account a coherent master plan to allow the populations of the most remote provinces to hear its whistle. In fact, the situation is becoming a liability.

So, how can we build inclusion in Côte d’Ivoire and promote sustainable growth through infrastructure development? In the era of “the new ivorian”, the references of the former General Manager of the Building and Public Works Laboratory (LBTP), have made him the man of the situation.

Appointed as Minister of Equipment and Road Maintenance, he is aware that his department will have to encourage the emergence of a dynamic local private sector, support greater transparency, allow the public to be sound critics of the modalities offered to foreign partners and better monitor the effectiveness of the contracts terms.

This TWINS edition is focusing on this man of action.

Enjoy the reading and see you soon.

*1 Translation: Cote d'Ivoire is a beautiful country!*

*2 Translation: Cote d'Ivoire is really a beautiful country!*

# Twins

BIMESTRIEL GRATUIT ÉDITÉ PAR  
le Comité de Concertation  
État-Secteur Privé

**DIRECTEUR DE PUBLICATION** : Mme Mariam FADIGA FOFANA

**RÉDACTEUR EN CHEF** : Charles ZOKO SÉBÉ

**RÉDACTEUR EN CHEF ADJOINT** : Georges COPRÉ

**SECRÉTARIAT DE LA RÉDACTION** : Ébenisaire N'CHO

**RÉDACTION** : Hervé KOUTOUAN/ Patrice BAN / Suzanne ALLÉGBÉ / Serge SÉKÉ /  
Ismaël Coulibaly / Yacouba Cissé / Abou-Bakr GBOHOU / Souleymane SANGARÉ /  
Kadiata FADIKA / Eugène N'DRI / Roger APPÉ / Marina KOUAKOU

**TRADUCTION** : Dr Yssouf TOURÉ, Mohamedou KONÉ et Marcel SAHAN

**RÉVISION** : F. E. Christopher

**COLLABORATION** : Mme Mariama Diarra BAKAYOKO / Mme Ghislaine N'Zue Abé CHIA /  
Souleymane OULAI / Mory FADIGA / OUATTARA Béma / WANOGO Koné Pefoungo /  
KONÉ Sanata Kpagnie / SANOGO Djeferima

**RÉGIE / ÉDITION** : Abm Consult

**Email** : info@abm-consult.com,

**Site web** : www.abm-consult.com

**Contact** : + 225 22 44 50 42 - Fax : +225 22 44 11 31

**INFOGRAPHIE** : Le SAG

**Dépôt légal** : N° 11407 du 18 août 2014

**TIRAGE** : 5000 exemplaires

## AUTONOMISATION DE LA FEMME : SIGNATURE D'UNE CONVENTION POUR LE FINANCEMENT DES PROJETS



L'Etat de Côte d'Ivoire, à travers son secrétariat d'Etat chargé de l'Autonomisation des femmes, dirigé par Miss Belmonde Dogbo, a signé avec la Banque populaire de Côte d'Ivoire une convention de collaboration pour le financement des femmes, le vendredi 17 janvier 2020. Cette signature s'inscrit dans le cadre du projet « Femmes et développement ». C'est donc un appui financier considérable pour aider à l'autonomisation de la femme ivoirienne. Laquelle est très souvent confrontée à un manque de soutiens financiers pour ses projets. D'ailleurs, cette convention présente des dispositions très souples pour permettre à toute femme de bénéficier d'un prêt financier. Cette convention va permettre la bancarisation des femmes retenues par le programme et la mise à disposition de crédit à court terme allant sur des durées maximum de 12 mois qui incluent deux mois de différés, pour des montants qui iront jusqu'à 500.000 FCFA pour les individus et deux millions de francs CFA pour les groupements légalement constitués. La présélection des cibles se fera par le secrétariat d'Etat chargé de l'Autonomisation des femmes. Pour Belmonde Dogbo, cette convention se présente comme la matérialisation d'une vision pouvant aider à faire passer les femmes d'une économie de subsistance à une économie solide. « (...) une étape décisive... », soutient le directeur général de la Banque populaire, Fadiga Issa, car elle réaffirme son attachement à contribuer au financement de l'économie ivoirienne, mais surtout à l'inclusion financière des femmes en particulier. Rappelons que le fonds « Femmes et développement » s'est bonifié avec l'implication opérationnelle des systèmes financiers décentralisés dans le processus de prêts aux femmes. A ce jour, environ 15.000 femmes ont bénéficié de ce fonds et 59,02% des bénéficiaires alimentent leur compte épargne. Le taux de recouvrement a été substantiellement relevé passant de 63 à 98% en 2018. Le fonds disponible est estimé à 350 millions de francs CFA.

## CITÉS UNIVERSITAIRES : DES LOGEMENTS PRÉFABRIQUÉS POUR ACCROÎTRE LA CAPACITÉ D'ACCUEIL

Le nombre de lits pour les étudiants de Côte d'Ivoire passera de 11.000 à 21.000. C'est l'engagement pris par le ministre ivoirien de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique Albert Mabri Toikeusse, lors de la cérémonie de présentation de logements préfabriqués pour les étudiants organisée par le Centre régional des œuvres universitaires d'Abidjan 1 (Crou A1) à l'Université Félix Houphouët-Boigny-Abidjan. Albert Mabri Toikeusse a promis également « l'accélération » de la réhabilitation des cités universitaires dégradées et pillées durant la crise post-électorale. Pour lui, le projet de logements préfabriqués « ne vient pas suspendre » la réhabilitation des cités universitaires. Il se présente comme une solution vu qu'il pourrait être réalisé en moins de douze mois contrairement à la construction de nouvelles cités qui prendraient 2 à 3 ans. Ce chiffre, a confié le ministre Mabri, ne représente que 4% de l'effectif total des étudiants, souhaitant qu'il soit « doublé ». De son côté, le directeur du Crou A1, Jean Blé Guirao, a souligné que « le ratio » reste largement déséquilibré entre l'offre et la demande réelle. « *Le Crou Abidjan 1 dispose aujourd'hui d'une capacité effective de 5.761 lits. Notre université de rattachement, l'Université Félix Houphouët-Boigny dénombre aujourd'hui environ 65 000 étudiants sans compter les étudiants des Grandes écoles et Instituts d'enseignement supérieur* », a-t-il fait remarquer. Et de rappeler : « *Face à cette problématique critique, le Président de la République et le gouvernement ont démarré en 2011 le grand chantier de la réhabilitation des résidences universitaires périphériques. Ainsi, après la réhabilitation des cités universitaires du Campus, de la cité Château d'eau et Riviera 2 et Mermoz successivement en 2013, 2015 et 2017, la cité des 220 logements a été livrée le 31 juillet 2019. Les travaux de rénovation des deux résidences universitaires d'Abobo et de Williamsville sont presque achevés. Ceux de l'ensemble des cités de la commune de Port-Bouët sont en cours et ne sauraient tarder* ». La Fédération estudiantine et scolaire de Côte d'Ivoire (Fesci) a salué les efforts du gouvernement pour améliorer les conditions de vie des étudiants. Son secrétaire général adjoint, Landry Guero, a appelé à la construction de nouvelles cités et l'achèvement de la réhabilitation des cités universitaires des communes abidjanaises d'Abobo, de Williamsville et de Port-Bouët. Bellepart Alejandro, responsable de « Maisons Bella » en charge de la mise en œuvre du projet a expliqué que « ces logements préfabriqués seront « en acier avec un revêtement anticorrosif. Les murs sont en alliage de fibre de verre. Le sol est fait en alliage d'acier galvanisé avec une capacité de 250 kg par mètre carré... Chaque unité est alimentée en énergie solaire avec une télé, un ventilateur et des ampoules ».



Par Patrice Ban

## RECETTES FISCALES : LA DGI RÉALISE UN TAUX DE RECOUVREMENT DE 96% EN 2019



**96%**. C'est le taux de réalisation de la Direction générale des impôts (DGI) en termes de mobilisation de recettes fiscales en 2019. Cette belle performance est estimée à 2.306,6 milliards de FCFA contre un objectif de 2.410,2 milliards de FCFA retenu dans le cadre du programme économique et financier. C'est une hausse globale de 157,2 milliards de FCFA de recettes par rapport aux réalisations de l'année 2018, soit un taux de progression de 7,3%. Ce sont des informations qu'a bien voulu partager Abou Sié Ouattara, Directeur général des Impôts, au cours du traditionnel séminaire bilan 2019- objectifs 2020 de la DGI. Lequel séminaire s'est tenu du 23 au 24 janvier à l'hôtel président de Yamoussoukro.

Cette progression est due à la taxe sur la valeur ajoutée (+44,9 milliards), aux impôts sur les traitements et salaires (+27,4 milliards), droits d'enregistrement café-cacao (+26,3 milliards), revenus du pétrole-gaz (+23,6 milliards), impôt foncier (+13,9 milliards), droits de timbre (+9,5 milliards) et aux patentes (+6,7 milliards). Pour le Directeur général des Impôts, ce résultat est à la fois le fruit de l'appui de la tutelle et des efforts consentis par l'ensemble des services de la DGI. Il a félicité ses collaborateurs pour le travail accompli tout en les encourageant à persévérer dans l'effort afin de relever les nouveaux challenges. Pour l'année 2020, la DGI devra mobiliser 2716,2 milliards de FCFA de recettes brutes soit une progression de 17,7% réalisable avec un élargissement de l'assiette fiscale. Moussa Sanogo, ministre, auprès du Premier ministre chargé du Budget et du Portefeuille de l'État, n'a pas manqué de saluer cette performance de la DGI. Notons qu'en 2022, le budget de l'État atteindra les 9200 milliards de FCFA avec un taux d'endettement autour de 43%.

## ÉCONOMIE COMPÉTITIVE : 600 PATRONS DE PME VONT SE FORMER EN IMPORT-EXPORT ET EN ANGLAIS COMMERCIAL



Le Fonds de développement de la formation professionnelle (FDFP) a initié le projet de formation à la maîtrise des procédures d'import-export, à la gestion d'une PME et à l'anglais. Après une première phase, ce projet entre à présent dans sa seconde phase. Celle-ci débutera dans la première moitié du mois février, et durera 16 mois. « *Ce sont 600 entreprises ciblées par le projet qui ont déjà bénéficié de la partie portant sur la formation et attendent d'être évaluées lors des cinq derniers mois consacrés au suivi de l'ensemble des auditeurs. On importe plus qu'on exporte, cela n'est pas bien. Il faut donc faire connaître les rouages de ce métier, d'où l'importance de cette opportunité qu'offre le FDFP aux entreprises d'import-export pour renforcer leur positionnement dans ce secteur d'activité très concurrentiel* », a indiqué le Dr Maurice Koué, directeur général du cabinet CCDE, l'un des cabinets chargés de la formation avec Bloom Consulting. Les deux premiers modules de la formation seront dispensés par le Cabinet Bloom Consulting et les trois autres par le cabinet CCDE. Pour rappel, le projet a été lancé le 24 septembre 2019 autour de 5 modules dont la réglementation actuelle du commerce extérieur de la Côte d'Ivoire, le processus de dédouanement, la gestion d'une PME d'import-export, la finance pour dirigeant et anglais commercial.

## PORT AUTONOME D'ABIDJAN : DÉMARRAGE DES TRAVAUX DE CONSTRUCTION DU TERMINAL CÉRÉALIER

Le Port autonome d'Abidjan va se doter d'un terminal céréalier sur les deux années à venir. Le ministre ivoirien des Transports, Amadou Koné, a procédé à la pose de la première pierre de ce terminal, le jeudi 16 janvier 2020. Il sera bâti sur une superficie de 9,5 hectares, avec 700 mètres de linéaire de quai et une profondeur en eau variant entre 13 et 14 mètres. Sa construction a été confiée au groupe japonais TOA Corporation. Le coût total est estimé à 75 milliards FCFA (127 millions \$). Le financement est défini comme suit : L'Agence japonaise de coopération internationale (JICA) apporte une aide financière à hauteur de 58,6 milliards FCFA, 1,6 milliard FCFA de l'Etat ivoirien et 15,1 milliards FCFA des investisseurs privés dans le cadre d'un partenariat public-privé (PPP). Ce projet favorisera

d'une part, la création de 350 emplois lors de la construction et de 100 emplois en phase d'exploitation. D'autre part, il va permettre une réorganisation des activités sur l'espace sous douane du port. Il faut attendre jusqu'à fin 2022 pour voir la fin des travaux et la livraison du nouveau terminal céréalier du Port autonome d'Abidjan.



## RÉSEAUX ÉLECTRIQUES BASSE TENSION : DJERA SERVICES REÇOIT UNE DOUBLE CERTIFICATION

Le Directeur général de l'organisme AFNOR Côte d'Ivoire, M. Keinde Moustapha, a remis récemment une double certification à Djera Services, au cours d'une cérémonie à Azalaï hôtel Marcory. Les deux certificats du système de management intégré de Djera Services, ont été remis au cours de la cérémonie de remise officielle des certificats ISO 9001 V. 2015, et ISO 45001 V. 2018.

« Nous avons initié notre démarche autour de 3 axes et de 7 engagements », a expliqué le responsable département QSSE/DD de Djera Services, M. Francis Amoikon, lors de son exposé sur la présentation des actions menées pour aboutir à la certification. Les trois axes sont notamment « accroître la satisfaction et combler les attentes du client, optimiser l'organisation et ses services, et enfin limiter puis prévenir les impacts environnementaux des activités de l'entreprise ».

Il a aussi cité les 7 engagements. Il s'agit de « la satisfaction et combler les attentes du client, optimiser l'organisation et ses services, limiter et prévenir les impacts environnementaux des activités de l'entreprise, sensibiliser et conformer le comportement des collaborateurs aux exigences légales, donner les moyens adéquats aux niveaux humain, technique et financier, renforcer les capacités et compétences des collaborateurs, construire l'image forte d'une entreprise compétitive dans la qualité de ses prestations, la sécurité de ses chantiers, et la santé de ses collaborateurs ».

Le Directeur général de Djera Services, M. Kouadio Bernadin, a, quant à lui, relevé trois avantages majeurs à être certifié. « Soutenir l'orientation client, mobiliser les collaborateurs et soutenir une amélioration continue en entreprise », a-t-il fait savoir.

Djera Services exerce dans le domaine des études et travaux des réseaux d'électricité en développant et déployant des solutions innovantes adaptées aux besoins des sociétés de gestion de service public d'électricité, des entreprises et des usagers. Depuis novembre 2016, elle s'est engagée dans une démarche qualité, santé-sécurité au travail. Elle dispose aujourd'hui d'un effectif de 91 collaborateurs permanents dont 53 électrotechniciens formés par le centre des métiers d'électricité de Bingerville. Les missions de l'entreprise sont de garantir la conformité et la fiabilité des activités de maintenance des réseaux électriques basse tension dans une efficacité normative et réglementaire, améliorer la qualité et la disponibilité des produits en électricité, et réaliser des projets intégrés pour la distribution de l'électricité.



## ENSEIGNEMENT PROFESSIONNEL DES ATELIERS DU LYCÉE PROFESSIONNEL DE JACQUEVILLE RÉNOVÉS



Le Secrétaire d'Etat Brice Kouassi (à dr) serrant la main à Tidiane Edouard Boye.

Après l'Institut pédagogique national et l'enseignement professionnel (Ipnep), le lycée professionnel de Jacquerville vient de bénéficier également du Programme d'appui à la formation professionnelle et à l'insertion des jeunes (Proforme). Une cérémonie officielle de remise des ouvrages réhabilités et équipés s'est tenue dans les locaux dudit établissement.

Ce projet a été financé par l'Union européenne (UE) pour un investissement total de 1 567 317 830 F CFA. Qui a consisté à la réhabilitation et l'équipement de quatre ateliers à savoir la maintenance mécanique, la maintenance électromécanique, la maintenance chaudronnerie soudure, la maintenance véhicules engins. L'exécution a été assurée par l'Organisation des Nations Unies pour le développement industriel (Onudi). Le représentant résident de l'Onudi, Tidiane Edouard Boye a réitéré son engagement à toujours accompagner la Côte d'Ivoire dans son développement économique. Selon lui, le lycée professionnel de Jacquerville doit développer des projets pour le développement de la région et nouer des partenariats avec les entreprises et le secteur privé.

« L'Union européenne compte jouer un rôle d'acteur majeur dans le processus d'insertion rapide et durable des jeunes issus de la formation professionnelle en lançant dans les prochains mois l'expérimentation d'un nouveau modèle de partenariat public-privé », a indiqué Michel Laloge, chef de coopération de l'UE en Côte d'Ivoire.

Le secrétaire d'Etat chargé de l'Enseignement technique et de Formation professionnelle, Brice Kouassi, a remercié l'UE pour cet appui à la formation des jeunes et l'Onudi dans l'exécution du projet.

« Je voudrais vous inviter à développer et adopter un comportement responsable et citoyen dans l'utilisation des bâtiments et des équipements. Ils doivent profiter aux promotions qui fréquenteront cet établissement après vous », a-t-il conseillé aux élèves et stagiaires.

Rappelons que, financé à hauteur de 29 millions d'euros par l'Union européenne et mis en œuvre par l'ONUDI, le projet Proforme a permis, entre autres, de renforcer les capacités de 1 863 cadres du ministère de l'Éducation nationale, de l'Enseignement technique et de la Formation professionnelle, ainsi que des équipes pédagogiques des établissements concernés.

# M.C.T., votre expert climatisation



Estes \*



Notre marque Carrier a été fondée par l'inventeur du conditionnement d'air moderne.

Depuis 1902, innovations et compétences sont déployées pour fournir des performances durables et économiques en énergie pour tout le cycle de vie du bâtiment.

En construction neuve comme en rénovation, nous vous proposons un large choix de produits destinés aux secteurs tertiaires, industriels et résidentiels : unités à condensation par air, unités à condensation par eau et unités à absorption avec compresseurs scroll, rotatif, à vis et centrifuge d'une puissance frigorifique de 4 à 10 500 kW.

Nous aurons toujours des solutions innovantes pour améliorer la qualité de l'air intérieur, répondre à toute exigence d'application et à tout critère d'installation que ce soit en mural, en allège, en cassette, en gainable, en armoires...

N'hésitez pas à contacter MCT, votre expert climatisation en Côte d'Ivoire et dans la sous-région.



[www.mct.ci](http://www.mct.ci)

Biétry - Rue du Canal: G103 - Tél. : 21 35 40 40 / 09 09 09 42  
Bénin - Burkina Faso - Cameroun - Côte d'Ivoire - Gabon - Gambie - Guinée - Guinée Bissau - Mali - Sénégal - Togo

## Solutions innovantes

## WOMEN EMPOWERMENT : FUNDING AGREEMENT FOR WOMEN'S PROJECT



On Friday January 17, 2020, the Government of Côte d'Ivoire through its State Secretariat for the Empowerment of Women headed by Miss Belmonde Dogbo signed a partnership agreement with "La Banque Populaire de Côte d'Ivoire" for the financing of women initiatives. This agreement is part of the "Women and Development" project. It is therefore a considerable financial support to help the empowerment of Ivorian women. Moreover, this convention presents very flexible provisions that should allow any woman to benefit from a loan. About 15,000 women are still benefiting from this fund and 59.02% of the beneficiaries have opened a savings account. The recovery rate has substantially increased from 63 to 98% in 2018. The available funds are estimated at 350 million CFA francs.

## UNIVERSITY CAMPUS : PREFABRICATED HOUSING TO INCREASE THE ACCOMMODATION CAPACITY

The number of beds for students in Côte d'Ivoire will increase from 11,000 to 21,000. This is the commitment made by the Ivorian Minister of Higher Education and Scientific Research Albert Mabri Toikeusse, during the presentation ceremony of prefabricated housing for students organized by the Students' welfare office of Abidjan 1 (Crou A1) at the Félix Houphouët-Boigny-Abidjan University. Albert Mabri Toikeusse also promised "the acceleration" of the renovation project of university housings which were damaged during the post-electoral crisis. For him, the prefabricated housing project "does not put an end to" the renovation of university housing. The students union known as FESCI really appreciated the government initiatives and pleads for further actions for the satisfaction of the Ivorian students.



## TAX REVENUE: THE DGI ACHIEVES A TAX RECOVERY RATE OF 96% IN 2019.



The national Tax Revenue Department known as (DGI) collected 96% of the tax revenue in 2019. This sound performance is estimated at CFAF 2,306.6 billion against a target of 2,410.2 billion. This represents an overall increase of 157.2 billion FCFA, representing a growth rate of 7.3%. This information was given by Abou Sié Ouattara, DGI General Manager, during the traditional 2019-2020 DGI assessment and objective seminar. This seminar was held from January 23 to 24 at the President Hotel in Yamoussoukro. This increase is due to the revenues from value added tax (+44.9 billion), wages and salaries (+27.4 billion), coffee and cocoa registration fees (+26.3 billion), oil and gas (+23.6 billion), property tax (+13.9 billion), stamp duties (+9.5 billion) and trading licence (+6.7 billion). As for the DGI CEO, this performance resulted from not only the supervisory authority commitment, but also the efforts achieved by all the DGI services. The DGI will have to collect 2,716.2 billion as gross revenue, representing an increase of 17.7% due the tax base development.

## COMPETITIVE ECONOMY: 600 SMEs TOP MANAGERS TRAIN IN THE FIELD OF IMPORT-EXPORT AND BUSINESS ENGLISH.

The Vocational Training Development Fund (FDFP) has initiated a training project in the field of import-export procedures, management of an SME and in Business English. The second initiative of this project is starting in the first half of February. The two first modules of the training session will be carried by the Bloom Consulting

firm and the three others by the CCDE firm. As a reminder, the project was launched on September 24, 2019 with 5 modules including the current regulation of Côte d'Ivoire's foreign trade, the customs clearance process, the management of an import-export SME, finance for business manager and business English.



Certifié ISO 9001 : 2015 

- **GENIE CIVIL**
- **ENERGIE**
- **RECHERCHE**

## DOMAINES D'ACTIVITES :

- ✓ Essais de laboratoire
- ✓ Etudes de sols et fondations
- ✓ Contrôle qualité
- ✓ Recherche appliquée
- ✓ Expertise
- ✓ Sécuriel
- ✓ Audits électriques
- ✓ Economie d'énergie
- ✓ Formation technique



Tél. : 21 21 23 00 / 21 21 23 01 - Fax : 21 25 36 71  
[www.lbtp.org](http://www.lbtp.org) - [info@lbtp.org](mailto:info@lbtp.org) / [lbtp@avisoci](mailto:lbtp@avisoci)

## THE PORT AUTHORITY OF ABIDJAN: THE CONSTRUCTION WORK OF THE GRAIN TERMINAL LAUNCHES

**D**uring the next two years, the Port Authority of Abidjan will build a new grain terminal. This information was given by the Ivorian Minister of Transport, Amadou Koné during the launching ceremony of this terminal on Thursday, January 16, 2020. The grain terminal will be built on an area of 9.5 hectares, with 700 meters of platform length and a water depth between 13 and 14 meters. The Japanese group

TOA Corporation is in charge of the construction works. The total cost, estimated at 75 billion FCFA (\$ 127 million) is shared as follows: The Japanese International Cooperation Agency (JICA) provides financial assistance of 58.6 billion FCFA, 1.6 billion FCFA from the Ivorian State and 15.1 billion FCFA from private investors.

## LOW VOLTAGE ELECTRICAL NETWORKS : DJERA SERVICES WINS A DOUBLE CERTIFICATION

**T**he General Manager of AFNOR Côte d'Ivoire, Mr. Keinde Moustapha, has recently delivered a dual certification to Djera Services, during an awarding ceremony at Azalaï Hotel Marcory.

The two certificates of the integrated management system of Djera Services were handed over during the ISO 9001 V. 2015, and ISO 45001 V awarding certificates ceremony.

During his speech, Mr. Francis Amoikon, the head of Djera Services QSSE/DD department, outlined the 3 axes and the 7 commitments underlining their certifications success. As for the 3 axes, they involve the increase of the customer satisfaction by meeting their expectations, optimisation of the organisation and its services, prevention of company's activities impacts on environmental issues. Concerning the 7 commitments, they comprise the three axes, the sensitization of the collaborators on the issues of legal matters related to the rules of good practice, provision of human, technical and financial support, capacity building, reinforcement of the brand image, safety and health. The Managing Director of Djera Services Mr. Kouadio

Bernadin has identified three major advantages to be certified: Supporting customer orientation, mobilizing employees and promoting continuous improvement in the company.

Djera Services operates in the field of studies and works of electricity networks by developing and deploying innovative solutions adapted to the needs of electricity utility management companies, companies and users.



## VOCATIONAL EDUCATION : JACQUEVILLE VOCATIONAL HIGH SCHOOL WORKSHOPS RENOVATED

**A**fter the National Pedagogical Institute for Technical and Vocational Education (Ipnetp), Jacqueville Vocational High School has also just benefited from the Support Programme for Vocational Training and Integration of Young People (Proforme). An official ceremony for the handover of the rehabilitated and equipped facilities was held on the premises of the school.

This project was financed by the European Union (EU) for a total investment of 1,567,317,830 F CFA. It consisted in the rehabilitation and equipment of four workshops, namely mechanical, electromechanical, welding and coppersmith's, and vehicle/machine workshop maintenance. The rehabilitation

work was carried out by the United Nations Industrial Development Organization (UNIDO).

The UN Resident Representative, Tidiane Edouard Boye has reiterated his commitment to support the country initiatives for its economic development. According to him, the vocational high school of Jacqueville should develop projects for the development of the region and set partnerships with businesses and the private sector actors. "The European Union intends to play a major role in the process of the rapid and sustainable integration of young people from vocational training by launching in the coming months the testing of a new model of public-private partnership", said Michel Laloge, Head of EU Cooperation in Côte d'Ivoire.

The Secretary of State in charge of Technical Education and Vocational Training Brice Kouassi thanked both the EU and UNIDO for their support.

With an amount of 29 million and financed by the European Union and implemented by UNIDO, the Proforme project made it possible, inter alia, to strengthen the capacities of 1,863 executives of the Ministry of National Education, Technical Education and Vocational Training, as well as the teaching teams of the concerned institutions.



# TOUTE NOTRE ÉNERGIE AU SERVICE DE NOS CLIENTS

179



Depuis 30 ans , nous sommes engagés aux côtés de nos clients.  
Cette année encore, nous mettrons toute notre énergie à leur service.



24h/24, 7j/7 / Assistance  
Dépannage gratuit

## OUVERTURE DE LA 100<sup>e</sup> RÉUNION DU CONSEIL INTERNATIONAL DE L'ICCO : LE MINISTRE SOULEYMANE DIARRASSOUBA PLAIDE POUR QUE LES PRIX DU CACAO CORRESPONDENT À LA VALEUR RÉELLE DU PRODUIT

Sous la présidence du Vice-président de la République, Son Excellence Daniel Kablan Duncan, qui a officiellement ouvert les travaux, le Conseil International de l'Organisation Internationale du cacao s'est réuni, le mardi 10 septembre 2019, à l'auditorium du Ministère des Affaires Étrangères, dans le cadre de sa 100<sup>e</sup> réunion. A l'occasion, le Ministre du Commerce et de l'Industrie, Souleymane Diarrassouba, a plaidé pour que les prix du cacao correspondent à la valeur réelle du produit.

« Il s'agit notamment de parvenir à des prix rémunérateurs permettant d'éviter une captation disproportionnée de la richesse générée, par des intermédiaires se trouvant d'une part, entre les producteurs et les transformateurs et d'autre part, entre les transformateurs et les consommateurs », a-t-il regretté, avant d'égrener les efforts consentis par le Gouvernement, en vue du développement d'une industrie cacaoyère.

A ce niveau, il a rappelé que l'un des objectifs de la politique industrielle de la Côte d'Ivoire est de renforcer le lien production-transformation pour créer plus de valeur ajoutée pour des emplois décents et durables. Puis, le Ministre Souleymane Diarrassouba a révélé quelques mesures pour accélérer l'industrie cacaoyère ivoirienne.

A la clef, des avantages offerts par le code des investissements et la garantie d'approvisionnement en matières premières. Mieux, le Gouvernement a adopté la mesure de Droit Unique de Sortie Différencié qui est une taxation dégressive selon le degré de transformation pour améliorer de façon substantielle, la compétitivité des entreprises de transformation de cacao en Côte d'Ivoire.

« Ces mesures ont eu un impact important sur la transformation du cacao. En effet, le niveau de production du cacao ivoirien est passé de 1,6 million de tonnes au titre de la campagne 2015-2016 à 2 millions 100 000 tonnes au titre de la campagne 2017-2018, soit une hausse de plus de 33%. Le volume de cacao transformé est passé de 491 495 tonnes à 580 000 tonnes soit une augmentation de plus de 18% sur la même période, avec également une hausse de capacité de transformation en Côte d'Ivoire », a souligné le Ministre Souleymane Diarrassouba.

Concernant le changement climatique, le ministre en charge de l'Industrie a noté l'engagement de la Côte d'Ivoire, dans le cadre de la COP 21, à réduire l'émission de gaz à effet de serre de 28% pour pouvoir atteindre 36% en cas d'appui adapté au plan international d'ici à 2030. La part des énergies renouvelables dans son mixte énergétique devait être à 16% avec une meilleure gestion des forêts, dans le cadre du concept Agriculture Zéro Déforestation. « Par ailleurs, le Gouvernement ivoirien met en œuvre le programme 2QC (Quantité, Qualité et Croissance) pour améliorer la productivité, la qualité et la durabilité de la filière cacao », a-t-il fait remarquer.



De gauche à droite : le Vice-Président Daniel Kablan Duncan, le ministre en charge du Commerce Souleymane Diarrassouba et le responsable de l'ICCO.



Vues des participants.



# Promoteur



# Aménageur



*Nous réalisons vos rêves*

-  **EGBV Interna  
Abidjan Cote**
-  **EGBV Interna  
Paris France;**
-  **EGBV Interna  
Bamako Mal**

 **22 52 07 41**  
 (+225) **22 00 70 76**  
**89 16 78 52**  
 (+33) **6 19 70 32 79**

 **Abidjan-Cocody II plateaux**  
 Les parcs 2 RUE 3  
 \*Egby INTERNATIONALE  
 57 Rue d'Amsterdam 75008 Paris

 **27 bp 1154 abidjan 27**  
 **EGBV Internationale** [www.egbv.com](http://www.egbv.com)

## NOIX DE CAJOU : LE MINISTRE SOULEYMANE DIARRASSOUBA CONVAINC LE GOUVERNORAT DE LA PROVINCE DE HUNAN À INVESTIR DANS LA CONSTRUCTION D'UNITÉS DE TRANSFORMATION EN CÔTE D'IVOIRE

Le Ministre du Commerce et de l'Industrie, Souleymane Diarrassouba, a échangé avec une délégation chinoise, le vendredi 22 novembre 2019, à son cabinet au Postel 2001 au Plateau. Composée essentiellement d'investisseurs de la province de Hunan, cette délégation était conduite par He Bao Xiang, vice-gouverneur de ladite province.

Au cours des échanges, le Ministre du Commerce et de l'Industrie a souhaité le renforcement du partenariat entre la Chine et la Côte d'Ivoire, à travers notamment le développement des partenariats publics-privés. Il a émis le vœu que les échanges débouchent sur l'élaboration de politiques de développement économique entre les deux pays et est revenu sur le projet de construction d'une unité de transformation de noix de cajou ici en Côte d'Ivoire.

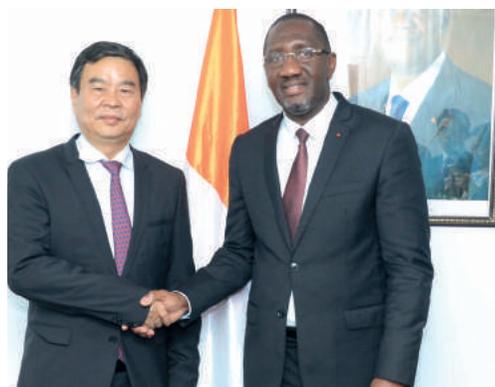
« Depuis notre dernière rencontre, une équipe a été formée et est à pied d'œuvre pour la réalisation d'une étude de faisabilité », a-t-il mentionné. Puis, il a plaidé pour que le projet en cours se matérialise plutôt par un investissement chinois et principalement de la province de Hunan avec laquelle les équipes de son département ministériel sont en étroite collaboration. Il y a certes un besoin de transformation, mais le Ministre Souleymane Diarrassouba a rejeté l'idée d'un endettement dans le cadre de ce projet. « Car, l'Etat a ses contraintes d'endettement », a-t-il précisé.

A cet effet, il a insisté sur la nécessité pour le Gouvernement

ivoirien de mobiliser les privés chinois et ivoiriens, en vue de créer des unités de transformation de noix de cajou. « Notre coopération avec la Chine doit aller au-delà de la création des routes et des infrastructures économiques. Elle doit pouvoir s'étendre à la création d'unités de transformation pour nos produits agricoles. Notre volonté est de créer de la valeur ajoutée et des emplois », a poursuivi le Ministre Souleymane Diarrassouba.

Dans la foulée, il a rappelé la volonté du Gouvernement d'élever le taux de transformation des 800 000 tonnes de noix d'acajou, actuellement de 10% à 50% dans les prochaines années. A juste titre, il a encouragé la délégation de la province de Hunan à bénéficier des avantages qu'offre l'Etat de Côte d'Ivoire, en termes de crédit d'impôt et d'exonération de TVA notamment. Là-dessus, il a vanté le climat des affaires en Côte d'Ivoire qui ne souffre pas de contraintes pour les investisseurs.

Pour sa part, le vice-gouverneur He Bao Xiang a indiqué la volonté de la Chine et principalement de la province de Hunan de renforcer davantage le partenariat avec la Côte d'Ivoire. Après avoir approuvé le projet présenté par le Ministre du Commerce et de l'Industrie, il a souhaité avoir des informations plus précises à partir de l'étude de faisabilité. Il a également annoncé la construction d'une plateforme d'exposition pour les produits africains et ivoiriens notamment, dans la ville Changsha, la capitale de la province de Hunan. L'objectif de ce projet est d'habituer les Chinois aux produits d'origine africaine.



Souleymane Diarrassouba en compagnie de He Bao Xiang, Vice-Gouverneur du Hunan.



Une vue de la délégation chinoise.



Séance de travail entre le ministre en charge du Commerce et la délégation chinoise.

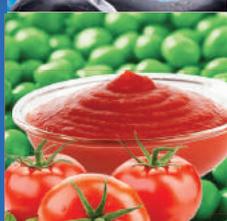


**GROUPE**



**CARRÉ D'OR**

*Votre vie, notre bien*



## 18<sup>ème</sup> FORUM DE L'AGOA : L'INITIATIVE PROROGÉE JUSQU'EN 2025

Placée sous la présidence du Président de la République, Son Excellence Monsieur Alassane Ouattara, la cérémonie officielle d'ouverture du 18<sup>e</sup> Forum AGOA s'est tenue, le lundi 5 août 2019, au Sofitel Hôtel Ivoire à Cocody. Prenant la parole à cette occasion, le Ministre du Commerce, de l'Industrie et de la Promotion des PME, Souleymane Diarrassouba, a souhaité la bienvenue aux délégations venues de 36 pays africains.

A l'endroit de tous, il a souhaité des échanges riches et fructueux, en vue de permettre à l'Afrique de tirer pleinement profit de la prorogation de l'AGOA jusqu'en 2025. « *L'initiative AGOA lancée en 2000 par l'Administration Américaine est en droite ligne avec les actions de l'Union Africaine dans le cadre de l'Agenda 2063, portant sur la transformation de nos économies à travers l'industrialisation et leur intégration aux chaînes de valeur mondiale* », a-t-il rappelé. Le Ministre Souleymane Diarrassouba s'est réjoui de la progression régulière des échanges entre les pays bénéficiaires et les États-Unis d'Amérique, depuis la mise en place de l'AGOA. Ainsi, de 28 milliards de Dollars en 2000, ces échanges ont atteint un pic de 100 milliards de Dollars en 2008, avant d'enregistrer une baisse continue jusqu'en 2015, pour s'établir à 39 milliards de Dollars en 2017.

Malheureusement, il regrette que cette évolution des échanges concernant 39 pays africains reste en deçà du potentiel qu'offre ce « puissant levier » de renforcement du partenariat entre

l'Afrique et les États-Unis d'Amérique. « *Conformément aux ambitions des autorités américaines, qui souhaitent voir les pays africains user de cet outil de coopération, le Forum d'Abidjan devra permettre d'identifier les défis spécifiques à relever dans chacun de nos pays, de même que ceux à relever dans l'ensemble de l'Afrique, en vue d'effectuer un bond qualitatif dans l'utilisation de l'AGOA pour les années à venir* », a souligné le Ministre en charge du Commerce et de l'Industrie.

Qui ne manque pas d'ajouter que le Protocole d'Accord relatif aux secteurs de l'industrie, de l'agriculture, de l'énergie et du transport, signé en décembre 2018 avec les États-Unis, constitue pour la Côte d'Ivoire, un cadre approprié pour accroître significativement les échanges commerciaux de part et d'autre. Mieux, il s'est félicité des instruments autour de Prosper Africa qui donnent des raisons d'espérer une hausse des investissements et des financements américains dans la transformation structurelle des économies africaines.

Outre cette cérémonie, le Ministre Souleymane Diarrassouba a coprésidé la première plénière qui s'articulait autour des relations commerciales entre les États-Unis et l'Afrique subsaharienne, ainsi que la réunion des ministres en charge du Commerce, avec l'Ambassadeur C.J Mahoney, Représentant du Commerce des États-Unis d'Amérique.



Le Président Alassane Ouattara et le vice-président Daniel Kablan Duncan



Son Excellence Alassane Ouattara, pendant son allocution.



Les officiels en compagnie du Président de la République de Côte d'Ivoire.



## Nos espaces entreprises pour vous accompagner



L'entreprise est une belle aventure pour celui qui possède la bonne carte et les bons outils. NSIA BANQUE Côte d'Ivoire vous accompagne dans cette aventure avec des solutions de financement et de gestion adaptées à vos besoins pour vous aider à faire prospérer votre entreprise. Au sein de nos agences dédiées aux TPE, PME, PMI et Grandes Entreprises, bénéficiez de nombreux services :

- Ouverture de comptes entreprises
- Crédit court terme
- Financement du commerce international
- Cash Management

 **NSIA BANQUE ANOMA**  
20 30 67 52

 **NSIA BANQUE YOPOUGON**  
**ZONE INDUSTRIELLE** - 20 25 91 12

 **NSIA BANQUE ABIDJAN SUD**  
20 25 91 03

 **NSIA BANQUE VALLONS**  
**ESPACE ENTREPRISES** - 20 33 09 20



 **80 200 800**

Côte d'Ivoire: 6-10, Avenue Joseph Anoma - nsia Banque.ci@groupensia.com - www.nsiabanque.ci  
**NSIA Banque, le vrai visage de la Banque.**

Suivez-nous sur :   



## LA DEUXIÈME ÉDITION DE L'UNIVERSITÉ D'ÉTÉ DÉBUTE SES ACTIVITÉS LE 8 JUILLET 2020 À ABIDJAN

Le président du Réseau africain des professionnels de la gestion des projets de développement (RAPGP), Adama Bamba a souligné que cette édition sera à la fois un cadre de partage d'expériences en matière de conception, de mobilisation de ressources et d'exécution des projets d'infrastructures de grande ampleur. Il a en outre indiqué que cette édition sera un forum de mise en relation d'affaires entre porteurs de projets et investisseurs privés et institutionnels visant à contribuer au renforcement des capacités des décideurs et acteurs publics et privés

africains, mais également de contribuer à la mobilisation de ressources pour le financement de projets de grandes ampleurs. 300 participants venant de 25 pays dont les fonds d'investissements des infrastructures en Afrique, les sociétés de gestion et d'intermédiation, les investisseurs individuels et institutionnels privés des projets d'infrastructures novateurs, à savoir les banques commerciales africaines et étrangères, les grands groupes internationaux africains, européens et asiatiques, sont attendus à ce forum.



Adama Bamba, Président du réseau africain des professionnels de gestion, Mme Coralie Gervers, Directeur des Opérations de la Banque Mondiale et le ministre de l'Economie et des Finances, Adama Coulibaly.



Echanges de poignées de mains entre Adama Bamba et Mme Coralie Gervers.



Adama Bamba saluant ici, le ministre Adama Coulibaly.



Mme Coralie Gervers...



... le ministre Adama Coulibaly...



et Adama Bamba de l'UPGP, au cours de leur intervention.

**DGCBF**

Direction Générale du Budget et des Finances



RÉPUBLIQUE DE CÔTE D'IVOIRE



SECRETARIAT D'ÉTAT AUPRÈS DU PREMIER MINISTRE,  
CHARGÉ DU BUDGET ET DU PORTEFEUILLE DE L'ÉTAT



## Opérateurs économiques, avez-vous des préoccupations ? Contactez la CELIOPE.

Quelles sont les  
procédures des  
marchés publics  
et du budget ?

Est-ce que mon  
contrat est conforme ?

Existe-t-il un crédit  
budgétaire pour  
couvrir la dépense ?

Où se trouve ma  
facture dans le circuit ?

📍 Rez de chaussée de la Tour F de  
la cité financière de Plateau

✉ celioppe@budget.gouv.ci

☎ 20 2424 60 / 87 67 90 66  
Numero vert: 800 800 58

🌐 [www.dgbf.gouv.ci](http://www.dgbf.gouv.ci)

📄 Votre guichet unique d'information budgétaire ouvert du lundi au vendredi de 7h30 à 17h

📄 Vous pouvez également nous saisir via notre applicatif en ligne « e-requête » sur le site internet [www.dgbf.gouv.ci](http://www.dgbf.gouv.ci)

## LANCEMENT DU RAPPORT DE DIAGNOSTIC SUR LE FINANCEMENT À LONG TERME

Dans le cadre de l'initiative de Financement de Long Terme (FLT) initié en 2017, le ministre de l'Economie et des Finances, Adama Coulibaly, a procédé ce vendredi 14 février 2020 à l'Hôtel Pulmann d'Abidjan-Plateau, au lancement du Rapport de diagnostic sur ledit financement de la Côte d'Ivoire. Grâce à cette initiative conjointe de la Banque africaine de développement (BAD), du programme FSDAfrica, de la

Coopération allemande au développement (GIZ) et du Making Finance Work for Africa, le ministre Adama Coulibaly a saisi cette opportunité pour expliquer les enjeux du financement sur le long terme pour des économies africaines qui aspirent à l'émergence comme la nôtre. Le rapport vise à combler le déficit de financement des entreprises, ainsi que certains projets essentiels tels l'habitat et les infrastructures.



*La table de séance avec au centre le ministre Adama Coulibaly.*



*Le ministre de l'Economie et des Finances Adama Coulibaly.*



*Une vue de l'assistance.*



*Le DIRCAB du ministère de l'Economie et des Finances, Coulibaly-Koné Minafou Fanta.*



*Photo de famille.*

Par Georges Copré

## LANCEMENT DE LA BANQUE POPULAIRE DE CÔTE D'IVOIRE

C'est un retour gagnant que vient d'opérer la Caisse Nationale des Caisses d'Épargne de Côte d'Ivoire (CNCE). Après la période trouble qu'elle a traversée, cette entreprise est de nouveau sur les rails mais dans de nouveaux habits, avec une nouvelle identité et de nouvelles ambitions. L'ex-Caisse Nationale des Caisses d'Épargne s'appelle désormais Banque Populaire de Côte d'Ivoire (BP). Pour le lancement officiel de ce rebranding,

toute l'équipe managériale de cette entreprise était présente. A cette occasion le Directeur Général, Issa Fadiga a expliqué que "l'objectif de ce changement de nom est de mieux refléter la vision de la nouvelle équipe dirigeante mais aussi l'expertise et l'accessibilité d'une entreprise implantée en Côte-d'Ivoire". Cette cérémonie de lancement a été rehaussée par la présence de plusieurs membres du gouvernement.



Au centre le ministre de l'Economie et des Finances, Adama Coulibaly.



Au centre, le ministre Téné Ibrahim. A droite, la ministre Kaba Nialé.



Les allocutions



Une autre vue des officiels.



Photo de famille.

## VŒUX DE NOUVEL AN AU MINISTÈRE DE L'ÉCONOMIE ET DES FINANCES LE MINISTRE ADAMA COULIBALY DÉFINIT 5 AXES PRIORITAIRES POUR 2020

La traditionnelle cérémonie d'échanges de vœux de nouvel an entre le ministre de l'Économie et des Finances, Adama Coulibaly, ses plus proches collaborateurs et l'ensemble des responsables des structures relevant de sa tutelle, a eu lieu ce vendredi 10 janvier au 20e étage de l'immeuble SCIAM au Plateau dans une ambiance festive et conviviale. Il a saisi l'occasion pour définir les cinq (5) axes prioritaires inscrits dans son plan d'action pour l'année 2020.

Le ministre Adama Coulibaly a indiqué dans son allocution que cette année marquera, au plan économique, la fin de plusieurs programmes, à savoir le PND 2016-2020, le PSGouv 2019-2020, et le programme Économique et Financier conclu avec le FMI. « À cet égard, cinq axes prioritaires ont été identifiés autour desquels nos actions devront s'articuler au cours de l'année. Il s'agit de : la clôture harmonieuse du programme économique et financier ; la poursuite de la réforme du secteur financier ; la mobilisation des ressources nécessaires au financement des priorités du Gouvernement ; le renforcement du dialogue avec

le secteur privé ; la participation active au renforcement de l'intégration régionale, en matière de politique monétaire », a-t-il confié.



*Le Ministre de l'Économie et des Finances Adama Coulibaly.*



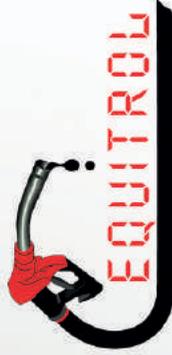
*De gauche à droite : Mme le DIRCAB Coulibaly Minafou Fanta. Le ministre Adama Coulibaly, le DIRCAB Adjoint Vassogbo Bamba et le chef CAB Gondo Diomande.*



*Une vue des collaborateurs du ministre.*



*Photo de famille.*



**VENTE • INSTALLATION • MAINTENANCE**

**ÉQUIPEMENTS PÉTROLIERS - SÉCURITÉ INCENDIE**

**ÉQUIPEMENTS DE PROTECTION - OUTILS ÉLECTROPORATIFS**



Retrouvez-nous sur : [www.equitrol.ci](http://www.equitrol.ci)

La structure EQUITROL existe depuis 2010.

Grâce à son expertise, elle a déjà équipé depuis sa création plus d'une centaine de stations services, de dépôts consommateurs, d'usines et de bâtiments répartis sur toute l'étendue du territoire national.

L'ambition d'EQUITROL a toujours été de fournir à sa clientèle fidélisée, les meilleures prestations en mettant à leur disposition des produits de qualité aux meilleurs prix.

Voilà pourquoi EQUITROL représente des marques de renom aux garanties qualité reconnues dans le monde entier.

**Agrément Balancier N°071/MC/CAB** (installation et réparation des volucompteurs).

**Certification ASACI** (Installation et maintenance des extincteurs et RIA).

EQUITROL met également à la disposition de sa clientèle un Service Après Vente efficace avec :

- ◆ Des techniciens maîtrisant parfaitement les techniques et normes en vigueur
- ◆ Une disponibilité permanente de matériels et de pièces de rechange en stock
- ◆ Une équipe de dépannage prête à intervenir immédiatement sur toute l'étendue du territoire national.



RUE DES SARGASSES - PORT BOUET - 26 BP 910 - ABIDJAN 26

TEL : + 225 21 27 56 03 - FAX : +225 21 27 56 09

[info@equitrol.ci](mailto:info@equitrol.ci) - [equitrol@hotmail.fr](mailto:equitrol@hotmail.fr)

# LA TNT EST ARRIVÉE!



- > SANS ABONNEMENT !
- > IMAGE DE QUALITÉ !
- > 7 CHAÎNES CADEAU !



**Regardez la télé autrement.**

Avec la **TNT**, profitez de tous vos programmes favoris sur toutes les chaînes ivoiriennes, gratuitement\*\* !

**TNT, DU NOUVEAU S'INSTALLE CHEZ VOUS !**

**TNT**  
CÔTE D'IVOIRE

Pour plus d'infos : **22 01 05 00**

\* Prix de vente conseillé

\*\* Sous réserve de l'achat du décodeur et de l'antenne TNT

Par Kadiata Fadika

## 8<sup>ème</sup> FORUM AFRICAÏN SUR LES FINANCES PUBLIQUES

Le Sofitel Hôtel Ivoire d'Abidjan a abrité ce jeudi 6 janvier 2020 le 8e forum africain sur les finances publiques, sous le thème : « Relever les défis budgétaires à moyen et long terme : climat, ODD, planification à long terme ».

En présence de l'ambassadeur de l'Union européenne auprès de la Côte d'Ivoire, SEM Jobst von Kirchmann ; de la

Directrice adjointe, Département Afrique du Fonds Monétaire International (FMI), Annalisa Fedelino et du ministre auprès du Premier ministre chargé du Budget et du Portefeuille de l'Etat, Moussa Sanogo ; le ministre de l'Economie et des Finances, Adama Coulibaly, a procédé à l'ouverture dudit forum



(Assis) au centre, les ministres de l'Economie et des Finances Adama Coulibaly et celui en charge du budget Moussa Sanogo.



Une vue de l'assistance.



Le ministre Adama Coulibaly pendant son allocution.



Photo de famille.



## Je parraine un repas chaud

Est un projet initié par la Fondation AWI. Il consiste à mobiliser, sensibiliser les Citoyens et les Entreprises pour prendre en charge le midi des élèves du Primaire Public des écoles à cantines en soutenant l'autonomisation de la femme..

**«SOUTENONS LE PROJET MA CANTINE  
PARCE QUE VENTRE CREUX N'A POINT D'OREILLE»**



**500FCFA**  
le repas chaud  
et équilibré

**Pour parrainer un élève, contactez nous :**

**Tél.: +225 22 44 50 70 / +225 43 57 52 96 - Mobile Money : 72 58 83 58**

Siège social Cocody Riviera Golf - 01 BP6804 Abidjan 01  
N° de compte : 009119330005 Banque BNI - E-mail : [info@awifondation.org](mailto:info@awifondation.org)  
Facebook : Fondation AWI - Site web : [www.awifondation.org](http://www.awifondation.org)

Par Suzanne Allégbé

## SASSANDRA : UN NOUVEAU MARCHÉ ET UN DÉBARCADÈRE POUR RELANCER L'ÉCONOMIE RÉGIONALE

A l'occasion de la visite de travail qu'il effectue dans la Région du Gboklè du 13 au 15 février 2020, le Premier Ministre ivoirien, Amadou Gon Coulibaly, a procédé le vendredi 14 février 2020 à Sassandra, à l'inauguration du nouveau marché et d'un débarcadère qui vont redynamiser l'économie de la région. Pour Amadou Gon Coulibaly, les ouvrages vont relancer le développement, non seulement de la ville de Sassandra, mais aussi celui de toute la Région.

«Ces infrastructures sont la preuve de la politique de développement inclusif et équilibré menée par le gouvernement», a-t-il indiqué.

Le marché, un joyau architectural de 900 places, est bâti sur une superficie de 2,5 ha et compte 42 bâtiments, dont des hangars de stockage. Il comprend également des boutiques, magasins

ainsi que des bâtiments administratifs.

Le débarcadère, construit sur 1 ha pour 300 vendeuses, s'inscrit dans le cadre de la politique de développement du secteur halieutique. Ce projet va contribuer à la réduction de la pauvreté et à l'amélioration des conditions de vie des pêcheurs, par la baisse du taux de perte post-capture qui est de l'ordre de 40%.

Le projet ambitionne de garantir une meilleure exploitation des ressources halieutiques, en apportant plus de valeur ajoutée aux produits de la pêche artisanale.

Le marché et le débarcadère sont cofinancés par le Japon, à travers l'Agence japonaise de coopération internationale (JICA) et la Côte d'Ivoire.

Le coût global est de 19 milliards de FCFA, dont 16 milliards pour le Japon et 3 milliards pour la Côte d'Ivoire.



Le Premier Ministre Amadou Gon visitant le débarcadère de Sassandra.



**CONSTRUIRE  
LE FUTUR.**

**CHANGER  
LE PRÉSENT.**

Le monde des affaires a besoin de  
Managers aux connaissances solides  
et aux compétences pratiques,  
capables d'impacter positivement leurs  
entreprises et la société toute entière.

# 05 PROGRAMMES DE STANDARDS INTERNATIONAUX

- AMP** Advanced Management Program
- PMD** Program for Management Development
- PLD** Program for Leadership Development
- PUBLIC-AMP** Public Advanced Management Program
- GCP - Africa** Global CEO Program for Africa

# +950 ALUMNI

Anciens participants constituant  
notre réseau de valeur

Agréée par le FDFP



@ info@mde.ci

(+225) 22 49 57 40 - 52 20 20 20

www.mde.ci

Abidjan Cocody Riviera, Ivoire Golf CLub

Ecole associée à



**5 ANS N°1 MONDIAL  
EN EXECUTIVE EDUCATION**  
2015 - 2016 - 2017 - 2018 - 2019



École nationale  
d'administration  
publique  
QUÉBEC - CANADA



**LAGOS  
BUSINESS  
SCHOOL**

PAN-ATLANTIC UNIVERSITY

Par Yacouba Cissé

## ÉLECTRIFICATION RURALE : ZAKARÉKO MIS SOUS TENSION

A l'occasion de la visite de travail qu'il effectue dans la Région du Gboklè du 13 au 15 février 2020, le Premier Ministre ivoirien, Amadou Gon Coulibaly, a mis sous tension la localité de Zakaréko, dans le département de Fresco, le jeudi 13 février 2020.

D'un investissement total de 205 millions de FCFA, la mise sous tension de Zakaréko permettra à 4 260 habitants d'avoir accès à l'électricité et de mener des activités génératrices de revenus. Le projet prévoit 6,9 km de lignes.

Il compte 228 poteaux électriques et 218 lampadaires.

De 2012 à fin 2019, ce sont au total 13 localités qui ont été prises en compte par le Programme National d'Électrification Rurale (PRONER) 2020. Ces travaux feront passer le nombre de localités électrifiées de 6 en 2011 à 19 à fin 2020. Ainsi, toutes les 19 localités seront électrifiées. Faisant passer le taux de couverture de 31,58%

en 2011 à 100% en 2020.

Le coût total des investissements pour les travaux d'électrification de ces localités sur la période 2012 à fin 2019 est de 1,3 milliard de FCFA.



Mise sous tension de la localité de Zakareko par le PM.

---

**À LA RENCONTRE DE...**  
P36-P37

---

**FOCUS SUR LE CCESP**  
P40-P55

Zoom sur...

---

**MEETING WITH...**

P38

---

**FOCUS ON CCESP**

P56-P58

Zoom on...

## PRÉSERVATION DE L'ENVIRONNEMENT

# La Côte d'Ivoire élue au Programme de sécurité alimentaire et de restauration des sols

*La Côte d'Ivoire est membre du FEM depuis sa création en 1991. Elle est l'un des rares pays en développement à avoir contribué à la reconstitution des ressources de l'institution.*

**S**uite aux septièmes assemblées du Fonds pour l'environnement mondial (FEM 7) qui ont eu lieu au Vietnam en juin 2018, un atelier dénommé « Dialogue Pays » a été organisé en collaboration avec le Secrétariat du FEM (Washington). Cette rencontre avait pour objectif principal d'informer et sensibiliser toutes les parties prenantes sur le fonctionnement du FEM et ses nouveaux programmes à impacts afin de constituer un portefeuille de projets et programmes pour la Côte d'Ivoire pour la période 2018-2022. Aussi, dans le cadre du FEM7, la Côte d'Ivoire a-t-elle été élue au Programme de sécurité alimentaire et la restauration des sols. La proposition du concept de projet intitulé : « Mise à l'échelle de systèmes alimentaires à base de cacao, utilisation des sols et restauration innovations transformatrices en Côte d'Ivoire (SCOLUR-CI) » a été retenue par l'institution avec pour agence d'exécution la FAO. SCOLUR-CI est financée par le FEM dans le cadre de son septième cycle ou FEM 7. La Côte d'Ivoire bénéficie de ce programme pour un montant de 4 millions de dollars de ressources STAR accompagné de 2 millions de dollars de bonus, soit au total 6 millions de dollars et 63 800 000 dollars en termes de cofinancement. L'objectif du programme est de promouvoir les chaînes de valeur du cacao exempt de déforestation et de restaurer les paysages dégradés de forêts de cacao en Côte d'Ivoire. Les régions de Côte d'Ivoire ciblées par le projet sont le Guémon, le Cavally, la Nawa, San Pedro, Indénié-Djuablin, la Mé et le Moronou. Le projet portera sur l'expansion de la cacaoculture tout en préservant les forêts ivoiriennes. Il y a 4 composantes dans le projet que sont le développement de systèmes de gestion intégrée du paysage,



Mme Alimata Koné,  
Secrétaire permanent du CN FEM.

la promotion de pratiques de production alimentaire durable, de chaînes de valeur responsables, la conservation, la restauration des habitats naturels et la coordination de projet, la collaboration, la communication et le suivi-évaluation. Conformément à la politique agricole de zéro déforestation, le projet appliquera une approche intégrée des systèmes alimentaires. La superficie totale des régions sélectionnées est de 6 296 100 ha, avec 1 682 533 ha d'aires protégées et de réserves forestières. Les zones tampons et les corridors potentiels autour des zones protégées et des forêts publiques occupent 170 218 ha.

## DES RETOMBÉES POUR LA CÔTE D'IVOIRE

Ce programme international portera pour la partie ivoirienne sur un montant de 4 millions de dollars des ressources STAR accompagné de 2 millions de dollars de bonus. C'est donc en tout, 6 millions de dollars de subventions

dont bénéficiera la Côte d'Ivoire pour ce programme. Ce projet contribuera à promouvoir des pratiques de gestion durable des sols, y compris l'agroforesterie et d'autres pratiques agro-écologiques et le renforcement de l'environnement favorable à leur adoption. Il entraînera l'augmentation de la productivité des terres agricoles pour la production de cacao et d'autres cultures. En outre, les pays membres sont tenus de désigner des points focaux politiques chargés des questions relatives aux politiques et au mode d'administration du FEM. Ceux qui sont bénéficiaires des ressources de l'institution doivent désigner des points focaux opérationnels chargés de veiller à la conformité des demandes de financement présentées au FEM aux priorités nationales et aux obligations du pays au titre des conventions internationales sur l'environnement. Ces points focaux opérationnels sont également chargés d'assurer la coordination des activités du FEM au plan national et de diffuser dans leur



Mme Alimata Koné en séance de travail avec ses collaborateurs.

pays les informations sur le FEM. En Côte d'Ivoire, cette fonction est assurée par Alimata Koné Bakayoko.

Celle-ci occupe le poste de secrétaire permanent depuis la création de la Commission nationale du Fonds pour l'Environnement mondial en 2012. Avec les actions menées par Alimata Koné Bakayoko, en qualité de point focal opérationnel du FEM et par les autres partenaires de l'institution, la Côte d'Ivoire a pu, à ce jour, bénéficier d'un portefeuille riche de vingt-quatre projets nationaux, de quarante-quatre projets régionaux, plus de trois cents micro-projets financés au titre du Programme de micro-financements gérés par le PNUD. Soit plus de 200 milliards de FCFA sous forme de subventions et plus de 2000 milliards de FCFA sous forme de cofinancement en faveur de notre pays, contribuant ainsi à la préservation de l'environnement et au recul de la pauvreté.

A l'instar des grands pays comme la Chine et le Mexique, la Côte d'Ivoire a su adapter avec le concours de Mme Alimata Koné, secrétaire permanent, le modèle institutionnel du FEM au plan national qui est un modèle qui rallie positivement la méthode de gestion des activités du FEM aux trois ministères de tutelle que sont l'Économie et les Finances ; l'Environnement et le Développement durable ainsi que les Affaires Étrangères. Ce qui a d'ailleurs permis la mise en place d'une commission nationale qui est un cadre national de concertation et de coordination des activités du FEM,

en vue de promouvoir la protection de l'environnement et du développement durable.

### ORGANISATION DU FEM

La Commission nationale du FEM s'appuie sur trois organes que sont la Commission nationale du FEM, le Comité technique et le Secrétariat permanent.

La Commission nationale du FEM est composée de 16 membres et présidée par le ministre chargé de l'Économie et des Finances. Le ministre chargé de l'Environnement et du Développement durable en est le premier vice-président et le ministre en charge des Affaires Étrangères est le deuxième vice-président.

Le Comité technique du FEM est composé de 12 membres. Il s'occupe de la vie des projets et est présidé par le représentant du ministère en charge de l'Environnement avec pour vice-présidents les représentants des ministères en charge de l'Économie et des Finances et des Affaires Étrangères.

Le secrétariat permanent de la commission nationale du FEM est logé au ministère de l'Économie et des Finances. Il est chargé d'assurer la gestion administrative et financière de la Commission nationale du FEM. Il sert de point de contact national dans le but d'assurer la coordination des activités du Fonds pour l'Environnement mondial et de courroie de transmission des projets vers le FEM.

Le secrétaire permanent est donc le point focal opérationnel du FEM en Côte d'Ivoire. Le rôle prépondérant que joue le point focal opérationnel du FEM n'est plus à démontrer à travers son implication dans la mise en œuvre des projets de développement durable. Plusieurs projets ont été ainsi réalisés dans tous les domaines d'intervention du Fonds pour l'Environnement mondial. Pour la période du FEM-6 (2014-2018), Mme le Secrétaire permanent, point focal opérationnel du FEM a pu obtenir un financement du FEM pour l'organisation d'un atelier de présélection des projets prioritaires de l'État.

Cet atelier a permis à la Côte d'Ivoire de constituer un portefeuille de projets et surtout de choisir, de manière consensuelle, les projets à financer avec les ressources STAR (système transparent d'allocation des ressources).

### Le parcours de Mme Alimata Koné Bakayoko

**A**limata Koné Bakayoko est titulaire d'un master of science en international business (3<sup>ème</sup> cycle) de l'Université de Baltimore aux États-Unis. Elle débute sa carrière professionnelle au Fonds monétaire international (FMI) à Washington DC (1982-1985) en qualité d'économiste, assistance technique de l'administrateur chargé des pays francophones. De retour au pays, elle occupe successivement les postes de chef de service de la Dette extérieure (CAA), chef de service de gestion des fonds nationaux suivants : le fonds national de l'environnement (Fnde), le fonds de développement du Tourisme (FDT), le Fonds d'appui et de promotion de l'Artisanat (Fapa), le Fonds national du Drainage et de l'Assainissement (Fnad), le Fonds national de la Salubrité urbaine (Fpps), et le Fonds pour l'Environnement mondial (FEM), en qualité de Point focal opérationnel depuis 1992.

## ENVIRONMENTAL CONSERVATION

# Côte d'Ivoire eligible to Food Security and Soil Restoration Programme



*Côte d'Ivoire has been a member of the GEF since its setting up in 1991. It is one of the developing countries which have contributed to the institution's promotion.*

Following 7<sup>th</sup> the Global Environment Facility (GEF) meetings that took place in Vietnam in June 2018, a workshop called “Country Dialogue” was organized in collaboration with the GEF Secretariat (Washington).

The main objective of this meeting was to inform and sensitize all stakeholders on the functioning of the GEF and its new impact programs in order to build a portfolio of projects and programs for Côte d'Ivoire for 2018-2022. Therefore, within the framework of GEF7, Côte d'Ivoire was elected to the Food Security and Land Restoration Program. The proposal for the project concept entitled: “Scale-up of Cocoa-based Food Systems, Land Use and Restoration - Processing Innovations in Côte d'Ivoire (SCOLUR-CI)” was selected by the Institution with FAO as Executing Agency.

SCOLUR-CI is funded by the GEF under its seventh cycle or GEF 7. Côte d'Ivoire is benefiting from this program for an amount of 4 million dollars of STAR resources with 2 million dollars of bonus, representing a total of 6 million

dollars and 63 800 000 dollars in terms of co-financing.

The objective of the programme is to promote deforestation-free cocoa value chains and restore degraded cocoa forest landscapes in Côte d'Ivoire. The regions of Côte d'Ivoire targeted by the project are Guémon, Cavally, Nawa, San-Pedro, Indenie-Djuablin, Mé and Moronou. The project will focus on the expansion of cocoa cultivation while preserving the Ivorian forests. The project involves 4 main components which are: the development of integrated landscape management systems, the promotion of sustainable food production practices, responsible value chains, conservation, restoration of natural habitats and project coordination, collaboration, communication and monitoring and evaluation. In line with the zero deforestation agricultural policy, the project will apply an integrated approach to food systems. The total area of the selected regions is 6,296,100 ha, with 1,682,533 ha of protected areas and forest reserves. Buffer zones and potential corridors around protected areas and public forests occupy 170,218 ha. The total area of the selected regions is 6,296,100 ha, with 1,682,533 ha of protected areas and forest reserves.

Buffer zones and potential corridors around protected areas and public forests occupy 170,218 ha.

## BENEFITS FOR CÔTE D'IVOIRE

Côte d'Ivoire will benefit from a grant of \$6 million for this programme. The project will help to promote sustainable soil management practices, including agro-forestry and other agro-ecological practices, and strengthen the environment for their adoption. It will increase the productivity of agricultural land for the production of cocoa and other crops. In addition, member countries are required to designate political focal points responsible for GEF policy and administrative matters. The recipients of GEF resources must select operational focal points to ensure that requests for GEF funding are consistent with national priorities and the country's commitments under international environmental conventions terms. These operational focal points are also responsible for coordinating GEF activities at the national level and disseminating GEF related information on the in their countries. In Côte d'Ivoire, this function is performed by Alimata Koné Bakayoko.

# UNETEL

Patronat du secteur Télécommunications / TIC



## UNE FORTE CONTRIBUTION À L'ÉCONOMIE IVOIRIENNE

01

3500 emplois directs et plus  
de 130.000 emplois indirects

02

11% des recettes fiscales

03

8% du PIB

04

Niveau d'investissement élevé:  
+2000 GXOF (\$US 4Mds) depuis  
la libéralisation du secteur

05

Transformation des métiers et de  
l'offre marchande dans tous les  
secteurs d'activité



*UNETEL, la réponse collective des opérateurs de  
télécommunications au développement et à la  
promotion des Télécommunications / TIC.*

Siège : Abidjan Cocody II Plateaux BMW  
Adresse: 10 BP 1069 Abidjan 10  
Téléphone : 22 54 85 45, Fax :22 41 34 09  
E-mail : unetel@unetel.ci

[www.unetel.ci](http://www.unetel.ci)  
[f unetel.patronatci](https://www.facebook.com/unetel.patronatci)  
[t unetel\\_patronat](https://www.twitter.com/unetel_patronat)  
[in unetel-ci](https://www.linkedin.com/company/unetel-ci)



Au centre, le Président du CTC M. Adama Coulibaly entouré du Ministre Sidiki Konaté et de Mme Fadiga Fofana SE-CCESP.

## DIALOGUE ETAT / SECTEUR PRIVÉ

# Le CTC reprend ses rencontres avec les organisations professionnelles du privé

**D**ans le cadre du dialogue Etat / secteur privé, le Comité technique de concertation (CTC) s'est réuni le jeudi 13 décembre 2019 à la salle de conférence du 20<sup>ème</sup> étage de l'immeuble SCIAM. Cordonnée par le Secrétariat exécutif du Comité de concertation Etat / Secteur privé (SE-CCESP), cette réunion a été présidée par le ministre Adama Coulibaly, de l'Economie et des Finances.

Plusieurs points ont constitué la matière des échanges entre le gouvernement et les acteurs du secteur privé. Il s'agit entre autres de la question de la dette intérieure fournisseurs, du contrôle fiscal, de la fiscalité liée au secteur des TIC et de la révision des tarifs de l'étude d'impact environnemental et social (EIES). Des échanges francs, mais aussi fructueux qui ont permis d'apporter des pistes de solutions aux différentes préoccupations des Organisations patronales et chambres consulaires du secteur privé.

« Sur la question de la dette intérieure fournisseurs, le secteur privé a demandé à ce qu'elle soit traitée avec beaucoup de diligence. Nous avons rappelé que des efforts importants ont été faits depuis le début de l'année jusqu'à ce jour », a déclaré le ministre Adama Coulibaly,

au sortir de cette réunion, à la presse.

Selon le ministre de l'Economie et des Finances, ce sont 771 milliards FCFA dont 50 milliards FCFA pour la dette écoles qui ont déjà été décaissés pour régler une partie de cette dette. « Nous leur avons dit également conformément aux engagements pris sur la dette flottante (1 à 90 jours) que des efforts seront faits pour qu'elle puisse être traitée dans les meilleurs délais », a-t-il expliqué. Adama Coulibaly a également rassuré le secteur privé, plus spécifiquement sur la dette écoles et les fondateurs qui attendent un paiement de l'Etat.

« Nous avons demandé la mise en place d'un groupe de travail pour relire la convention qui lie l'Etat aux fondateurs pour voir les difficultés qui sont rencontrées dans l'application de cette convention signée en 2011 », a-t-il confié. Sur la fiscalité en général, il a fait observer, notamment en ce qui concerne les réformes, que des efforts énormes ont été réalisés par le ministre auprès du Premier ministre chargé du Budget et du Portefeuille de l'Etat. Lesquels ont été salués par le secteur privé.

« Le secteur privé est le moteur de la croissance économique de notre pays. Nous ne pouvons qu'être attentifs à ses préoccupations, parce



Fama Touré, président de la Chambre de Commerce et d'Industrie de la Côte d'Ivoire (CCI-CI).



Moussa Farakan, vice-président de la FIPME



Le vice-président de la CGECI M. Eponon Philippe

que malgré la bonne dynamique qui prévaut en ce qui concerne le partenariat Etat/ secteur privé et les résultats remarquables obtenus sous le climat des affaires, nous ne devons pas perdre de vue la nécessité de redoubler d'ardeur tant il est vrai que d'importants défis demeurent pour accroître davantage les performances du secteur privé et de notre économie. Nous sommes donc ainsi interpellés sur la nécessité de maintenir un dialogue franc et plus constructif à travers le SE-CCESP, afin de renforcer le climat de confiance et de consolider l'élan des réformes et d'investissements significatifs... », a-t-il soutenu.

M. Fama Touré, Président de la chambre de Commerce et d'Industrie de Côte d'Ivoire (CCI-CI) conduisant la délégation du secteur privé, a, de son côté, indiqué que le Secteur Privé était impatient de retrouver la table de discussion avec le gouvernement au sujet des préoccupations de ses membres, après une longue période d'interruption au niveau des rencontres des instances du dialogue Etat – secteur privé.

« Des engagements ont été pris et des efforts ont été faits. Oui, nous reconnaissons qu'il y a eu des avancées significatives sur les préoccupations du secteur privé, mais nous exhortons le gouvernement à aller plus loin dans ses recherches de solutions à nos préoccupations. Car nous avons aussi des engagements vis-à-vis de nos fournisseurs et des partenaires. C'est pourquoi, nous souhaitons que les choses s'améliorent et surtout les mesures fiscales prises concernant les PME », a-t-il plaidé.

Il convient de rappeler que le Comité technique de Concertation est présidé par le ministre de l'Economie et des Finances et est

composé de 25 membres du gouvernement et des présidents de la Confédération générale des Entreprises de Côte d'Ivoire (CGECI), la chambre de Commerce et d'Industrie de Côte d'Ivoire (CCI-CI), la chambre nationale des Métiers de Côte d'Ivoire (CNMCI), la chambre nationale d'Agriculture de Côte d'Ivoire (CNACI), la Fédération ivoirienne des PME (FI-PME) et l'Association professionnelle des Banques et Etablissements financiers de Côte d'Ivoire (APBEFCI).

## Le CCESP en visite de travail à la FIPME

**D**ans le cadre du renforcement des capacités des organisations professionnelles du Secteur Privé le Secrétariat exécutif du CCESP a entrepris une visite de travail à la Fédération ivoirienne des Petites et Moyennes Entreprises (FIPME).

Au cours de cette visite, plusieurs points ont été abordés notamment : la question du renforcement des capacités des organisations membres de la FIPME et l'animation des activités du cadre de concertation Etat- Secteur Privé par la formulation des préoccupations. La faiblesse du budget alloué au fonctionnement de la FIPME ainsi que les rapports entre la FIPME et les autres faitières, figuraient aussi au nombre des points évoqués.

Cette visite a pris fin par une séance de photos et les deux structures ont promis de se rencontrer régulièrement pour échanger sur les questions qui concernent le développement de l'environnement économique.



Photo de famille.

## DIALOGUE PUBLIC-PRIVÉ

### Le sous-groupe de travail « Fluvio-Lagunaire » visite le plan d'eau lagunaire



Les visiteurs, ici, à bord du bateau-bus.

**D**ans le cadre des travaux des « Rencontres sectorielles » dédiées au secteur du Transport, le sous-groupe de travail « FLUVIO-Lagunaire » a effectué, en collaboration avec la Direction générale du Port autonome d'Abidjan une visite des sites de regroupement des déchets solides.

Cette visite s'inscrit dans le cadre des diligences des travaux dudit sous-groupe de travail et vise à répertorier et identifier les sites de regroupement des déchets solides (bouteilles en plastique, pneus usagés, ..... ) pour permettre la récupération et le traitement desdits déchets.

Notons que les structures outillées dans le traitement et la dépollution telles que le CIAPOL, l'ANAGED et l'ANDE ont pris part à cette visite.

Par Ebenisaire N'cho

## DIALOGUE PUBLIC-PRIVÉ

# San Pedro lance les activités de son comité local de concertation Etat /Secteur Privé



**Copré Georges, Conseiller Technique au SE-CCESP.**



**Mme Linda Zraik, présidente régionale de la Chambre de Commerce et d'Industrie et le SG de la Préfecture M. Etienne Ettien.**

La salle de formation du Port de Pêche a abrité le 20 décembre dernier, à San Pedro, la cérémonie officielle de lancement des activités du comité local de concertation Etat/Secteur Privé sous la présidence du Préfet de région, représenté par le secrétaire général de Préfecture, Etienne Ettien. Cette action s'inscrit dans le cadre de la phase pilote du projet de mise en place des plateformes locales de Dialogue public-privé.

Le choix du CCESP s'est porté naturellement pour l'exercice 2019 sur San Pedro, deuxième pôle économique de

la Côte d'Ivoire après Abidjan, en raison de l'activité portuaire, mais également de la présence de nombreuses unités de production opérant principalement dans l'industrie cacaoyère, dans la minoterie, le ciment et le domaine du bois.

Cette cérémonie a été organisée par le SE-CCESP, représenté par les conseillers techniques Georges Copré et Ismaël Coulibaly, en collaboration avec la délégation régionale de la Chambre de Commerce et d'Industrie de Côte d'Ivoire représentée par sa présidente, Mme Linda Zraik.

Le lancement officiel des activités du

comité local de concertation Etat-Secteur privé a enregistré la présence des acteurs du Dialogue public-privé (DPP) issus des directions régionales de l'administration publique, des collectivités décentralisées et des chambres consulaires et organisations patronales locales.

Plusieurs temps forts ont meublé la rencontre à savoir : les allocutions d'ouverture et les sessions d'échanges autour du bilan des initiatives de DPP au niveau national et à l'échelle locale, l'examen du cadre réglementaire des plateformes locales de Dialogue public-privé et le plan d'actions 2020 du comité local de concertation Etat-Secteur Privé de San Pedro.

A l'issue des travaux, les acteurs tant publics que privés se sont engagés à faire des activités dudit comité local, une véritable réussite pour une économie performante de la région.

Il faut noter que l'opérationnalisation des plateformes locales de Dialogue public-privé s'inscrit dans le cadre de la mise en œuvre de la Stratégie nationale de Dialogue public-privé validée en février 2017.

Conformément au plan d'actions de cette stratégie, le Secrétariat exécutif du Comité de Concertation Etat Secteur Privé en liaison avec les parties prenantes du Dialogue Public Privé en Côte d'Ivoire, envisage d'installer des plateformes locales de DPP dans les principaux pôles économiques régionaux. Plusieurs « locomotives économiques » ont donc été retenues au regard de leur potentiel économique et de l'existence d'un écosystème d'acteurs dynamiques. Il s'agit notamment des locomotives économiques de San Pedro, Bouaké et Korhogo.

Le lancement officiel des activités du Comité local de concertation Etat-Secteur Privé de San Pedro marque une étape clé dans la phase pilote de cet important chantier.



Par Ismaël Coulibaly

JNP 2019

## Une mobilisation record pour la 4<sup>ème</sup> édition

Le lundi 7 octobre 2019, s'est tenue au Sofitel Abidjan Hôtel Ivoire la quatrième édition de la Journée nationale de Partenariat Etat-Secteur privé. Cette rencontre qui demeure la plus grande plateforme du dialogue entre le public et le privé a porté sur le thème : « Le défi de l'inclusion économique dans une perspective sous-régionale »

**P**lusieurs temps forts ont meublé la rencontre. La cérémonie d'ouverture a été marquée par les allocutions du Président de la Confédération générale des Entreprises de Côte d'Ivoire (CGECI), Jean-Marie Ackah, et du ministre Adama Coulibaly, de l'Economie et des Finances. La remise de prix spéciaux du partenariat a été aussi un autre des temps forts. Trois personnalités ont été distinguées. La première est Ousseyn Diallo, Secrétaire général de la Fédération des Organisations patronales de l'Afrique de l'Ouest (FOPA), ex-secrétaire technique du Comité de Liaison Etat-

secteur privé, créé en 1990.

Pierre Magne, en sa qualité de vice-président de la CGECI et de membre actif du Patronat, s'est vu décerner le prix spécial du partenariat. L'unique femme à être distinguée est Mme Marthe Ehui, Présidente du Réseau des femmes

entrepreneures, ancienne présidente de la FIPME, représentée par Mme Massogbè Touré, administrateur de la CGECI.

Deux (02) panels de haut niveau ont été organisés. Le premier a porté sur le thème « Croissance inclusive : enjeux, défis et facteurs clés de succès », le



Intervention de M. Adama Coulibaly, ministre de l'Economie et des Finances.



Au 1<sup>er</sup> rang les responsables pendant la cérémonie de Clôture.



*Une vue des participants.*

second s'est intéressé au sujet suivant : «Inclusion économique : l'indispensable mobilisation du Secteur Privé». Trois (03) ateliers thématiques se sont tenus en parallèle. Ils ont porté respectivement sur l'état des lieux et les perspectives des mesures d'appui en faveur des PME, les acquis et perspectives du programme d'Appui au renforcement de la compétitivité du secteur industriel (PARCSI) ainsi que sur le programme

social du gouvernement (PS Gov). A ces panels et ateliers thématiques qui ont meublé cette journée du partenariat, il faut ajouter les rencontres business to Government (B2G). Un espace de rencontres entre les opérateurs économiques et les administrations autour de préoccupations précises, qui a été aussi fort apprécié. La cérémonie de clôture est venue mettre fin à cette journée intense en activités.

Elle a été marquée par la lecture du rapport général de la JNP 2019. Cette tâche est revenue à Charles Sébé Zoko, président du comité scientifique de la JNP 2019. L'allocation de clôture du ministre Moussa Dosso, de la Production animale et des Ressources halieutiques a été précédée de la remise des prix du partenariat.



## LA JNP EN CHIFFRES

Pari réussi pour Mme Mariam Fadiga Fofana, Secrétaire exécutif du CCESP et toute son équipe du Comité de Concertation Etat-Secteur privé, qui ont mis les petits plats dans les grands pour faire de cet événement une véritable réussite. Les chiffres sont probants. La JNP 2019 a enregistré 3463 participants issus des : administrations publiques; organisations patronales et consulaires du secteur privé ; missions diplomatiques et des opérateurs économiques.

La société civile n'était pas non plus en reste de même que les partenaires au développement, les cadres paritaires sectoriels Etat-secteur privé, la commission de l'UEMOA ainsi que les structures en charge du développement du secteur privé et de l'animation du dialogue public-privé de 6 pays de l'UEMOA (Burkina Faso, Niger, Togo, Sénégal, Guinée – Bissau).

Les ateliers thématiques, quant à eux, ont accueilli 379 participants, lorsque les espaces Business to Government et stands ont accueilli en moyenne 52 visites par desk pour un total de 25 desks. Soit près de 1.300 visites cumulées.



Georges Copré, membre du jury des Prix du Partenariat.



Le Président Touré Faman remettant le prix de la meilleure Administration à la Douane.



Jean Louis Menudier (UGEC) recevant son prix de la meilleure organisation du Secteur Privé.



Dogbo Nahounou recevant son prix du Meilleur point focal Administration des Mains de M. Cissé Aboubakari.



Photo de famille.



Diarrassouba Vallassiné recevant le trophée du Meilleur cadre paritaire décerné à l'OCOD



Mme Mariam Fadiga remettant le Prix du meilleur point focal Presse.



## Les lauréats du prix du partenariat

- Prix du partenariat administration publique : la Direction générale des Douanes;
- Prix du partenariat Secteur privé : l'Union des Grandes entreprises industrielles de Côte d'Ivoire (UGEI) ;
- Prix du partenariat Point focal du SECCESP : M. Nahounou Dogbo, pour le compte de la Direction générale de la Décentralisation et du Développement locale;
- Prix du partenariat Cadres paritaires : l'Observatoire de la célérité des opérations de dédouanement (OCOD) ;
- Prix du partenariat point focal presse : M. Sermé Lacina, d'APA News.

## Les recommandations issues de cette 4<sup>ème</sup> édition de la JNP

- Elaborer un indice national de développement inclusif
- Réaliser, en collaboration avec l'Institut National de Statistiques et à une fréquence définie, des études d'impact des politiques publiques ;
- Améliorer la communication sur les mesures, réformes et programmes publics et sur les résultats d'études d'impacts
- Accentuer les efforts consentis dans le cadre des politiques publiques sectorielles et sociales ;
- Poursuivre les réformes structurelles et sectorielles en faveur de l'amélioration de la productivité et de la compétitivité des entreprises dans la perspective de la transformation structurelle de l'économie ;
- Renforcer les mesures incitatives en faveur des entreprises qui œuvrent à la promotion de l'emploi ;
- Mettre en place un cadre intégré de promotion de l'inclusive business à travers un cadre légal et des incitations aux entreprises qui pratiquent des modèles d'affaires inclusifs ....
- Favoriser une meilleure compréhension des populations de certains indicateurs dont le taux de chômage au sens du BIT en vulgarisant leur méthodologie et définition ;
- Veiller au transfert de technologie dans le cadre de la politique d'attraction des IDE ;
- Veiller à la bonne application des mesures d'amélioration de l'accès des PME à la commande publique en ce qui concerne notamment la sous-traitance et la co-traitance ;
- Accélérer la mise en œuvre de la réforme de la formation professionnelle ;
- Favoriser l'appropriation de la méthodologie des projets sociaux par les collectivités territoriales pour la mise à l'échelle dans le cadre de leurs plans de développement ;
- Faire le lobbying pour la réalisation du projet « Business for Inclusive Growth » (B4IG) de l'OCDE.

PANEL 1



Le ministre en charge du Budget Moussa Sanogo avec Mme le Secrétaire Exécutif.



Le Ministre en charge du budget Moussa SANOGO pendant le Panel I.



Le président Touré Faman pendant le panel I.



Alban Ahouré, modérateur du Panel.

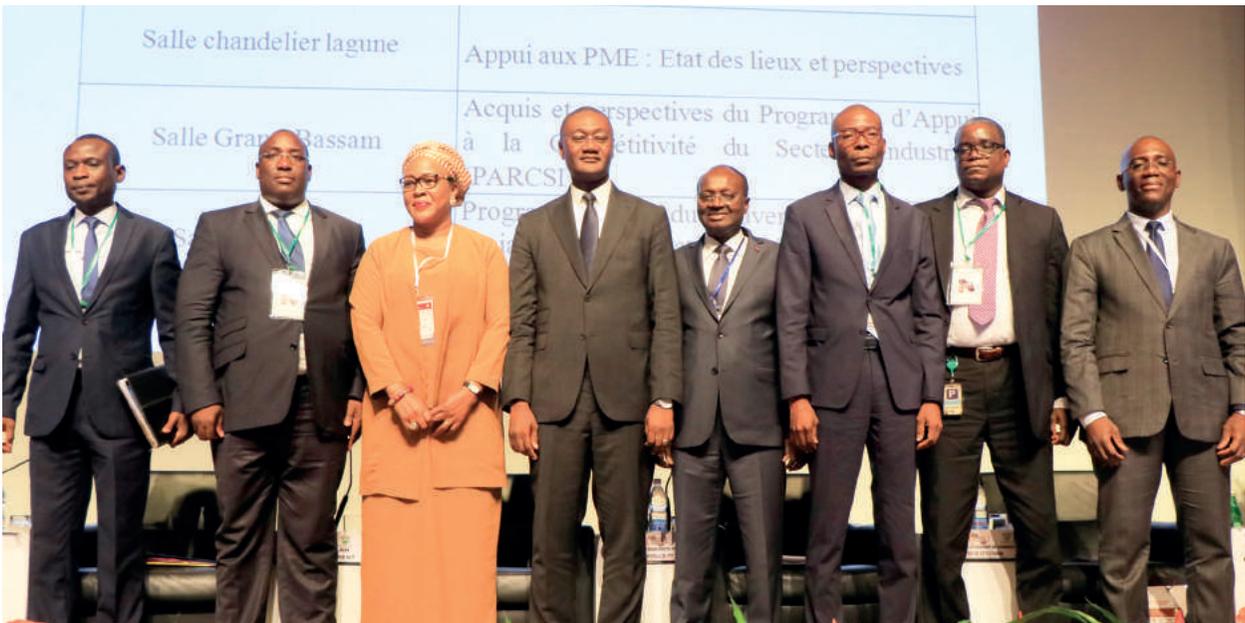


Photo de famille des panélistes.

## PANEL 2

JNP 2019



Le ministre Touré Mamadou, ministre en charge de la jeunesse pendant le Panel 2.



Le ministre Félix Anoblé, ministre en charge des PME pendant le Panel 2.



Le président Bamba Sindou, président de la Chambre Nationale d'Agriculture.



M. Kossonou Ignace PDT du conseil régional du Gontougo au Panel 2.



Photo de famille des panélistes.

ATELIER 1 • PARCSI



*M. Komenan Mougo DG de l'Industrie et M. Faé adrien coordonnateur du PARCSI.*



*M. Droh, modérateur du Sides events relatif au PARCSI.*



*Un intervenant lors du Sides events relatif au PARCSI.*

ATELIER 2 • APPUI PME



*M. Marcellin Zinsou, CT du Ministre en charge des PME.*



*Une vue de l'auditoire lors du Sides events dédié aux mesures en faveur des PME.*

## ATELIER 3 - PS GOUV

JNP 2019



Les ministres Anoblé Félix Et Belmonde Dogo



M. Karim Ouattara, Coordonnateur du PS GOUV.



Intervention d'une participante.



Mme Coulibaly Alimata intervenant lors des sides events



Une vue des participantes au Sides events dédié aux femmes.

B 2 G - DESKS



Le ministre Anoblé lors de la visite des DESK.



Mme le SE pendant la visite des DESK.



La salle des B to G.



Les échanges pendant les B to G.



Les échanges B to G.



Une vue des DESK.





CAISSE DES DÉPÔTS  
ET CONSIGNATIONS  
DE CÔTE D'IVOIRE

*Bâtir la Côte d'Ivoire de demain*

# L'INVESTISSEUR QUI RASSURE

 +225 20 23 88 00 / +225 20 23 88 01

 17 BP 226 Abidjan 17

 11 Avenue Josséph ANOMA, IMM. SMGL, 4<sup>e</sup> étage

 [www.cdc.ci](http://www.cdc.ci)

Suivez nous sur



## 5 PAYS DE L'UEMOA PARTAGENT LEURS EXPÉRIENCES EN TERMES D'INCLUSION ÉCONOMIQUE

En marge des activités de la quatrième édition de la Journée nationale de partenariat Etat-secteur privé, une session de partage d'expériences sur le thème : « *Le défi de l'inclusion économique dans une perspective sous-régionale* », a été organisée le mardi 08 octobre 2019 à Azalai Hôtel Abidjan.

Cette rencontre, initiée par le Comité de concertation Etat-



Intervention de Mme Mariam Fadiga Fofana, SE-CCESP.



ZOKO SÉBÉ, Président du Comité scientifique.

secteur privé (CCESP) a été organisée en collaboration avec la commission de l'UEMOA, représentée par Mme Khady Evelyne Denise N'Diaye, Directeur du secteur privé à la Commission de l'UEMOA.

L'atelier a réuni les membres du comité scientifique de la JNP 2019 et les représentants de cinq (05) pays de l'UEMOA.

La Guinée Bissau avec M. Pimentel Eduardo, Directeur général de la formation des entreprises.

Le Sénégal était représenté par Mme N'deye Maguatte Diouf, Directeur du Développement du secteur privé et M. Cheick Goumbala.

M. Susukpo Amevi Anyinefa, chef de section Financement au ministère du Commerce du Togo a représenté ce pays à cette session d'échanges.

Mme Aichatou Oumarou Amadou, analyste économique à l'Agence nigérienne de Promotion des investissements et des projets stratégiques (ANPIPS) était également présente pour le compte de son pays.

Le Burkina-Faso a pris part à cette rencontre avec Mme Mariam Ouédraogo, Directeur général de la Promotion de l'entreprise et M. Sidiki Koné, chef de service en charge du Développement du secteur privé.



Une vue de l'auditoire.

### Les recommandations issues de cette rencontre sont les suivantes :

Œuvrer à renforcer la synergie entre les pays membres de l'UEMOA dans le cadre de la formulation des stratégies et des plans de développement.

- Evaluer l'impact des initiatives en faveur de l'inclusion économique portées par les Etats et la Commission de l'UEMOA.
- Veiller à une meilleure implication du Secteur Privé dans l'élaboration des stratégies de développement au sein des Etats et pour celles initiées par la Commission de l'UEMOA.
- Renforcer la communication sur les initiatives et les réformes entreprises par l'UEMOA, et ses Etats membres.
- Poursuivre la mise en œuvre du projet de plateforme sous régionale de DPP en mettant l'accent sur le renforcement des points focaux dont la liste définitive doit être stabilisée pour la mémoire et un meilleur suivi des dossiers.
- Renforcer le cadre légal sur les PPP avec une meilleure prise en compte des aspirations des populations.



La représentation du Burkina Faso en charge du DPP.



Intervention de la représentante du Sénégal.



Mme Kadi Ndiaye, Directeur du secteur privé à l'Uemoa recevant un présent.

- Aligner les objectifs de création d'emplois des Plans nationaux de développement avec les capacités réelles d'absorption des secteurs public et privé.
- Améliorer la collaboration des pays sur le développement des zones économiques spéciales.
- Poursuivre la mise en œuvre des chantiers de l'UEMOA en perspective pour le développement du secteur privé

## THE STATE AND THE PRIVATE SECTOR OPERATORS' DIALOGUE

# CTC resumes its meetings with the private sector professional organization

In the framework of the State / Private Sector operators dialogue, the Technical Consultation Committee (CTC) met on Thursday, December 13, 2019 at the conference room on the 20th floor of the SCIAM building. Coordinated by the Executive Secretariat of the State / Private Sector Consultation Committee (SE-CCESP), this meeting was chaired by the Minister of Economy and Finance, Adama Coulibaly.

Several topics were on the agenda: the issue of domestic supplier debt, tax audit, taxation related to the ICT sector and the revision of the Environmental and Social Impact Study (ESIA) tariffs.

Candid and fruitful exchanges have allowed addressing the various concerns of not only the employers' organizations but also those of the consular chambers of the Private Sector.

“The private sector has asked the government to address

the issue of domestic supplier debt with kind regard. But let us remind that significant efforts have been made since the beginning of the year”, says the Minister Adama Coulibaly.



## CCESP : working visit to FIPME



In the framework of the Private Sector professional organizations capacity building, the CCESP Executive Secretariat has initiated a working visit to the Ivorian Federation of Small and Medium Sized Enterprises (FIPME).

This visit was in fact an opportunity to discuss the following issues: capacity building of FIPME member organizations and the management of the activities of the State and Private Sector consultation platform. The weakness of the budget allocated to the functioning of FIPME as well as the relations between FIPME and the other bodies, were also part of the agenda.

The visit ended with a photo opportunity and the two structures have promised to meet regularly to discuss issues related to the development of the economic environment.

## “Fluvio-Lagunaire” visits the lagoon area

In the framework of the “Sectoral Meetings” organized by the Transport sector, the “FLUVIO-Lagunaire” sub-working group, in collaboration with the General Management of the Port Authority of Abidjan, have visited the sites used for the storage of solid waste.

This visit is part of the urgent actions initiated by “FLUVIO-Lagunaire” sub-working group initiatives and aims at identifying the solid waste consolidation sites (plastic bottles, used tires, etc.) in order to address this rising concerns.



## THE STATE AND THE PRIVATE SECTOR OPERATORS DIALOGUE

# San Pedro launches the activities of its Local State / Private Sector Consultation Committee

The official launching ceremony of the Local State / Private Sector Consultation Committee was held on December 20<sup>th</sup> 2019 in the training room of the fishing port of San Pedro and it was chaired by the General Secretary of the Prefecture, Etienne Ettien. This action is being implemented as part of the pilot stage of the local State / Private Sector Consultation Committee settlement project.

This ceremony was organized by the SE-CCESP, represented by two Technical Advisors Georges Copré and Ismaël Coulibaly, in collaboration with the Regional Delegation of the Chamber of Commerce and Industry of Côte d'Ivoire



represented by its President, Mrs. Linda Zraik.

Several turning points of the meeting

were noticed and it involved the opening speeches and exchange sessions on the assessment of the PLR initiatives at the national and local levels, the examination of the regulatory framework of local Public-Private sector negotiation platforms and the 2020 action plan of the San Pedro Local Committee for State-Private sector Dialogue.

At the end of the works, both public and private actors committed themselves to make the activities of the Local Committee of State / Private Sector Consultation committee for 2020, a real success for the development of an efficient economy in the Region.

## 2019 JNP

# 5 WEAMU countries share their experiences in terms of economic inclusion

On the sidelines of the fourth edition activities of the State and the Private Sector Partnership Day, an experience sharing session on “The challenge of economic inclusion from a sub-regional perspective”, was organized on Tuesday 08 October 2019 at Azalai Hotel Abidjan. This meeting, initiated by the State-Private Sector Consultation Committee (CCESP), was organized in collaboration with the WAEMU commission, represented by Ms. Khady Evelyne Denise N'Diaye, Director of the Private Sector at the WAEMU Commission.

The workshop brought together members of the 2019 JNP Scientific Committee and the representatives of five (05) WAEMU countries.



### The recommendations from this meeting are:

- strengthen the synergy between the WAEMU member countries in setting Development Strategies and Plans;
- assess the impact of the different initiatives related to the economic inclusion policy carried out by the States and the WAEMU Commission;
- ensure better involvement of the Private Sector in the elaboration of development strategies initiated by both States and the WAEMU Commission;
- strengthen communication on the initiatives and reforms undertaken by WAEMU and its member states;
- reinforce the implementation of the DPP sub-regional platform project;
- strengthen the PPPs legal framework with better involvement of the populations concerns;
- harmonize the job creation objectives of the National Development Plans with the real absorption capacities of the public and private sector;
- improve the collaboration among countries on the development of special economic zones;
- reinforce the implementation of WAEMU projects in the perspective of the development of the Private Sector

2019 JNP

## An exceptional mobilization for the 4<sup>th</sup> edition

On Monday October 7, 2019, the fourth edition of the State-Private Sector Partnership Day was held at the Sofitel Abidjan Hotel Ivoire, on the following topic: “The challenge of economic inclusion from a sub-regional perspective”

The fourth edition was dominated by many key events. In fact, the opening ceremony was marked by the speeches delivered by both the President of the General Confederation of Ivorian Companies (CGECI), Jean-Marie Ackah and the Minister of Economy and Finance, Adama Coulibaly.

Another key event was the awards ceremony during which three distinguished personalities were honored. The first person is Ousseyn Diallo, General Secretary of the Federation of Employers' Organizations in West Africa (FOPAO), former technical secretary of the State Private Sector Liaison Committee created in 1990. Pierre Magne, the Vice-President of CGECI, awarded the special partnership prize. The only woman to be awarded is Ms. Marthe Ehui, President of the Network of Women Entrepreneurs, former President of FIPME.

Two (02) high-level panels were organized. While the first panel focused on the inclusive growth: issues, challenges and key success factors, the second one dealt with the economic inclusion: the essential mobilization of the Private Sector.

Three (03) thematic workshops were held in parallel. They respectively focused on the current situation of SMEs and the measures to support this sector, the achievements and prospects of the Support Program to Strengthen the Competitiveness of the Industrial Sector (PARCSI) as well as the Social Program of the Government (GS Pro).

The General report of the 2019 JNP was presented by the President of the scientific committee Charles Sèbé Zoko, during the closing ceremony dominated by the speech of the Minister Dosso Moussa.



### JNP RELATED STATISTICS

Mrs Mariam Fadiga Fofana and her team have met their challenges. More than 3,463 people attended the different steps of the event: public administrations; employers and consular organizations of the Private Sector; diplomatic missions and economic operators, Civil society, development partners, local associations in charge of the State/ Private Sector dialogue, the WAEMU commission as well as the structures in charge of the promotion of the Private Sector and state dialogue from 06 WAEMU countries (Burkina Faso, Niger, Togo, Senegal).

As for the thematic workshops, they welcomed 379 participants, while the Business to Government spaces and stands received an average of 52 visits per desk for a total of 25 desks, or nearly 1,300 cumulative visits.

### The winners of the 2019 Partnership Award

- Public administration partnership award: the Ivorian Customs Department
- Private sector partnership award: the association of Large Industrial Companies of Côte d'Ivoire (UGEI);
- SECCESP focal point partnership award: Mr Nahounou Dogbo, for the General Management of the decentralization policy and local development;
- Joint Committee partnership award: observatory for the speedy management of customs operations (OCOD) ;
- Press focal point partnership award, Mr Sermé Lacina, APA News.

# AGEDI

AGENCE DE GESTION ET DE DEVELOPPEMENT  
DES INFRASTRUCTURES INDUSTRIELLES

Des zones industrielles  
performantes pour une industrie  
dynamique et forte

- Création des zones économiques à usage industriel
- Gestion des zones économiques à usage industriel
- Attribution des lots

MINISTERE DU COMMERCE,  
DE L'INDUSTRIE  
ET DE LA PROMOTION DES PME

Cocody Danga, Rue des Jasmins, 08 BP 4131 Abidjan 08  
Tel : +225 22 44 17 88 / 22 44 74 20  
Site internet : [www.agedi.ci](http://www.agedi.ci), E-Mail : [infos@agedi.ci](mailto:infos@agedi.ci)

« Pour la période 2016-2020, les investissements réalisés et en cours de réalisation s'élèvent à plus de 2000 milliards FCFA »

**AMÉDÉ KOFFI KOUAKOU,**  
ministre de l'Équipement et de l'Entretien routier

P62-P65

À la une

“From 2016 to 2020, 2000 Billion FCFA  
was invested in the road infrastructures”

**AMÉDÉ KOFFI KOUAKOU,**  
Minister of Equipment and Road Maintenance

P67-P69

News

# AMÉDÉ KOFFI KOUAKOU

MINISTRE DE L'EQUIPEMENT ET DE L'ENTRETIEN ROUTIER



## “Le secteur des Infrastructures routières se porte bien depuis la sortie de la crise postélectorale de 2011”

*La route précède le développement. Cette assertion a été érigée en principe d'action par les autorités ivoiriennes. D'où vient la route ivoirienne et où va-t-elle ? Décryptage avec le premier responsable de ce département stratégique.*

***La question des infrastructures est une question vitale dans nos sociétés. Comment se porte ce secteur si important pour notre pays ?***

Globalement, le secteur des Infrastructures routières se porte bien depuis la sortie de la crise postélectorale de 2011. Et cela est perceptible au travers des différentes réalisations et des projets en cours sur toute l'étendue du territoire national.

Il faut rappeler qu'en 2011 plus de 80% du linéaire de notre réseau routier était en mauvais état.

La mise en œuvre des deux Plans Nationaux de Développement (PND 2012-2015 et

PND 2016-2020) a permis la réhabilitation du réseau prioritaire et la construction de nouvelles routes.

***Peut-on avoir une idée du réseau routier total de la Côte d'Ivoire, aussi bien en termes d'autoroutes, de routes bitumées que de routes en terre ?***

Le réseau routier classé totalise un linéaire d'environ 82 000 km dont : 6700 km de routes interurbaines bitumées (dont 247 km d'autoroutes) ; 75 300 km de routes en terre. A ce réseau, il faut ajouter environ 200 000 km de pistes rurales permettant de desservir les plantations et les hameaux.

**Quels sont les travaux prévus dans le Programme routier 2016-2020 ? Quel en est le niveau de réalisation à ce jour ?**

Le programme du volet routes et ouvrages d'art inscrit dans le PND 2016-2020 totalise 125 projets qui s'articulent autour de 3 actions principales, à savoir : l'amélioration de la gouvernance du secteur routier, l'entretien et la réhabilitation des infrastructures routières et la construction de nouvelles routes.

A ce jour, l'on note sur cette période 2016-2020, des investissements réalisés et en cours de réalisation d'une valeur de plus de 2000 milliards FCFA, tant dans le district d'Abidjan qu'à l'intérieur du pays.

Ce sont, entre autres : le renforcement de 1022 km de routes revêtues interurbaines ; la construction et le renforcement de 447 km de voiries à travers les travaux des voiries urbaines d'Abidjan et des villes de l'intérieur ; la construction de 1590 km de routes interurbaines ainsi que d'une vingtaine d'ouvrages d'art dans tout le pays.

**Abidjan est une grande ville. Quelle est votre vision et les actions que vous comptez mener par rapport à la réalisation des infrastructures routières ?**

Pour soutenir cette expansion de la ville, un Schéma directeur du Grand Abidjan (SDUGA) a été élaboré et mis en œuvre par les différents départements.

Pour ce qui concerne les infrastructures routières, il est prévu la construction d'une dizaine d'échangeurs, dont trois (03) sur le Boulevard Mitterrand et un échangeur prévu au carrefour Akwaba. Il est également prévu, la réalisation de plusieurs voies structurantes telles que la rocade de contournement d'Abidjan appelé Y4, le prolongement du boulevard Latrille, les sorties est et ouest, le 4ème pont et ses voies d'accès, le pont devant relier les communes de Cocody et du Plateau.

**Le dernier rapport de la Banque mondiale affirmait qu'une amélioration de l'ordre de 20 % de la mobilité urbaine à Abidjan pourrait engendrer un gain de croissance annuelle du PIB de près de 1%. Qu'en pensez-vous ? Et qu'est-ce qui est fait pour améliorer cette mobilité ?**



Une vue de l'échangeur du carrefour Solibra.

Le District d'Abidjan enregistre plus de 4 millions d'habitants selon le RGPH 2014 et s'étend sur une superficie de 2119 km<sup>2</sup>.

Cette situation engendre de grands problèmes de déplacement des populations qui, chaque matin, convergent vers le centre des affaires et doivent retourner le soir dans leurs lieux d'habitation.

Il est clairement établi que l'amélioration de la mobilité urbaine a un impact sur les activités économiques. Pour améliorer les conditions de circulation dans la ville d'Abidjan, le gouvernement a réalisé d'énormes travaux, comme

la réhabilitation de la voirie primaire, la construction du 3ème pont, la réhabilitation des feux tricolores, et tous les autres projets cités plus haut qui, à terme, permettront de réduire les temps de circulation, les congestions aux heures de pointe et de réduire les coûts d'exploitation des véhicules.

Certains projets de transport de masse développés par mon collègue, le ministre des Transports, tels que le BRT (Bus rapid transit- ou Service rapide de bus – SRB- NDLR) et le Métro, permettront d'améliorer considérablement la mobilité urbaine au niveau d'Abidjan.

**“ La mise en œuvre des deux Plans nationaux de Développement (PND 2012-2015 et PND 2016-2020) a permis la réhabilitation du réseau prioritaire et la construction de nouvelles routes ”**



Une vue de l'autoroute de Grand-Bassam.

*L'un des projets majeurs reste la réalisation du 4<sup>ème</sup> pont et de celui à haubans de Cocody. Comment avancent ces deux projets ? Les délais de livraison seront-ils respectés ?*

Ces deux projets avancent très bien. Les travaux sont en cours et les unités de coordination veillent au respect des cahiers de charges et des plannings prévisionnels de travaux.

*Dans le but d'appuyer l'amélioration de la gestion urbaine, l'efficacité logistique, il est question de réaliser la grande voie de contournement de la capitale économique, connue sous le nom de « Y4 ». Où en sommes-nous avec ce projet majeur ?*

Les travaux n'ont pas encore démarré et nous sommes actuellement à l'étape de contractualisation pour la section 1. En rappel, le projet a été subdivisé en 3 sections.

La première section part du rond-point de l'intersection entre les Boulevards de France et Mitterrand pour se raccorder à la route d'Anyama dans les environs du stade Olympique d'Ebimpé. Cette section est financée par la Banque africaine de Développement (BAD) dans le cadre du Projet du Transport urbain d'Abidjan (PTUA).

La section 2 part de la fin de la première pour se raccorder au PK 24 de l'autoroute du nord et financée par la Banque mondiale sur le Projet d'intégration Port Ville du Grand Abidjan (PACOGA).

La section 3 permettra de rejoindre la route de Dabou aux environs de Songon.

**“ Le réseau routier classé totalise un linéaire d'environ 82 000 km dont : 6700 km de routes interurbaines bitumées (dont 247 km d'autoroutes) ; 75 300 km de routes en terre. ”**

*Il revient, de façon récurrente, à tort ou à raison, que notre réseau routier connaît une dégradation rapide. Que pouvez-vous dire à ce sujet ? Certains vont jusqu'à parler de « goudron biodégradable ».*

Nous avons fait du contrôle des travaux une priorité dans la gestion des chantiers en cours.





C'est pour cela que désormais, un contrôle extérieur est effectif sur les chantiers ce qui permet de minimiser les risques de malfaçons des travaux.

Par ailleurs, le gouvernement a adopté des textes qui sanctionnent les acteurs coupables de malfaçons sur les projets.

***Quels sont les objectifs visés par la réalisation des voies à péage et comment sont gérés les fonds ?***

Les ressources allouées par l'Etat sont insuffisantes face aux

besoins importants en entretien routier en Côte d'Ivoire. L'installation de postes de péages sur les routes nouvellement construites ou réhabilitées, est un mécanisme adéquat, largement utilisé dans les pays africains et non africains, qui répond à la problématique de recherche de financements additionnels pour l'entretien routier.

Les ressources collectées dans les péages contribuent à entretenir les routes auxquelles elles sont destinées, l'objectif étant de maintenir les routes dans un bon état, ce qui est à l'avantage de tous les usagers de la route. En effet, le bon état des routes permet de réduire les temps de parcours, les frais d'entretien des véhicules et les risques d'accidents.

***Quelle est la durée de vie de nos routes en Côte d'Ivoire ? Et à quand la réhabilitation de la côte ?***

Les routes en Côte d'Ivoire sont actuellement conçues pour une durée de vie comprise entre 15 ans et 20 ans, à condition qu'un entretien courant de ces routes soit assuré.

Pour ce qui est de la question de la Côte, un projet de construction d'autoroute est au stade des études. En attendant la construction de cette autoroute, certains travaux seront entrepris en vue d'assurer la circulation sur cet axe.

***On vous reprocherait de privilégier les opérateurs économiques étrangers dans la réalisation des travaux (Construction de routes et ponts) Qu'en est-il réellement ? Et Quelle est la part des PME ivoiriennes dans la réalisation des différents travaux ?***

Les appels d'offres pour les projets routiers obéissent au code des marchés publics, ils sont clairs et transparents.

Le gouvernement a fait d'énormes efforts en associant les PME locales aux travaux d'entretien routier en Côte d'Ivoire. Pour l'année 2018, ce sont au total 168 PME qui sont intervenues dans le programme.



*une vue du pont de Bessikoi-Saint Viateur.*

**27**

Groupements  
et Associations

+ de **3500**  
Entreprises

+ de **18 000**  
Milliards de chiffre  
d'affaires

+ de **300 000**  
emplois

+ de **80%**  
de contribution  
aux recettes de l'Etat

**AGRO-INDUSTRIE/ALIMENTAIRE**



**CONSEIL & FORMATION**



**FINANCE & SERVICES**



**BTP**



**INDUSTRIE & ENERGIE**



**TÉLÉCOMS & TICs**



## GROUPEMENTS ET ASSOCIATIONS MEMBRES DE LA CGECI



**ANESPLACI**  
Association Nationale des Etablissements  
Scolaires Privés Laïcs de Côte d'Ivoire  
Président  
**Guy Landry DIETY**  
Tél.: 22 52 46 73



**APBEFCI**  
Association Professionnelle des Banques  
et Etablissements Financiers de Côte d'Ivoire  
Président  
**Daouda COULIBALY**  
Tél.: 20 32 20 08 / 20 32 68 42



**APCI**  
Association Professionnelle  
des Pétroliers de Côte d'Ivoire  
Président  
**Diakité Coty IBRAHIM**  
Tél.: 20 21 42 43



**APEX-CI**  
Association pour la Promotion des Exportations  
de Côte d'Ivoire  
Directeur Général  
**Guy M BENGUE**  
Tél.: 20 30 25 30



**APCCI**  
Association des Producteurs de Ciments  
de Côte d'Ivoire  
Président  
**Xavier SAINT-MARTIN-TILLE**  
Tél.: 21 24 62 00



**ASA-CI**  
Association des Sociétés d'Assurance  
en Côte d'Ivoire  
Président  
**Saliou BAKAYOKO**  
Tél.: 22 48 81 12 / 27



**CCIFCI**  
Chambre de Commerce  
et d'Industrie France Côte d'Ivoire  
Président  
**Jean-Louis LEGRAS**  
Tél.: 21 25 82 06



**CCIL-CI**  
Chambre de Commerce  
et d'Industrie Libanaise de Côte d'Ivoire  
Président  
**Joseph KHOURY**  
Tél.: 21 26 22 12



**Chambre des Notaires de Côte d'Ivoire**  
Présidente  
**Me Yolande FOLDAH-KOUASSI**  
Tél.: 20 32 11 47



**FEDERMAR**  
Fédération Maritime de Côte d'Ivoire  
Président  
**Vallasiné DIARRASSOUBA**  
Tél.: 21 22 08 06



**FENAPEPS-CI**  
Fédération Nationale du Patronat des Entreprises  
Privées de Sécurité de Côte d'Ivoire  
Président  
**Edy KOULA**  
Tél.: 22 41 34 54



**FENEPLACI**  
Fédération Nationale des Etablissements  
du Privé Laïc de Côte d'Ivoire  
Président  
**FOFANA BANGALI**  
Tél.: 22 41 49 96 - 08 05 65 65



**FNISCI**  
Fédération Nationale des Industries  
et Services de Côte d'Ivoire  
Président  
**Joseph-Désiré BILEY**  
Tél.: 20 31 90 70



**GEPEX**  
Groupement Professionnel des Exportateurs  
de Café et de Cacao  
Président par intérim & Directrice Exécutive  
**Françoise Mariane BÉDIE**  
Tél.: 20 32 17 70



**GIBTP**  
Groupement Ivoirien du Bâtiment  
et des Travaux Publics  
Président  
**Philippe EPONON**  
Tél.: 22 43 77 91



**GIPAME**  
Groupement interprofessionnel automobiles,  
matériels et équipementiers)  
Président  
**Abdul Hussein BÉDYOUN**  
Tél.: 21 75 03 41



**GNI**  
Groupement des Négociants  
Internationaux  
Président  
**Malick TOHE**  
Tél.: 21 35 63 26



**GOTIC**  
Groupement des Opérateurs du Secteur  
des Technologies de l'Information  
et de la Communication de Côte d'Ivoire  
Président  
**Patrick M BENGUE**  
Tél.: 22 52 64 74



**GPP**  
Groupement Professionnel  
de l'Industrie du Pétrole  
Président  
**Amadou TOURE**  
Tél.: 20 33 32 57 / 20 33 32 58



**MPME**  
Mouvement des Petites  
et Moyennes Entreprises  
Président  
**Joseph AMISSAH**  
Tél.: 21 24 00 70



**OBAMCI**  
Organisation des Producteurs Exportateurs  
de Bananes, d'Ananas, de Mangues et d'Autres  
Fruits d'Exportation de Côte d'Ivoire  
Président  
**Jean Marie KAKOU GERVAIS**  
Tél.: 20 33 19 81



**OCAB**  
Organisation centrale des producteurs-  
exportateurs d'ananas et de bananes  
Président  
**ELLOH VOSSO**  
Tél.: 20 25 18 72



**UGECI**  
Union des Grandes Entreprises industrielles  
de Côte d'Ivoire  
Président  
**Jean-Louis MENUDIER**  
Tél.: 20 21 04 82



**UNEMAF**  
Union Nationale des Entreprises Agricoles  
et Forestières de Côte d'Ivoire  
Président  
**Tizé YORO BI**  
Tél.: 22 44 44 80



**UNIFBACI**  
Union Nationale des Industriels et Fabricants  
de Boissons Alcoolisées de Côte d'Ivoire  
Président  
**Dominique GALLI**  
Tél.: 21 35 55 53



**UNETEL**  
Union Nationale des Entreprises  
de Télécommunications  
Président  
**Ahmed CISSE**  
Tél.: 20 21 60 43



**UPESUP**  
Union Patronale de l'Enseignement Supérieur Privé  
Président  
**Dr Eiete AKA**  
Tél.: 22 42 90 65

# AMÉDÉ KOFFI KOUAKOU

MINISTER OF EQUIPMENT AND ROAD MAINTENANCE

## “The road infrastructure sector is doing well since the end of the 2011 post-electoral crisis”

*Road infrastructures are key elements for the socio-economic development. This is a motto which has been set up as a principle of action by the Ivorian authorities.*

### *How the road infrastructure is doing?*

Globally speaking, the Road Infrastructure sector is doing well since the end of the post-election crisis in 2011. And this is perceptible through the various achievements and projects in progress throughout the country.

It should be remembered that in 2011 more than 80% of our road network was in poor condition.

The implementation of the two National Development Plans (PND 2012-2015 and PND 2016-2020) has enabled the rehabilitation of the priority network and the construction of new roads.

### *Can we have an idea of the total road network of Côte d'Ivoire, both in terms of motorways, asphalt roads and dirt roads?*

The road network is 82,000 km including: 6,700 km of paved interurban roads (247 km of motorway); 75,300 km of dirt roads. One has to add about 200,000 km of rural roads to this network.



### *What does the 2016-2020 Road Program involve?*

The Roads and Structures component of the 2016-2020 NDP has a total of 125 projects that are based on 3 main actions, namely: improving governance of the road sector, maintenance and rehabilitation of road infrastructure and construction of new roads. The investment made in this sector is at 2,000 billion.

### *Abidjan is a big city. What is your vision and the action plans for the development of the road infrastructures?*

To support the expansion of the city of Abidjan, a Master Plan for Abidjan (SDUGA) has been drawn up and implemented by the various departments. As for road infrastructures, the construction of about ten interchanges is planned, including three (03) on Boulevard Mitterrand and one interchange planned at the Akwaba crossroads. It is also planned to build several structural roads such as “the belt of Abidjan” called Y4, the extension of Boulevard Latrille, the East and West exits, the 4th bridge and its access roads, the bridge linking the municipalities of Cocody and Plateau.

### *The latest World Bank report stated that a 20% improvement in urban mobility in Abidjan could bring about an annual GDP growth of nearly 1%. What do you think about this? And what is being done to improve this mobility?*

It is clearly established that improving urban mobility has an impact on economic activities. To improve traffic conditions in the city of Abidjan, the government has carried out huge works, such as the rehabilitation of the primary road network, the construction of the 3rd bridge, the rehabilitation of traffic lights, and all the other projects mentioned above, which in the long run will reduce traffic times, congestion at peak hours and reduce vehicle operating costs.

# CCI-CÔTE D'IVOIRE

CHAMBRE DE COMMERCE & D'INDUSTRIE DE CÔTE D'IVOIRE



Une Institution forte,  
engagée pour la  
promotion des  
Entreprises.

## NOS MISSIONS

- Consultation et représentation
- Création, gestion d'Infrastructures et services d'intérêt général
- Appui aux entreprises
- Formation

## NOS VALEURS

- Interêt général
- Engagement
- Intégrité
- Esprit d'équipe
- Innovation



- ☎ (225) 20 33 16 00
- 🌐 [www.cci.ci](http://www.cci.ci)
- ✉ [info@cci.ci](mailto:info@cci.ci)
- 📘 [ccicotedivoire](https://www.facebook.com/ccicotedivoire)
- 🌐 [ccivoire](https://www.linkedin.com/company/ccivoire)
- 🐦 [ccivoire](https://twitter.com/ccivoire)



*One of the major projects remains the construction of the 4th bridge and the cocody cable-stayed bridge. How are these two projects progressing? Will the delivery deadlines be met?*

Both projects are progressing very well. The work is in progress and the coordination units are ensuring that the specifications and provisional work schedules are respected.

*It is a common subject, rightly or wrongly, that our road network is rapidly deteriorating. What can you say about this? Some go so far as to speak of "biodegradable tar".*

We have made the control of works a priority in the management of the current building sites. That is the reason why, from now on, an external control is effective on the building sites what makes it possible

to minimize the risks of defects of work. In addition, the Government has adopted rules to better supervise and monitor the operators' works.

*What are the objectives of the toll road and how are the funds managed?*

The resources allocated by the State are insufficient in view of the significant road maintenance needs in Côte d'Ivoire. The resources collected in the tolls contribute to the maintenance of the roads for which they are intended, the objective being to keep the roads in good condition. Good road condition reduces travel times, vehicle maintenance costs and the risk of accidents.

*How long do our roads last in Côte d'Ivoire? And when will the road of "la côtière" be rehabilitated?*

Roads in Côte d'Ivoire are currently designed for 15 and 20 years, provided that routine maintenance of these roads is carried out. As for "la côtière", a highway construction project is at the study stage.



---

**GRAND ANGLE**  
P72-P73

---

**LUCARNE**  
P76-P77

---

**TOUT SUR...**  
P80-P81

Dossier

---

**SPOTLIGHT**

P74

---

**LOOKING AT**

P78

---

**ALL ABOUT...**

P82

# Specific Matter

CGECI ACADEMY 2019

# L'environnement des affaires et le développement des entreprises au cœur des débats

Le plus grand forum des affaires du secteur privé ivoirien, a mobilisé les acteurs ainsi que plusieurs organisations patronales d'Afrique et d'ailleurs. Paul Kagamé, Président du Rwanda, le pays invité d'honneur de cette 8<sup>ème</sup> édition, a conduit en personne une importante délégation à cet évènement.



Le Vice-Président de la République Son Excellence M. Daniel Kablan Duncan et le Président du Rwanda SEM, Paul Kagamé.

**T**rouver des solutions et faire des propositions aux gouvernants africains afin de développer l'environnement des affaires en Afrique. Tel a été l'objectif principal de la 8<sup>ème</sup> édition de la Confédération générale des entreprises de Côte d'Ivoire (CGECI) Academy 2019. Qui s'est tenu autour du thème : " Environnement des affaires: Quel modèle à privilégier pour le développement des entreprises en Afrique? " Ce forum s'est soldé par plusieurs recommandations sur le plan environnemental, sécuritaire, financier et fiscal.

Au niveau environnemental, les participants recommandent aux gouvernements d'adapter les curricula de formation aux évolutions sectorielles notamment dans les secteurs d'avenir tels que l'économie numérique, de promouvoir un dialogue social plus dynamique et adapté au contexte socio-économique.

Au plan sécuritaire, ce sont entre autres la création d'un environnement sécuritaire favorable à l'investissement, garantir la sécurité juridique et judiciaire pour le développement des entreprises et créer les conditions favorables à l'innovation et à la protection de la propriété intellectuelle.

Quant au plan financier, il a été suggéré la création d'un cadre réglementaire pour les financements alternatifs à l'endroit des startups et d'accroître la part des PME dans la commande publique et leur garantir les délais de paiement.

Le ministre Patrick Achi, Secrétaire général à la Présidence de la République, par ailleurs président de la cérémonie officielle de clôture, a promis que ces conclusions seront entièrement endossés par l'Etat de Côte d'Ivoire. Car, a-t-il expliqué, ils vont dans le sens de l'impérieuse nécessité d'instaurer une nouvelle alliance entre l'Etat et le Secteur

Privé afin d'accélérer le développement de la Côte d'Ivoire.

Jean Marie Ackah, Président de la CGECI a pour sa part indiqué que ces recommandations doivent être capitalisées par des actions concrètes, en vue de faire du climat des affaires en Côte d'Ivoire, l'un des plus compétitifs au monde.

Tout en reconnaissant et saluant les efforts consentis du gouvernement en faveur du secteur privé, il fait savoir que beaucoup reste encore à faire, notamment au niveau de la fiscalité pour le développement des affaires en Côte d'Ivoire. « *Il reste bien entendu que ce sujet de l'environnement des affaires, est très vaste et que les réflexions devront certainement se poursuivre sur ces recommandations et engagements* », a-t-il souligné.

La cérémonie de clôture a été marquée par la signature d'un protocole d'accord de coopération entre la CGECI et le secteur privé du Rwanda.

Le Président Paul Kagamé du Rwanda, a présidé en personne la cérémonie d'ouverture de ce forum annuel. Il était accompagné pour l'occasion, du Vice-président de la Côte d'Ivoire, Daniel Kablan Duncan.

Le Président Kagamé a réaffirmé tout son intérêt pour la Côte d'Ivoire dans cette salle du palais des congrès du Sofitel Hôtel Ivoire, plein comme un œuf, pour l'ouverture officielle de la CGECI Academy 2019. « Le secteur privé de la Côte d'Ivoire est une source d'inspiration de par son dynamisme et sa résilience, ce qui a favorisé la relance économique du pays, voici l'intérêt pour le gouvernement rwandais d'échanger de bonnes pratiques avec la Côte d'Ivoire pour la création d'un secteur industriel robuste au Rwanda », a-t-il insisté.

Le Président rwandais a félicité la CGECI Academy qui par ce rendez-vous offre l'opportunité d'investissement dans les cercles de l'entrepreneuriat et de l'innovation nationaux. Il a soutenu que les patronats sont bien placés pour mobiliser les communautés d'entrepreneurs partout en Afrique aux fins d'impacter les réformes et l'amélioration du climat des affaires.

« Nous devons parvenir à un stade où nos pays assurent eux-mêmes le financement de leur transformation. Nous devons nous assurer que les jeunes sont équipés par la formation et tirent profit des nouvelles opportunités de la digitalisation du climat des affaires », a-t-il conclu.

Le ministre ivoirien du Commerce, de l'industrie et de la promotion des PME, Diarrassouba Souleymane, a, quant à lui, fait savoir qu'en dépit des performances significatives que connaît l'Afrique ces dernières années, nombreux sont les défis à relever. Il s'agit, entre autres, de la faible contribution de 3% dans le commerce global, la valeur manufacturière mondiale de 2%, l'importance de conditions d'une longue stabilité politique et le besoin de l'usage plus accru des Technologies de l'information et de la communication (TIC).

Dans le contexte de la CGECI Academy,



*Le président de la CGECI Jean Marie Ackah et le ministre en charge du Commerce, Souleymane Diarrassouba pendant leur allocution.*

il a réitéré l'engagement du gouvernement à poursuivre les discussions avec le Patronat pour la promotion des champions nationaux. « C'est le secteur privé qui crée la richesse et demeure le moteur de la croissance économique », a-t-il soutenu.

L'innovation de cette huitième édition a été présentée par le président de la CGECI, Jean-Marie Ackah, qui a

indiqué que ce sont 750 projets qui ont été analysés pour cette compétition. La CGECI Academy 2019 a innové avec quatre sessions dont deux consacrées au financement des PME.

Cette 8<sup>ème</sup> édition a aussi vu la participation des organisations patronales du Cameroun, Sénégal, Togo, Cap Vert, Guinée, la CEDEAO, Singapour, l'Ile Maurice, la France ainsi que les Pays-Bas.



*Photo de famille.*

CGECI ACADEMY 2019

## The business environment and corporate development were the focus of the debate

The largest business forum of the Ivorian private sector, have mobilized several stakeholders and employers' organizations from Africa and elsewhere. Paul Kagame, President of Rwanda, the guest country of this 8th edition, has personally led a large delegation to the event.

The main objective of the 8th edition of the General Confederation of Enterprises of Côte d'Ivoire (CGECI) Academy was to find solutions and make proposals to African governments for the development of business environment in Africa. This forum resulted in several recommendations on environmental, security, financial and fiscal issues.

At the environmental level, the participants have recommended the adaptation of training curricula to promising sectors such as digital economy, and the promotion of a dynamic social dialogue adapted to the socio-economic context. As for security issue, the setting of a security environment that should lead to investment, guarantee legal and judicial security for the development of enterprises and protect intellectual property is recommended.

As for the financial issue, the participants have suggested the creation of a regulatory framework for an alternative financing of start-ups and the increase of SMEs public procurement market share. Le ministre Patrick Achi, Secrétaire général à la Présidence de la République, par ailleurs président de la cérémonie officielle de clôture, a promis que ces conclusions seront entièrement endossés par l'État de Côte d'Ivoire. Car, a-t-il expliqué, ils vont dans le sens de l'impérieuse nécessité d'instaurer une nouvelle alliance entre l'État et le Secteur Privé afin d'accélérer le développement de la Côte d'Ivoire.

Minister Patrick Achi, secretary-general at the president's office, has presided over the official closing ceremony. He has promised that these conclusions would be fully endorsed by the State of Côte



d'Ivoire. For, he explained, they are in line with the imperative need to establish a new relationship between the State and the Private Sector in order to accelerate the development of Côte d'Ivoire.

As for Jean Marie Ackah, President of the CGECI, these recommendations should be fully implemented to make the Ivorian business environment the most competitive in the world. While acknowledging and commending the efforts made by the government in

favour of the private sector, he said that much remains to be done, particularly in terms of taxation for the development of business in Côte d'Ivoire.

The closing ceremony was marked by the signing of a Memorandum of Understanding between CGECI and the private sector of Rwanda. President Paul Kagame of Rwanda, chaired the opening ceremony of this annual forum. He was assisted by the Vice President of Côte d'Ivoire, Daniel Kablan Duncan.



**Unir**  
en une fédération les groupements  
interprofessionnels actifs des PME-PMI.

**Coordonner**  
les actions de ses membres en matière de législation, de formation  
et de promotion des entreprises.

**Défendre**  
les intérêts de ses membres et veiller au respect d'une éthique professionnelle  
afin de garantir leur sécurité.

**Susciter la création**  
et la mise en place de tout instrument de financement innovant pour les PME-PMI

**Assurer la représentation des pme pmi**  
auprès des autorités gouvernementales, centrales syndicales, des travailleurs des organismes  
à vocation socio-économique des institutions et organisations internationales.



Plus de **10.000**  
petites et moyennes entreprises  
et industries (pme/pmi)

**30** associations, organisations  
et fédérations de PME PMI

**25 ans**

au service du développement  
des PME-PMI

SARA 2019

## La 5<sup>ème</sup> édition de la maturité

Pari gagné pour l'Etat de Côte d'Ivoire. Le Salon international de l'Agriculture et des Ressources animales (SARA) s'est tenu du 22 novembre au 1<sup>er</sup> décembre. La mobilisation était de taille.

**L**e SARA se bonifie au fil des années. L'édition 2019, au dire du commissaire général du SARA, Mme Diénébou Condé Touré, reste la meilleure au regard des statistiques en termes d'exposants, de pays participants que de visiteurs.

« Les chiffres ont explosé. Nous avons pulvérisé tous les records, depuis que nous avons commencé à organiser le SARA en 1997 », a-t-elle révélé lors de la cérémonie de clôture le 1<sup>er</sup> décembre dernier.

En effet, à la première édition, il y a eu 520 exposants, 20 pays qui ont participé avec un total de 100.000 visiteurs. En 1999, ce sont 600 exposants, 30 pays participants et 150.000 visiteurs qui ont pris part à l'évènement. A la relance du SARA en 2015, le nombre d'exposants s'élevait à 607 pour 12 pays participants et 212 697 visiteurs. Deux ans plus tard, ce salon a accueilli 718 exposants ainsi que 30 pays et 300 000 visiteurs. « Les chiffres provisoires pour cette 5<sup>ème</sup> édition marquent 360 000 visiteurs au compteur, soit une progression de 20%. 56 visites institutionnelles ont été organisées, avec 4 556 participants (contre 16 visites en 2017 avec 1900 participants) soit une



Le Président de la République Son Excellence M. Alassane Ouattara visitant les stands.

augmentation de 250% du nombre de visites. »

Le pari de la mobilisation a donc été remporté par les organisateurs appuyés en cela, par les différents ministères concernés par l'évènement à savoir : les ministères de l'Agriculture et du Développement rural, des Ressources animales et halieutiques, des Eaux et Forêts ainsi que ceux de la Promotion de la Riziculture et de l'Environnement et du Développement durable.

Le commissaire général s'est particulièrement réjoui de l'engouement que cette présente édition a suscité chez les plus jeunes qui représentent

la relève de la population vieillissante du secteur agricole. Et c'est l'une des grandes réussites de cette 5<sup>ème</sup> édition. Les établissements du préscolaire, du primaire, du secondaire générale ou technique avec les écoles spécialisées dans l'agriculture, personne n'a voulu se faire conter l'évènement. Les étudiants des universités, privées et publiques ainsi que ceux des grandes écoles ont aussi emboîté le pas aux plus jeunes afin d'étancher leur soif de connaissance.

### ENGAGEMENT AU SOMMET DE L'ETAT

La 5<sup>ème</sup> édition du SARA, qui a démarré le 22 novembre avec pour thème :

« Agriculture intelligente α Innovations technologiques : Quelles perspectives pour l'agriculture africaine ? », a été un véritable succès.

Le Premier ministre, Amadou Gon Coulibaly, président de la cérémonie de clôture, a réitéré sa joie d'être au SARA, en sa qualité d'ancien ministre de l'Agriculture de 2003 à 2010. Le Chef du gouvernement, a déclaré qu'il est possible de relever le défi de la sécurité alimentaire en Afrique, grâce aux innovations technologiques.

« Le message d'espoir que nous devons



Kobenan Adjoumani, ministre de l'Agriculture et du Développement rural, lors de son allocution.

*retenir de ce salon est qu'il est possible de relever le défi de la sécurité alimentaire en Afrique. Les innovations technologiques, à cet égard, sont de puissants outils que nous devons mettre à profit pour atteindre ce résultat. Toutes les innovations faites par nos jeunes qui ont été récompensés, nous montrent le chemin », a-t-il conclu.*

Il a été précédé à ce salon par le Vice-président, Daniel Kablan Duncan, présent lors de la cérémonie d'ouverture officielle le 22 novembre. Cette édition du SARA avait la France comme pays invité d'honneur.

Le Président Alassane Ouattara y était également présent le lundi 25 novembre, au 4ème jour du salon. Le Chef de l'Etat a offert 54 tracteurs flambants neufs à des coopératives de producteurs. Deux clés d'engins ont été remises symboliquement à l'organisation interprofessionnelle Oignon, représentée par sa présidente, Mme Kalou Marie, épouse Djè Bi, et l'organisation interprofessionnelle Coton, représentée par son président Soro Yacouba.

En termes de capacité, chaque chaîne motorisée offerte est composée d'un tracteur de 60 chevaux à 4 roues motrices, d'une charrue, d'un pulvérisateur à disques et d'une remorque agraire.

Ce geste, a été salué par le ministre Kobenan Kouassi Adjoumani, de l'Agriculture et du Développement rural. « C'est une réponse immédiate et efficace, à la problématique de la pénibilité du travail dans le secteur agricole, d'une part, mais aussi, au défi de l'accroissement de la productivité en milieu rural, d'autre part », s'est-il félicité.

## HOMMAGE AUX ACTEURS DU MONDE AGRICOLE

Le SARA reste une occasion de célébrer et de rendre hommage aux acteurs du monde agricole, véritables piliers de la croissance de notre pays. Cette édition n'a pas dérogé à la règle. L'ouverture officielle du salon, cérémonie d'ouverture, a servi de cadre à une cérémonie de distinction. A cet effet, les ministres Didier Guillaume, de l'Agriculture et de l'Alimentation de la France et Aziz Akhannouch, de l'Agriculture et de la Pêche maritime du Maroc, dont les pays ont été à l'honneur du SARA, ont



**Le Président de la République Son Excellence M. Alassane Ouattara a passé en revue plusieurs stands.**

été faits Commandeurs dans l'ordre du Mérite agricole ivoirien.

La cérémonie de clôture a été l'occasion de reconnaître d'une part, le mérite des meilleurs acteurs du secteur agricole et des ressources animales et halieutiques et d'autre part, de récompenser tous ceux qui ont participé aux différentes compétitions organisées dans le cadre de cette 5<sup>ème</sup> édition.

Une cinquantaine de personnes ont été élevées pour certains au grade de chevalier et pour d'autres au grade d'officier dans l'ordre du mérite agricole. Elles sont issues des ministères de l'Agriculture et du Développement rural, des Eaux et Forêts, du ministère de la Promotion de la Riziculture et celui de l'Environnement et du Développement durable.

A ceux-là, il faut ajouter les opérateurs économiques ainsi que les premiers prix d'excellence et les meilleurs promoteurs du secteur agricole.

27 personnalités ont également été élevées au grade de Commandeur dans l'ordre du mérite agricole par le Premier ministre Amadou Gon Coulibaly, en personne.

La France a aussi été doublement honorée pendant ce SARA 2019, puisque le ministre Didier Guillaume, de l'Agriculture et de l'Alimentation a été fait commandeur dans l'ordre du mérite agricole lors de la cérémonie d'ouverture. L'ambassadeur Gilles Huberson lui, a été élevé au grade d'officier lors de la cérémonie de clôture.

M. Kremien Malan Eugène, en sa qualité

de porte-parole des récipiendaires, a fermé le chapitre des décorations en prononçant le mot de remerciement.

Plusieurs prix ont également été remis aux lauréats des différents concours du plus bel animal et de la machine agricole la plus performante, de même qu'aux lauréats de la 3<sup>ème</sup> édition du Concours de l'innovation agricole durable (CIAD). La grande innovation au niveau de ces compétitions reste l'hackathon SARA 2019, organisé grâce aux efforts conjugués du ministère de l'Agriculture et du Développement rural de la Côte d'Ivoire, de la chambre d'agriculture de la région Pays de la Loire ainsi que de la plateforme Digital Africa et Agreen.

Cette compétition a permis de primer deux groupes de lauréats. Les start-up débutantes et celles qui sont confirmées. En ce qui concerne la première catégorie, celle des start-up débutantes, le projet Agritech, porté par SeverinVehi Gogbé a obtenu le premier prix assorti d'un chèque d'un montant de 3.000 euros (soit 1.965.000 FCFA) et de plusieurs prix intermédiaires.

Le grand prix Amadou Gon Coulibaly, récompensant la meilleure start-up confirmée a été remporté par l'Ivoirien Kotchi Willi Ramsès à travers son projet Biosave, qui est une application numérique multi-dialecte innovante offrant trois services : collecte de déchets organiques, fabrication d'engrais, insecticides bio et bio market.

## SARA 2019

## The 5<sup>th</sup> edition, the one of maturity

*The State of Côte d'Ivoire has met its challenge. The International Exhibition of Agriculture and Animal Resources (SARA), held from 22 November to 1<sup>st</sup> December, was a real success in terms of visitors.*

**S**ARA has been improving over the years. The 2019 edition, according to the SARA's General Commissioner, Ms. Diénébou Condé Touré, remains the best in terms of statistics related to exhibitors, participating countries and visitors. Indeed, 520 exhibitors and 20 countries were involved in the first edition with a total of 100,000 visitors. In 1999, there were 600 exhibitors, 30 participating countries and 150,000 visitors. When

SARA was re-launched in 2015, the number of exhibitors reached 607 people with 12 participating countries and 212,697 visitors registered. Two years later, the SARA welcomed 718 exhibitors, 30 countries and 300,000 visitors.

Supported by the concerned ministries (the Ministries of Agriculture and Rural Development, Animal Resources and Fisheries, Water and Forestry as well as those of Rice Promotion

and Environment and Sustainable Development), the challenge of mobilization was met.

### COMMITMENT AT THE TOP OF THE STATE

The 5th edition of SARA, which started on 22 November on the issue of: "Smart Agriculture and Technological innovations: what perspectives for african agriculture?" was a real success.

The Prime Minister Amadou Gon Coulibaly, chairman of the closing ceremony has expressed his satisfaction for this SARA's edition, both as a former Minister of Agriculture from 2003 to 2010 and as the head of the Government. For the head of the ivoirian government, technological innovations can be a real opportunity to meet food security issue in Africa.

Before the head of the government, the Vice-President Daniel Kablan Duncan attended the official opening ceremony on 22 November. The guest country of this SARA edition was France.

The President Alassane Ouattara also attended the ceremony on Monday, November 25. The Head of State offered 54 new tractors to producer cooperatives.

### TRIBUTE TO THE ACTORS OF THE AGRICULTURAL WORLD

The SARA remains an opportunity to celebrate and pay tribute to the agricultural actors, the true pillars of our country's growth. This edition was no exception. The official opening ceremony of the show was an opportunity for an award ceremony. In this context, the Ministers Didier Guillaume, of Agriculture and Food of France and Aziz Akhannouch, of Agriculture and Maritime Fisheries of Morocco, whose countries are or have been SARA's guest countries, were made Commander in the Ivorian Order of Agricultural Merit.



## OBJECTIFS

**L'Association Professionnelle des Banques et Etablissements Financiers (APBEF-CI)** a pour objet de susciter et de maintenir des relations régulières et profitables entre ses membres, de manière à leur permettre de présenter un front uni et avoir le même langage, pour la défense et le développement des activités bancaires et financières dans l'économie de type libéral de la Côte d'Ivoire. Ainsi elle mène cette mission à travers :

- L'unification des règles et pratiques des membres ;
- La contribution au développement de l'épargne et de la prospérité du commerce, de l'industrie et de l'agriculture, par la présentation de toutes suggestions relatives à ses intérêts généraux : au Gouvernement, à la BCEAO, aux Chambres Consulaires et aux autres organisations professionnelles ; Des interventions, en agissant comme arbitre amiable ou rapporteur, dans les contestations qui peuvent être portées devant elle ;
- Des interventions en justice, si elle juge utile, dans toute situation où une banque ou établissement financier est en cause, en demande ou en défense, lorsque le procès touche aux intérêts généraux de l'exercice de la profession ;
- La mise en commun des renseignements sur la solvabilité et la moralité du commerce en général ;
- Des interventions dans les cas prévus par les textes législatifs ou réglementaires. Notamment l'APBEF-CI étudie les questions intéressantes l'exercice de la profession bancaire et des professions s'y rattachant : conditions, regroupement, création de services communs, formation professionnelle ;

Pour mener à bien ses missions, l'APBEF-CI s'est dotée des organes suivants:

- **L'Assemblée Générale;**
- **Le Conseil Exécutif;**
- **La Direction Exécutive;**
- **La Chambre de Règlement Amiable.**

Pour animer la vie de l'Association des **commissions** techniques ont été créées. Elles sont chargées d'étudier toutes les questions qui leur sont soumises ou qu'elles décident d'examiner au cours de leurs réunions, et fonctionnent conformément aux termes de référence, définies par le Conseil Exécutif. Elles sont présidées par un Vice-président.

## CONSEIL EXECUTIF

- **Président** : Daouda COULIBALY, DG de la SIB
- **1<sup>er</sup> Vice-Président** : Lala MOULAYE, PCA de la BOA-CI
- **2<sup>ème</sup> Vice-Président** : Aymeric VILLEBRUN DG de la SGGCI
- **3<sup>ème</sup> Vice-Président** : Léonce YACE, DG de NSIA BANQUE
- **4<sup>ème</sup> Vice-Président** : Hicham DAOUK, DG de ALIOS FINANCE

**Directeur Exécutif** : Serge KOUAMELAN



## COMPÉTITIVITÉ DE LA FILIÈRE BANANE DESSERT

# L'ONCE et les professionnels du secteur proposent des solutions



M. Akpess Yapo Bernard du ministère de l'Économie et des Finances et M. Samassi, Secrétaire Exécutif de l'ONCE lors de l'atelier sur la compétitivité de la banane dessert.

**A**vec une production estimée à 450 000 tonnes de bananes desserts, pour un chiffre d'affaires de 145 milliards de FCFA en 2019, la Côte d'Ivoire occupe jusque-là, la première place des pays producteurs de bananes desserts en Afrique. Mais depuis quelques années, sur le plan international, le pays fait face à une forte concurrence des pays de l'Amérique Centrale et du Sud, notamment sur le marché européen. Face à cette situation, les autorités ivoiriennes ont décidé de réagir afin d'apporter une réponse efficace pour maintenir le pays à sa place de leader africain. Pour ce faire, une rencontre des experts et des professionnels du secteur de la banane dessert a été initiée récemment par l'Observatoire national sur la Compétitivité des Entreprises (ONCE) en collaboration avec le ministère de l'Économie et des Finances pour réfléchir sur la question.

Pour M. Yapo Akpess Bernard, Directeur de cabinet adjoint du ministère de l'Économie et des Finances, « pour survivre et demeurer acteur sur le marché, il nous faut revoir nos processus d'affaires. Et prendre des décisions audacieuses pour affronter la concurrence qui s'impose à nous désormais ».

Le Secrétaire exécutif de l'Observatoire national sur la Compétitivité des Entreprises (ONCE), M. Youssef Samassi, a renchéri sur la question. Pour lui, il faut « redoubler de vigilance et de trouver les moyens nécessaires pour faire face à la concurrence ». Ces réflexions sur la filière banane dessert va permettre, à coup sûr, de trouver des réponses idoines à la concurrence qui devient de plus en plus rude sur le marché international. Aujourd'hui, la filière banane dessert représente 9 000 emplois directs et 35 000 emplois indirects, soit 7% du Produit intérieur brut (PIB) agricole et 3% du PIB national. Une manne financière que l'État ivoirien ne souhaite pas laisser au profit des pays d'Amérique

Centrale et du Sud. Toutefois, la faible consommation de la banane sur le marché local, le ratio de rendement à l'hectare encore faible, qui est compris entre 50 tonnes par hectare, et les coûts de production élevés, constituent des facteurs entravant la compétitivité de la filière.

Pour maintenir le pays dans sa position de leader africain, il faut que des solutions soient trouvées dans ce sens. Conscient de cela, la rencontre qui a réunie plusieurs experts de la filière, des recommandations ont été faites pour améliorer la compétitivité sur le marché international. Parmi ces recommandations, on peut citer entre autres l'identification des superficies et des producteurs de la filière, la dimension de l'information sur les indicateurs de compétitivité de la filière ainsi que déterminer les objectifs quantitatifs ou qualitatifs à atteindre par indicateur.

### UN OUTIL POUR PROMOUVOIR LA COMPÉTITIVITÉ DES ENTREPRISES IVOIRIENNES

Pour rappel, l'Observatoire national sur la Compétitivité des Entreprises (ONCE) a été créé par décret le 4 octobre 2017. C'est un instrument d'analyse et d'aide à la décision, sur la problématique relative à la compétitivité des entreprises en Côte d'Ivoire.

Dans ce cadre, il est assigné à l'Observatoire les missions de veille stratégique, de suivi et d'évaluation des filières porteuses de



croissance, ainsi que des pôles régionaux de développement aux moyens d'études, analyses et réflexions en vue de proposer au gouvernement des mesures et réformes pour améliorer la compétitivité des entreprises.

Ce nouvel organisme public chargé de mener des études et de proposer des solutions appropriées en vue de promouvoir la compétitivité des entreprises ivoiriennes, s'inscrit dans la vision du Président Alassane Ouattara, de faire de la Côte d'Ivoire un pays émergent à l'horizon 2020, avec une base industrielle solide et un pays industrialisé aux alentours de l'an 2040, comme traduit dans les Plans nationaux de Développement (PND) élaborés.

La création de l'Observatoire, découle également de l'engagement de la Côte d'Ivoire à participer au processus de l'Open Government Partnership (OGP) et de l'orientation stratégique du gouvernement de faire du secteur privé le pilier de la croissance de notre économie. (...) Cet intérêt pour le développement du secteur privé et la compétitivité des entreprises est indispensable, dans un monde de plus en plus ouvert, avec l'intégration des marchés par les accords de partenariat économique.

Il est également à noter que les pouvoirs

publics ont la responsabilité de créer les conditions appropriées, pour le plein épanouissement des entreprises et aussi promouvoir l'émergence de champions nationaux, en vue de relever les défis de compétitivité, gages de survie individuelle et collective. Cela, implique des efforts et des sacrifices que le gouvernement s'évertue à mettre en œuvre, à travers ses plans et initiatives de développement.

Dans ce registre, le gouvernement s'est déjà engagé à améliorer l'environnement des affaires par des réformes audacieuses notamment : la facilitation de la création d'entreprises en 24 heures ; l'obtention du permis de construire en 26 jours ; le guichet unique du commerce extérieur ; le paiement des impôts et taxes en ligne ; la création du tribunal du commerce d'Abidjan et de la cours d'appel ; la révision du code des investissements de 2012 ; la mise en place de la Haute Autorité pour la bonne gouvernance et bien d'autres mesures similaires.

Autant de facteurs qui visent à permettre à l'Observatoire national sur la compétitivité des entreprises (ONCE) de soutenir le développement du secteur privé afin d'aller à la compétitivité. Dans le secteur agricole, cela implique de changer de fusil d'épaule en avançant résolument dans la transformation des

matières premières agricoles en vue de créer de la valeur ajoutée et aussi de l'emploi.

Cet observatoire a pour rôle de suivre l'évolution des filières, leur développement, leur compétitivité afin d'assurer la veille stratégique au niveau de l'évolution de notre économie.

L'ONCE est une plateforme Etat-secteur privé. Elle est composée de deux organes : le Conseil d'orientation et le Secrétariat exécutif. Le Conseil d'orientation est composé des ministères, des organismes techniques tels que le CEPICI, le BNETD, l'INS, les chambres consulaires, la chambre de commerce et d'industrie, la chambre d'agriculture, les organisations professionnelles, la Confédération générale des entreprises de Côte d'Ivoire (CGECI), l'Association professionnelle des banques et établissements financiers (APBEF). L'objectif est que toutes ces institutions puissent partager des informations, se fixer des objectifs, veiller à l'atteinte de ces objectifs. Donc, les membres du gouvernement et les organisations professionnelles y sont représentés pour soutenir le développement de nos activités.



## COMPETITIVENESS OF THE BANANA SECTOR ONCE and professionals of the sector propose solutions

**W**ith a production of 450,000 tons of bananas, for a turnover of 145 billion FCFA in 2019, Côte d'Ivoire is so far the leading producer of bananas in Africa. But for some years, the country has been facing strong competition from Central and South American countries, particularly on the European market. In this fierce competitive context, the ivoirian authorities have decided to take some initiatives in order to provide an effective response and maintain the country's position as the african leader. To reach this objective, a meeting of experts and professionals from the banana sector was recently initiated by the National Observatory on Business Competitiveness (ONCE) in collaboration with the Ministry of Economy and Finance.

### A TOOL TO PROMOTE THE COMPETITIVENESS OF THE IVORIAN COMPANIES

The National Observatory on Business Competitiveness (ONCE) was created by Decree on 4 October 2017. It is a tool for analysis and decision support, on the issues related to the competitiveness of enterprises in Côte d'Ivoire.

In this context, the Observatory plays the role of strategic watch, monitoring and assessing growth-bearing sectors, as well as that of regional development poles through studies, analyses in order to make some recommendations to the Government for sthe competitiveness of the enterprises.

The creation of the Observatory also stems from Côte d'Ivoire's commitment to participate in the Open Government

Partnership (OGP) process and the Government's strategic orientation to make the private sector the pillar of growth of our economy. (...) This interest in private sector development and business competitiveness is essential in an increasingly open world, with the integration of markets through economic partnership agreements.





## CHAMBRES D'AGRICULTURE DE CÔTE D'IVOIRE

Une Agriculture professionnelle, riche et  
diversifiée tournée vers la transformation,  
gage d'une économie émergente.

*Les Chambres d'Agriculture  
au service des Agriculteurs et du monde Agricole*

11 Avenue Lamblin Abidjan-Plateau  
01 BP 1291 Abidjan 01

Tél. : +225 20 33 30 00 / +225 20 32 92 20 / +225 20 32 92 12

Email : [canci@aviso.ci](mailto:canci@aviso.ci) / [www.chambragri.ci](http://www.chambragri.ci)

---

## ENVIRONNEMENT DES AFFAIRES

P86-P95

---

## SANTÉ DE L'ÉCONOMIE

P100-P103

# Indicateurs

---

## **BUSINESS ENVIRONMENT**

P96-P99

---

## **ECONOMIC HEALTH**

P105-P108

# Indicators

NIAKARAMANDOUGOU

## L'État va renforcer son intervention dans les services sociaux de base

L'État va renforcer son intervention dans les services sociaux de base à Niakara (région du Hambol), a annoncé lors d'un meeting, le 28 novembre dernier, le Président de la République Alassane Ouattara.

« Depuis 2011, nous avons engagé d'importants investissements dans ce département. Ces investissements concernent notamment les secteurs de l'électricité, l'éducation, l'eau potable, la santé, la sécurité, les infrastructures routières, etc. », a déclaré le Président Alassane Ouattara.

Cependant, a relevé le Chef de l'Etat, le département avait accusé un important retard qui a amené le gouvernement à intensifier les travaux, au cours de ces derniers mois et ceux à venir.

Ainsi, le Président Alassane Ouattara a annoncé que dans le secteur de la sécurité, il est prévu la construction de brigades et de casernes équipées.



Le Président de la République Son Excellence M. Alassane Ouattara.

Il en va de même pour la construction d'un commissariat de police à Tafiré, en plus de celui déjà en construction à Niakaramandougou.

Pour l'accès à l'eau potable, le Chef de

l'Etat a assuré la mise en service des pompes à motricité humaine réparées dans le cadre du Programme social du gouvernement (PSGov).

Alassane Ouattara a aussi indiqué que le gouvernement compte aller plus loin avec la construction de nouvelles pompes, de forages et surtout le raccordement à partir du fleuve Bandama, afin de permettre un approvisionnement régulier des localités du département.

Dans le secteur de la santé, l'Etat prévoit sur la période 2019-2020, la construction des bâtiments du laboratoire et de la radiologie de l'hôpital de Tafiré, ainsi que la fourniture de mobiliers, de matériels médicaux, de blocs opératoires, de stérilisation et de réanimation.

De même, les localités de Kafiné, Sériékékaha, Sinkaha, Folofonkaha, Ouérégekaha et Latokaha, seront toutes dotées de centres de santé ruraux.

Source : CIGG

OPÉRATION « UN JOUR, UN MILLION D'ARBRES »

## Amadou Gon Coulibaly réaffirme l'engagement du gouvernement à restaurer le couvert forestier



Le Premier Ministre Amadou Gon Coulibaly procédant au planting d'arbres lors de la journée mondiale du reboisement.

Au cours d'une opération de planting d'arbres à la Primature, le 18 novembre, le Premier ministre ivoirien, Amadou Gon Coulibaly, a réaffirmé l'engagement du gouvernement à restaurer le couvert forestier du pays. Il a planté un arbre fruitier qui, à maturité, peut atteindre 20 m de haut.

« Je considère qu'il est important que les autorités du pays donnent l'exemple, en procédant à des opérations de planting d'arbres. Le Président de la République l'a fait, nous le faisons également aujourd'hui, pour montrer la détermination du gouvernement à travailler à la reconstitution du couvert forestier. », a-t-il indiqué.

Le Chef du gouvernement a souligné que l'opération « Un jour, un million d'arbres », lancée à l'occasion de la Journée nationale de la Paix, le 15 novembre 2019 dans la Commune de Koumassi à Abidjan, témoigne de la volonté du gouvernement de lutter contre la déforestation.

Tout comme de protéger les générations futures contre le réchauffement climatique.

Par Kadiata Fadika

## PRISE DE CONTRÔLE DE LA BHCI L'Etat veut sécuriser les épargnes des clients

Le ministre de l'Economie et des Finances, Adama Coulibaly, a déclaré le 27 novembre 2019 à Katiola, que la prise de contrôle, par l'Etat, de la Banque de l'Habitat de Côte d'Ivoire (BHCI) répond à l'impératif de protéger les clients.

« En prenant la décision de prendre le contrôle de la Banque, l'Etat veut assurer absolument la protection des clients de la banque. Je voudrais rassurer les Ivoiriens que leur épargne sera préservée et toutes les dispositions seront prises dans ce sens », a rassuré Adama Coulibaly.

Selon le ministre, cette prise de contrôle de la Banque fait suite à l'impossibilité pour le repreneur, Westbridge, de répondre aux injonctions de la Commission bancaire qui a constaté des dysfonctionnements, à la base des difficultés de trésorerie de la BHCI.

Adama Coulibaly a fait savoir que Westbridge n'a pu satisfaire aux conditions imposées par la Commission bancaire, à savoir la finalisation du processus de cession de la banque, au plus tard le 15 octobre 2019, et la recapitalisation de la Banque, le 31 octobre 2019.



Le ministre de l'Economie et des Finances, Adama Coulibaly.

« La nomination des représentants de l'Etat au sein du conseil d'administration de la BHCI, intervenue le 27 novembre 2019, vient donc parachever le processus de reprise du contrôle de l'Etat », a-t-il conclu.

## SÉMINAIRE RÉGIONAL DU PAGOF

# Le ministre Souleymane Diarrassouba réaffirme la confiance du gouvernement en l'initiative PGO

Le ministre du Commerce et de l'Industrie, Souleymane Diarrassouba, a procédé à l'ouverture du séminaire régional 2019 du Projet d'appui aux gouvernements ouverts francophones (PAGOF), au Radisson Blue à Port-Bouët. Il a alors réaffirmé la confiance du gouvernement en l'initiative partenariat gouvernement ouvert (PGO).

« Notre engagement à adhérer au PGO remonte au sommet mondial de Londres en 2013 et s'inscrit en droite ligne de la volonté de notre pays de placer la gestion participative et la transparence au cœur de son mode de gouvernance publique », a-t-il affirmé. Et d'ajouter que « cette quête permanente est perceptible à travers les engagements nationaux et internationaux de la Côte d'Ivoire ainsi que nos programmes de développement successifs (PND 2012-2015 et PND 2016-2020) qui accordent une place de choix au renforcement de la qualité des institutions et de la gouvernance. »

A l'évidence, la participation de la



Côte d'Ivoire au PGO traduit surtout la confiance en cette initiative comme un instrument capable d'insuffler une dynamique nouvelle à la manière des dirigeants d'organiser et de conduire la gestion des affaires publiques au côté des initiatives existantes telles que le Millénum Challenge Corporation (MCC), l'Initiative pour la Transparence dans les Industries extractives (ITIE), le Doing Business, ou encore le Mécanisme

africain d'évaluation par les Pairs (MAEP).

« Dans cette perspective et sous le leadership de Son Excellence Monsieur Alassane Ouattara, Président de la République, la Côte d'Ivoire a initié diverses réformes. Il s'agit notamment, au plan institutionnel, de la mise en place de la Haute Autorité pour la Bonne Gouvernance ainsi que l'amélioration du cadre législatif en matière de lutte contre la corruption (avec la déclaration de patrimoines des élus, des agents publics et des hauts fonctionnaires de l'Etat et l'accès à l'information d'intérêt public) », a poursuivi le ministre Souleymane Diarrassouba.

A cela, s'ajoute la création du comité interministériel pour l'Open Government Partnership en Côte d'Ivoire, assisté par un comité technique OGP (CT-OGP) composé aussi bien de représentants de l'administration publique, du secteur privé que des représentants de la société civile. Toutes ces réformes concrètes ont rendu possible l'éligibilité et l'adhésion du pays à ce partenariat dès le mois d'octobre 2015.

## DÉVELOPPEMENT DES ZONES INDUSTRIELLES

# Le parc industriel d'Akoupé-Zeudji obtient un financement

**L**e financement pour le développement du parc industriel PK24 est désormais un acquis. Il a été acté, le vendredi 8 novembre 2019 par la signature de deux conventions. La première entre le ministère du Commerce et de l'Industrie et la Banque

africaine d'import-export (Afreximbank) et la seconde entre le ministère auprès du Premier ministre chargé du Budget et du Portefeuille de l'Etat et Afreximbank « *L'accord pour le développement du parc industriel Akoupé-Zeudji PK24 est un modèle unique, dans lequel Afreximbank*

*intervient comme développeur. (...) Ainsi, avec des partenaires nationaux, la banque va aménager, construire, gérer, exploiter et entretenir un parc industriel de 113 hectares* », s'est réjoui le ministre Souleymane Diarrassouba.

Dans le cadre de cet accord, en plus des routes et de la canalisation, le parc industriel PK 24 Akoupé-Zeudji comprendra des bâtiments et des hangars selon les normes internationales, en fonction de la qualité des entreprises qui désireront s'y installer.

Précisant que l'accord de développement pour ledit parc n'est pas un prêt à l'endroit du gouvernement, il a rappelé qu'il est « *la démonstration de ce que l'Etat peut utiliser plusieurs instruments dans la mise en œuvre de sa politique industrielle de construction des infrastructures industrielles. Tout cela traduit la vision du Chef de l'Etat de faire de la Côte d'Ivoire un pays émergent à l'horizon 2020* », a souligné le ministre du Commerce et de l'Industrie.

Pour sa part, le Président d'Afreximbank, Dr Benedict Oramah, a indiqué que l'objectif de cette banque est d'attirer les investisseurs mondiaux dans le secteur industriel et de favoriser un accès amélioré et compétitif aux marchés africain et global. Pour lui, en effet, il est question de s'assurer que l'Afrique dispose de produits pour le commerce, dans le cadre de l'Accord de Libre-Echange (ZLECAf) qui facilitera l'ouverture des marchés africains pour les produits africains.

D'un coût global d'environ 300 millions de dollars américains et une capacité d'accueil de 60 entreprises, le parc industriel PK 24 Akoupé-Zeudji contribuera à créer 10 000 emplois directs ainsi que des emplois indirects pour les jeunes Ivoiriens notamment.

Reconnaissant au Président Alassane Ouattara, Dr Benedict Oramah a tenu à saluer son leadership visionnaire qu'il estime utile et nécessaire à la réalisation de l'Agenda 2063-l'Afrique que nous voulons.



Echanges de parapheurs.



Echanges de parapheurs avec les ministres en charge du Budget et du Commerce et de l'Industrie

Par Serge Seké

## TRÉSOR PUBLIC DE CÔTE D'IVOIRE

# Le Centre d'écoute inauguré



Le Ministre de l'Économie et des Finances Adama Coulibaly et pendant la coupure du ruban.



Quelques explications du fonctionnement du Centre d'Écoute.

**D**ans l'optique d'affiner sa relation client, le Trésor public de Côte d'Ivoire a procédé, en présence du ministre Adama Coulibaly, de l'Économie et des Finances, à l'inauguration du Centre d'écoute du Trésor public, logé au rez-de-chaussée de la Cité financière, à Abidjan-Plateau. Peu avant, évoquant les motivations qui ont prévalu à la création de ce Centre d'écoute, le directeur général du Trésor et de la Comptabilité publique, Jacques Assahoré Konan a rappelé d'entrée de jeu que le Trésor public s'est résolument engagé à placer la satisfaction-client au cœur de son système de management. Le Centre d'écoute qui s'inscrit dans

cette dynamique, a-t-il poursuivi, est l'un des éléments clés de la politique de communication du Trésor public vis-à-vis de ses partenaires et usagers/clients. A travers ce dispositif moderne et innovant, a relevé le directeur général, le Trésor public se donne ainsi davantage d'atouts pour lui permettre de capter et de centraliser tous les besoins de ses parties intéressées et y apporter les réponses appropriées. Aussi, ce Centre d'écoute constitue-t-il pour le Trésor public, une interface unique, dynamique et interactive pour faciliter et accélérer l'accès des usagers/clients à ses prestations et ce, par une écoute attentive de leurs besoins, exigences et attentes

afin de les satisfaire durablement.

Selon le Directeur général, ce Centre offre un contact en présentiel, mais aussi en ligne et par le net. L'on note également qu'il s'adresse à une cible aussi large que variée, composée de partenaires au développement, d'organismes publics, parapublics et privés, de pensionnés, salariés et contribuables, de fournisseurs et prestataires divers, de médias, etc. son autre particularité selon le Directeur général, réside dans ses deux voies de saisine qu'il offre, à savoir le contact physique et le contact à distance.

Dans le cas du contact physique, il s'agit pour le client de se présenter dans les locaux du centre pour exprimer sa préoccupation, obtenir une information, faire avancer son dossier ou même faire des suggestions au Trésor public sans avoir à se rendre dans tous les services. Par ailleurs, le client a la possibilité de se prononcer sur la qualité de la prestation dont il bénéficie à travers un applicatif de mesure de la satisfaction client disponible sur place. En ce qui concerne le contact à distance, il s'opère à travers le call center et la web-line.

Un dispositif fort apprécié par le ministre. En effet, M. Adama Coulibaly s'est félicité de l'engagement du Trésor public à réinventer sans cesse le service public. Il a particulièrement salué la création de ce centre qui, a-t-il dit, traduit parfaitement la volonté du Trésor Public à conduire sa mission dans le strict respect des règles de transparence et de bonne gouvernance, vu que cet outil permet à l'institution de s'ouvrir davantage à ses usagers.

Puis, il a encouragé le Directeur général et tous ses collaborateurs à maintenir le cap de la modernisation des outils et méthodes de gestion. Le ministre n'a pas manqué d'inviter les usagers/clients venus nombreux à cette cérémonie, à s'approprier ce centre d'écoute mis à leur disposition afin d'en tirer le meilleur profit.

Il faut souligner que plusieurs membres du gouvernement, présents à cette cérémonie, ont aussi tenu à encourager les efforts du Trésor public sur la route de la modernisation du secteur public.



# Certificat

Certificate

Page 1 / 3

N° 2019/85490.1

**AFNOR Certification certifie que le système de management mis en place par :**  
*AFNOR Certification certifies that the management system implemented by:*

## **DIRECTION GENERALE DU TRESOR ET DE LA COMPTABILITE PUBLIQUE**

**pour les activités suivantes :**  
*for the following activities*

MOBILISER LES RECETTES FISCALES ET NON FISCALES MOBILISER LES RESSOURCES D'EMPRUNT ET LES DONS GERER LA TRESORERIE DE L'ETAT GERER LES FONDS ET LES DEPOTS ASSURER LE REGLEMENT DE LA DEPENSE TENIR LES COMPTES PUBLICS ET PARAPUBLICS REGLEMENTER L'ACTIVITE COMPTABLE REGULER L'ACTIVITE FINANCIERE (banque, assurances et système financier décentralisés) REALISER LES ETUDES ECONOMIQUES ET FINANCIERES

MOBILIZING TAX AND NON-TAX REVENUES MOBILIZING BORROWING RESOURCES AND DONATIONS MANAGING THE STATE'S CASH POSITION MANAGING FUNDS AND DEPOSITS ENSURING THE PAYMENT OF EXPENSES MAINTAINING PUBLIC AND PARAPUBLIC ACCOUNTS REGULATING ACCOUNTING ACTIVITY REGULATING FINANCIAL ACTIVITY (banking, decentralized insurance and financial system) CARRYING OUT ECONOMIC AND FINANCIAL STUDIES

**a été évalué et jugé conforme aux exigences requises par :**  
**has been assessed and found to meet the requirements of:**

## **ISO 9001 : 2015**

et est déployé sur les sites suivants :  
and is developed on the following locations:

**DIRECTION GENERALE, BP V 98 Abidjan, 7ème et 8ème étage de l'Immeuble SOGEFIA, Plateau ABIDJAN- COTE D'IVOIRE**

**Liste des sites certifiés en annexe(s) / List of certified locations on appendix(ces)**

**Ce certificat est valable à compter du (année/mois/jour)**  
**This certificate is valid from (year/month/day)**

**2019-12-24**

**Jusqu'au**  
*Until*

**2022-12-23**



Ce document est signé électroniquement. Il constitue un original électronique à valeur probatoire.  
This document is electronically signed. It stands for an electronic original with probatory value.

**Franck LEBEUGLE**  
Directeur Général d'AFNOR Certification  
Managing Director of AFNOR Certification



Flashez ce QR Code pour  
vérifier la validité du  
certificat

Seul le certificat électronique, consultable sur [www.afnor.org](http://www.afnor.org), fait foi en temps réel de la certification de l'organisme. The electronic certificate only, available at [www.afnor.org](http://www.afnor.org), attests in real-time that the company is certified. Acreditación COFRAC n° 4-0001, Certificación de Sistemas de Management, Portée disponible sur [www.cofrac.fr](http://www.cofrac.fr).  
COFRAC accreditation n° 4-0001, Management Systems Certification, Scope available on [www.cofrac.fr](http://www.cofrac.fr).  
AFAQ est une marque déposée. AFAQ is a registered trademark - CERTI F 0956.8/11-2019



N° 2019/85490.1

Annexe / Appendix n° 1

## DIRECTION GENERALE DU TRESOR ET DE LA COMPTABILITE PUBLIQUE

Liste complémentaire des sites entrant dans le périmètre de la certification :

Complementary list of locations within the certification scope

- INSPECTION GENERALE DU TRESOR, Cité Financière tour A 1er et 3eme étage Plateau
- DIRECTION DES ETUDES, DES METHODES ET DE L'ORGANISATION, 6ème ETAGE DE L'IMMEUBLE SOGEFIA  
(Direction Générale) PLATEAU -BP V 98 ABIDJAN
- DIRECTION DES ASSURANCES ,2 plateaux vallon non loin de l'Ambassade du Ghana -BP V 98 ABIDJAN
- DIRECTION DE LA COMPTABILITE PUBLIQUE Immeuble Ex Ambassade Des Usa 3 Eme Étage Plateau
- DIRECTION DE LA COMMUNICATION ET DES RELATIONS PUBLIQUES, Immeuble Ex Ambassades des USA Plateau
- DIRECTION DE LA COORDINATION STATISTIQUE ET DU SUIVI DU PROGRAMME ECONOMIQUE ET FINANCIER,  
Immeuble Ex Ambassades Des Usa Plateau
- DIRECTION DE LA DOCUMENTATION ET DES ARCHIVES, Plateau rue des Banques en face de la BHCI
- DIRECTION DE LA DETTE PUBLIQUE ET DES DONS, Immeuble sciam 3ème étage Plateau
- DIRECTION DES ETABLISSEMENTS DE CREDIT ET DES FINANCES EXTERIEURES,  
Plateau rue des Banques en face de la BHCI
- DIRECTION DE LA FORMATION, Plateau rue des Banques en face de la BHCI
- DIRECTION DU FINANCEMENT ET DU SUIVI DES POLITIQUES SECTORIELLES  
Cité Financière tour B, 8ème étage Plateau
- DIRECTION DES MOYENS GENERAUX, Immeuble Ex Ambassades Des Usa Plateau
- DIRECTION DE LA QUALITE ET DE LA NORMALISATION ,2ème étage de la Banque du Trésor,  
Immeuble Ex Ambassade des USA Plateau
- DIRECTION DES RESSOURCES HUMAINES, Cité Financière tour B, 10ème étage Plateau
- DIRECTION DE LA REGLEMENTATION ET DE LA SURVEILLANCE DES SYSTEMES FINANCIERS DECENTRALISES,  
Immeuble Ex Ambassades des USA Plateau
- DIRECTION DES SYSTEMES D'INFORMATION, Cité Financière tour A, 2eme et 10ème étage Plateau
- AGENCE COMPTABLE DES CREANCES CONTENTIEUSES, Immeuble SOGEFIA (Direction Générale)  
Plateau -BP V 98 ABIDJAN
- AGENCE COMPTABLE CENTRALE DES DEPOTS Plateau  
(En face de l'école Notre Dame du Plateau) -BP V 98 ABIDJAN
- AGENCE COMPTABLE CENTRALE DU TRESOR, Cité Financière tour A 12ème étage Plateau
- PAIERIE GENERALE DES ARMEES, Cité Financière tour B, 9ème étage Plateau
- PAIERIE GENERALE DE LA DETTE PUBLIQUE, Immeuble sciam 2ème étage Plateau
- PAIERIE GENERALE POUR L'ETRANGER, Cité Financière tour A 6ème étage Plateau
- PAIERIE GENERALE DES INSTITUTIONS, Immeuble Ex Ambassades des USA Plateau
- PAIERIE GENERALE DU SECTEUR PARAPUBLIC, Cité Financière tour B, 11 et 12ème étage Plateau
- PAIERIE GENERALE DU TRESOR, Cité Financière tour A 9eme et 11eme étage Plateau
- PAIERIE GENERALE DU TRESOR, (7ème étage Tour A de la Cité Financière) Plateau -BP V 98 PLATEAU - ABIDJAN
- CF ABIDJAN CENTRE, BP V 98 Abidjan, Plateau proche du Palais de justice
- CF ABIDJAN NORD, BP V 98 Abidjan, Plateau Immeuble Ex-Ambassade
- CF ABIDJAN SUD, BP V 98 Abidjan, Plateau Cité Financière



# Certificat

Certificate

Page 3 / 3

N° 2019/85490.1

## DIRECTION GENERALE DU TRESOR ET DE LA COMPTABILITE PUBLIQUE

CF ABENGOUROU, BP 172 Abengourou, quartier Plateau en face de la Préfecture  
CF ABOISSO, BP 84 Aboisso, quartier TP à proximité de l'INFAS et continu à la sous préfecture  
CF ADZOPE, BP 355 Adzopé, proche de la Sous Préfecture de Police et de la Gendarmerie  
CF AGBOVILLE, BP 388 Agboville, quartier commerce  
CF AGNIBILEKRO, BP 09 Agnibilekrou, proche de la Sous Préfecture  
CF BIANKOUA BP 475 Man, quartier commerce  
CF BONDOUKOU, BP 122 Bondoukou, quartier administratif  
CF BONGOUANOU BP 14 Bongouanou, en face de la Mairie de Bongouanou  
CF BOUAFLE BP 61 Bouafle en face de la SODECI, route Zuenoula  
CF BOUAKE NORD quartier Nimbo, boulevard Houphouet, entrée Bouake  
CF BOUAKE SUD BP 182 BKE 01, quartier Nimbo, boulevard Houphouet Boigny, entrée Bouake  
CF BOUNA BP 110 Bouna Quartier résidentiel à côté de la préfecture de Bouna  
CF BOUNDIALI BP 44 Boundiali, entre la Mairie et le Palais de justice  
CF DABAKALA quartier Nagnankaha en face de la Direction régionale de l'Agriculture  
CF DABOU BP 140 Dabou, en face du Jardin Public  
CF DALOA BP 77 Daloa Quartier Commerce en face de la justice  
CF DANANE quartier commerce  
CF DAOUKRO BP 98 Daoukro, en face de la place HKB  
CF DIMBOKRO BP 240 Dimbokro, près de la préfecture en face du conseil régional  
CF DIVO BP 298 Divo, Quartier GREGNAN à proximité du Palais de Justice  
CF DUEKOUÉ BP 03 Duekoué, quartier résidentiel  
CF FERKE BP 140 Ferké, quartier Bramakoté en face de la place ADO  
CF GAGNOA BP 119, quartier commerce, près de la SGBCI  
CF GRAND-BASSAM BP 13 Bassam, quartier impérial congo  
CF GUIGLO BP 75 Guiglo, quartier petit guiglo en face du lycée  
CF ISSIA BP 342 Issia, centre-ville, près de la préfecture  
CF KATIOLA quartier Nagnankaha en face de la Direction régionale de l'Agriculture  
CF KORHOGO BP 71 Korhogo, quartier commerce  
CF MADINANI BP 587 Odienné, quartier central, Kamatéla  
CF MAN BP 475 Man, quartier commerce  
CF MANKONO BP 246 Séguéla, quartier commerce en face de la Mairie  
CF MINIGNAN BP 587 Odienné, quartier central, Kamatéla  
CF ODIENNE BP 587 Odienné, quartier central, Kamatéla  
CF OUME BP 18 Oumé, quartier résidentiel en face de la Mairie  
CF SAN-PEDRO BP 395 San Pedro, quartier Balmer non loin de la BCEAO  
CF SASSANDRA BP 252 Sassandra, quartier camp plateau, près de la Mairie  
CF SEQUELA BP 246 Séguéla, quartier commerce en face de la Mairie  
CF SINFRA BP 299 Sinfra, non loin de la Préfecture  
CF SOUBRE BP 05 Soubré, à côté de la sous-préfecture  
CF TANDA BP 172 Tanda, à côté de la Sous-préfecture  
CF TENGRELA entre la Mairie et le Palais de justice à Boundiali  
CF TIASSALE BP 95 Tiassalé, quartier enceinte de la préfecture  
CF TOUBA BP 41 Touba, en face de la résidence du préfet  
CF TOULEPLEU entre la Morgue et l'Hôpital Général de Toulepleu  
CF TOUMODI BP 18 Toumodi, centre-ville, près de la Mairie  
CF YAMOOUSSOUKRO BP 77 Yakro, quartier résidentiel route d'Abidjan



SÉNAT/YAMOOUSSOUKRO

## Les sénateurs de la CRSTE et de la CAEF adoptent deux projets de loi

Le ministre du Commerce et de l'Industrie, Souleymane Diarrassouba, était face aux sénateurs, à qui il a présenté deux projets de loi, le lundi 18 novembre 2019, à la fondation Félix Houphouët-Boigny pour la recherche de la paix de Yamoussoukro. D'abord, avec les sénateurs membres de la commission de la Recherche, de la Science, de la Technologie et de l'Environnement, l'émissaire du chef de l'Etat a présenté le projet de loi relatif au système national de métrologie en Côte d'Ivoire.

Dans l'exposé des motifs au niveau du premier projet de loi, le ministre du Commerce et de l'Industrie a rappelé l'importance de la métrologie dans l'amélioration de la performance des opérateurs économiques. « *La métrologie contribue à la compétitivité des entreprises en donnant la possibilité aux opérateurs économiques d'améliorer la qualité de leurs produits, à travers le respect des normes nationales et internationales* », a-t-il expliqué avant d'ajouter qu'elle aide à la protection des consommateurs et

à garantir aux populations des biens et services de qualité.

Ainsi, au niveau commercial, la métrologie concourt à l'amélioration des recettes fiscales, à travers la certification des poids des conteneurs pour faciliter la sécurité des ports et l'augmentation des taxes à percevoir par l'Etat. Poursuivant, l'émissaire du Président de la République a indiqué que le présent projet de loi vise à adapter la législation ivoirienne aux dispositions du règlement n°08/2014/CM/UEMOA instituant un système harmonisé de métrologie dans les Etats membres de l'UEMOA ; assurer une meilleure mise en œuvre de la politique métrologique en Côte d'Ivoire en prenant en compte tous les aspects de la métrologie et enfin, à intégrer la formule du serment des agents de la structure nationale de métrologie.

Après avoir produit la seule déclaration consécutive à l'exposé des motifs lue par le sénateur Privat Séri Bi Guessan, le groupe parlementaire du PDCI l'a pris en compte et a demandé à l'ensemble des sénateurs de la CRSTE de voter pour le

projet présenté. Au terme des échanges, le projet de loi relatif au système national de métrologie en Côte d'Ivoire a été voté à l'unanimité des 15 députés présents sur les 16 que compte la commission de la Recherche, de la Science, de la Technologie et de l'Environnement.

Ensuite, dans l'après-midi, face aux sénateurs membres de la commission des Affaires économiques et financières (CAEF), le ministre Souleymane Diarrassouba a présenté le projet de loi portant ratification de l'ordonnance n°2013-389 du 8 mai 2019 modifiant l'ordonnance n°2013 relative à la concurrence. A l'occasion, il a expliqué que la réforme vise à lutter contre la vie chère et s'inscrit dans le cadre de la mise en œuvre du programme social du gouvernement. Mieux, il a précisé qu'elle contribuera à instaurer la libre concurrence dans les échanges commerciaux.

Au terme de l'examen de l'article unique, le projet de loi a été adopté à l'unanimité des 16 membres de la CAEF.



***Chambre Nationale de Métiers de Côte d'Ivoire***  
***01 BP 8613 Abidjan 01 - Tél. : 22 41 47 38***

Par Yacouba Cissé

LUTTE CONTRE LA CONCURRENCE DÉLOYALE

## La Direction de la répression des fraudes saisit plus de 14 000 tôles de couverture

Une équipe de la répression des fraudes du ministère du Commerce et de l'Industrie, conduite par le Sous-directeur Bénénger Kponé Zimo vient de réaliser un joli coup de filet en mettant le grappin sur des opérateurs économiques véreux.

Sur information anonyme, cette équipe, a fait irruption dans les locaux de l'entreprise Ivoire Fer, sise à Marcory Zone 4, le mardi 5 novembre dernier. Elle y a saisi plus de 14.000 tôles de couverture d'une valeur de 30 millions FCFA.

« Il s'agit de tôles de couverture. Depuis quelque temps, nos services ont été saisis d'une information selon laquelle, il existe certaines tôles de couverture dont on ignore totalement la provenance et l'origine », a expliqué M. Bénénger Zimo, qui a ajouté que la suspicion planait sur la qualité de ces tôles.

Grâce à une enquête minutieusement menée par les inspecteurs du service de la répression des fraudes, le pot aux roses a été découvert. Avec en toile de fond, 14 600 feuilles de tôles d'une valeur de 30 millions FCFA. Bien entendu les feuilles



Intervention du représentant du Ministère en charge du commerce et de l'industrie.

de tôles saisies ne respectent aucune disposition réglementaire, d'autant plus qu'elles n'étaient pas marquées par des précisions sur la longueur, la largeur, l'épaisseur, le nom de l'importateur et du fabricant.

Des échantillons ont été acheminés au laboratoire pour des analyses encore plus approfondies. Reconnaisant les

faits, les propriétaires demandent plutôt la clémence de l'administration, parce qu'ils ignoraient les réglementations en la matière. Selon leurs explications, c'est la toute première fois qu'ils font de telles importations. Ordinairement, ils interviennent notamment dans le fer à béton, et d'autres matériaux de construction. Selon le Sous-directeur de la répression des fraudes, ils encourrent des sanctions d'ordre pénal ou des amendes transactionnelles.

« Les résultats d'analyses nous permettront d'apprécier l'ampleur de la situation, en ce qui concerne la qualité de la tôle de couverture incriminée. Nous pourrions alors mieux nous prononcer », a-t-il annoncé, avant de lancer un appel à la responsabilité à l'endroit des opérateurs du secteur des matériaux de construction. Car, selon lui, Les effondrements des maisons tirent leur source de la mauvaise qualité des matériaux. « L'Etat est très regardant, notamment Monsieur Souleymane Diarrassouba, ministre du Commerce et de l'Industrie qui suit ces éléments de très près », a mis en garde Bénénger Kponé Zimo.



Une vue des tôles saisies.

## NIAKARAMANDOUGOU

## The state strengthens its commitment in improving basic social services

**T**he President Alassane Ouattara, during a meeting on November 28, 2020, reaffirmed the involvement of the Government to improve the basic social service in Niakara. Indeed, he asserts: “the Government has invested huge sum of money in this Department to address the issue of electrification, education, pumped water, health, security and road infrastructures.” Despite these efforts, many remain to be done. Thus, the Gendarmerie Brigade and a Police Station in Tafire will be built to meet the challenge of security.

As for the access to potable water, the Head of State has ensured the maintenance of human-powered pumps under the Government’s Social Programme (PSGouv).

Alassane Ouattara has also indicated that the government intends to go further with the construction of new pumps, boreholes and especially the connection from the Bandama River, in order to allow a regular supply of potable water to the localities of the department.

In the health sector, over the period 2019-2020, the state is

planning to build laboratory buildings and radiology services and others medical facilities in the hospital of Tafire.

Source : CICG



### “ONE DAY, ONE MILLION TREES” CEREMONY

## Amadou Gon Coulibaly ensures the government’s commitment to restore the forest cover



**D**uring a tree-planting operation at the Prime Minister’s Office garden on 18 November in Abidjan, the ivoirian Prime Minister Amadou Gon Coulibaly reaffirmed the government’s commitment to restore the country’s forest cover.

As he says : *“I think it is important that the authorities in the country set an example by planting trees. The President of the Republic has done so, we are also doing so today, to show the government’s determination to work to rebuild the forest cover.”*

The Head of the Government reported that the operation “One day, one million trees”, launched during the National Day of Peace, on 15 November 2019 in the municipality of Koumassi, remains a proof of the government’s willingness to fight not only against deforestation, but also to protect the future generations against global warming.

## BHCI TAKEOVER

## The State aims at securing customers' savings



The Minister of Economy and Finance, Adama Coulibaly, declared on November 27, 2019 in Katiola, that the takeover by the State of the Banque de l'Habitat de Côte d'Ivoire (BHCI) meets the imperative of protecting the customers. According to the Minister of Economy and Finance, the takeover of the Bank results from the inability of the buyer, Westbridge, to comply with the injunctions of the Banking Commission, which are in fact the reasons for BHCI's cash-flow difficulties.

Adama Coulibaly has indicated that Westbridge has been unable to meet the conditions imposed by the Banking Commission, namely the completion of the sale process of the bank by 15 October 2019 and the recapitalization of the Bank by 31 October 2019.

The meeting of representatives of the State on the board of directors of the BHCI, which took place on November 27, 2019, has completed the process of taking control of the bank by the State.

Source : CIGC

## PAGOF REGIONAL SEMINAR

## Minister Souleymane Diarrassouba reaffirms the Government's confidence in the PGO initiative

The Minister of Commerce and Industry, Souleymane Diarrassouba, opened the 2019 Regional Seminar of the Support Project for Francophone Open Governments (PAGOF) at the Radison Blue in Port-Bouët. He then reaffirmed the Government's confidence in the Open Government Partnership (PGO) initiative.

"Our commitment to join the PGO goes back to the London World Summit in 2013 and is in line with our country's desire to place participatory management and transparency at the heart of its public governance," he said. He added that "this permanent quest is perceptible through Côte d'Ivoire's national and international commitments as well as our successive development programs (PND 2012-2015 and PND 2016-2020)..."

The involvement of the country in this initiative reflects the country willingness to set new instruments which are able to give new momentum to good governance policy in harmony with the Millennium Challenge Corporation (MCC), the Extractive Industries Transparency

Initiative (EITI), Doing Business, and the African Peer Review Mechanism (APRM).

"In this perspective and under the leadership of His Excellency Alassane OUATTARA, President of the Republic, Côte d'Ivoire has initiated various reforms. These include, at the institutional level, the establishment

of the Higher Authority for Good Governance as well as the improvement of the legislative framework in the fight against corruption (with the declaration of assets of elected officials, public officials and senior State officials and access to information of public interest)", declared the Minister Souleymane Diarrassouba.



## DEVELOPMENT OF INDUSTRIAL ZONES

## Funding for Akoupé-Zeudji industrial park

The financing for the development of the PK24 industrial park is now completed. It became a reality on Friday, November 8, 2019 with the signing of two agreements. The first between the Ministry of Commerce and Industry and the African Export-Import Bank (Afreximbank) and the second

between the Ministry to the Prime Minister office in charge of the Budget and the State Portfolio and Afreximbank. According to the Minister Souleymane Diarrassouba *“The agreement for the development of the Akoupé-Zeudji PK24 industrial park is a unique model in which Afreximbank is involved as a developer.*

*(...) Thus, with national partners, the bank will develop, build, manage, operate and maintain a 113-hectare industrial park.”*

Under this agreement, in addition to roads and pipelines, the Akoupé-Zeudji industrial park KP 24 will include buildings and hangars in accordance with international standards, depending on the quality of the companies that wish to set up in this park.

As for Afreximbank's President, Dr Benedict Oramah, the bank's objective is to attract global investors in the industrial sector and foster improved and competitive access to African and global markets.

With a total cost of about US\$300 million and with a capacity to accommodate 60 companies, the Akoupé-Zeudji industrial park PK 24 will help create 10,000 direct jobs, as well as indirect jobs for young Ivorians in particular.



## CÔTE D'IVOIRE PUBLIC TREASURY

## The Listening Centre inaugurated

To better improve its customer relations, the Public Treasury of Côte d'Ivoire has inaugurated a monitoring center located on the ground floor of the Cité Financière in Abidjan-Plateau. This ceremony was chaired by the minister of finance Adama Coulibaly. Talking about the reasons for the setting up of this centre, the General Manager of the Treasury and Public Accounting, Assahoré Konan Jacques, has expressed the commitment of his department to put the satisfaction of the client a top priority. As such, the new monitoring centre becomes a key element of the Treasury's communication policy. Indeed, through this modern and innovative system, the National Treasury Department is being able to point out and centralize all the needs of its stakeholders in order to provide appropriate responses. The Listening Centre is also a unique, dynamic and interactive interface to facilitate and speed up the access of users/



customers to its services by listening carefully to their needs, requirements and expectations in order to bring a long and lasting satisfaction.

According to the General Manager, this Listening Centre offers not only face-to-face contact, but also telephone and online interface. The centre is

designed for a wide and varied target group, composed of development partners, public, para-public and private organizations, pensioners, employees and taxpayers, suppliers and various service providers, the media, etc. The Listening Centre is also opened to the general public.

## SENATE/YAMOOUSSOUKRO CRSTE and CAEF senators pass two bills



**T**he Minister of Commerce and industry introduced two bills to the senate on Monday, November 18, 2019 at the Foundation Félix Houphouët-Boigny in Yamoussoukro. To the senators of the Research, Science, Technology and Environment commission, the emissary of the head of the State has introduced a bill related to the national system of metrology. In the preamble of the first bill, The

Minister of Trade and Industry has laid the emphasis upon the importance of the metrology in the performance of the economic operators. In this perspective, he asserted: “metrology contributes to the competitiveness of enterprises by enabling economic operators to improve the quality of their products in complying with national and international standards”. He added that metrology helps to protect consumers and provide

sound quality service and goods to the population.

In his preamble, Mr. Souleymane Diarrassouba has also indicated that this bill aims at adapting the Ivorian legislation to the provisions of Regulation n°08/2014/CM/UEMOA instituting a harmonized metrology system in WAEMU member states; ensuring better implementation of metrology policy in Côte d'Ivoire by taking into account all aspects of metrology... After a debate the bill was passed supported by the senators of this commission.

In the afternoon, he introduced

Then, in the afternoon, before the senators' members of the Economic and Financial Affairs Commission (CAEF), Minister Souleymane Diarrassouba introduced the bill ratifying the ordinance n°2013-389 of May 8, 2019 amending the ordinance n°2013 on competition. On his speech, he explained that the reform aims at sorting out high living costs which remains part of the Government's social program. This bill when passed, will contribute to the introduction of free competition in trade. At the end of the examination of the single article, the bill was passed.

## FIGHT AGAINST UNFAIR COMPETITION the Criminal Fraud Authority seizes more than 14,000 cover sheets

**B**ased on anonymous information, a team of the Criminal Fraud Authority burst into the premises of the company Ivoire Fer located in Marcory Zone 4, on Tuesday, November 5. It seized more than 14,000 cover sheets, representing 30 million FCFA.

The seized sheet metal does not comply with any of the regulatory provisions, especially since it was not marked with details of length, width, thickness, the name of the importer and the manufacturer.

Samples were sent to the laboratory for further analysis. Acknowledging the facts, the owners instead asked for leniency from the administration, because they ignored the relevant regulations. According to their explanations, this is the very first time they have made such imports. According to the Deputy Director of Fraud Control, they are subject to criminal sanctions or transactional fines.



## CHIFFRES MARQUANTS

**22**

Le nombre de ponts majeurs réalisés par le Gouvernement depuis 2011.

**46,6%**

Le taux d'accès des PME à la Commande en Côte d'Ivoire en 2019.

**2,271 millions**

C'est le nombre de passagers accueillis à l'aéroport Félix Houphouët-Boigny au cours de l'année 2019.

**6000**

C'est le nombre d'identifiants uniques d'entreprises délivré par le CEPICI en 05 mois

**150.000**

c'est le nombre de femmes financées par le FAFCI.

**882**

c'est le nombre de localités qui bénéficie des projets de filets sociaux productifs

**283 de milliards FCFA**

C'est le montant accordé par la BAD pour soutenir le programme social du gouvernement.

**142 milliards de FCFA**

le coût total du 3<sup>ème</sup> pont devant relier la commune de Yopougon à celle du Plateau.

**2505,7 de milliards de FCFA**

le montant des dépenses pro-pauvres en 2019.

**60 de milliards FCFA**

Le montant du financement accordé par la Banque Mondiale en faveur des projets des jeunes en Côte d'Ivoire.

**237 milliards de FCFA**

C'est le montant des décaissements autorisés par le Conseil d'Administration de la BOAD en faveur des économies de l'UEMOA.

**450.000 tonnes**

La production de la banane dessert en Côte d'Ivoire.

**100.000**

Le nombre de famille qui bénéficieront du projet de filets sociaux (36.000Fcf /Trimestre) en décembre 2019.

**32,5 de milliards de FCFA**

Le coût total de l'échangeur du carrefour Solibra de l'amitié ivoiro-japonaise.

**2138,6 milliards de FCFA**

C'est le niveau de la commande publique pour l'Etat ivoirien pour l'année 2019.

**1000 milliards de FCFA**

C'est le montant du plan social du gouvernement (PS GOUV) 2019-2020

## NIAKARAMANDOUGOU

**26 nouvelles localités électrifiées entre 2017 et 2018**

Grâce à la politique d'électrification tous azimuts du gouvernement, ce sont 26 nouvelles localités, sur les 39 que compte le département de Niakaramandougou, qui ont été électrifiées entre 2017 et 2018. Auparavant, seules 9 l'étaient. Cela porte le nombre de localités électrifiées à 35. Le taux de couverture qui était de 23 % en 2016 est passé ainsi à 90 % en 2018.

La connexion au réseau électrique des localités a nettement amélioré le bien-être des populations locales. Elle a favorisé l'accès aux commodités de la vie moderne et la création d'activités génératrices de revenus. L'impact de l'électrification s'est particulièrement fait ressentir sur le plan scolaire : « Les résultats se sont améliorés en 2019, avec un taux de réussite au



BEPC de 66 % à Niakaramandougou et de 79 % à Tafiré, contre moins de 50 % les années antérieures. Grâce à l'électrification, les élèves étudient dans de meilleures conditions », explique M'Bégnan Koné, cadre de Niakaramandougou. L'augmentation du taux de couverture a été favorisée par le Programme national d'électrification rurale (PRONER) qui vise à électrifier d'ici à 2020 toutes les localités d'au moins 500 habitants.

Par Souleymane Sangaré

## “PRIX ALASSANE OUATTARA DU JEUNE ENTREPRENEUR ÉMERGENT” Plus de 600 emplois créés en 5 ans

Instauré en 2014, “Le Prix Alassane Ouattara du Jeune entrepreneur émergent” a favorisé l’insertion socio-professionnelle de 180 jeunes et la création de 606 emplois directs en 5 ans, pour un investissement d’un milliard de FCFA. “Le Prix Alassane Ouattara du Jeune entrepreneur émergent” est une réponse concrète à la problématique du chômage des jeunes. Il est mis en œuvre par le District d’Abidjan, en vue de favoriser l’auto-emploi.

Les lauréats ont bénéficié de formations financière, technique, juridique et administrative.

« Ce prix m’a permis d’augmenter la capacité de production de mon entreprise d’engrais bio et d’employer 32 personnes », témoigne Romaric Kouamé, lauréat de l’édition 2017. Doté d’un montant de 5 millions de FCFA pour le meilleur candidat, le Prix a permis aux bénéficiaires d’initier des projets, dont 98 % ont pu aboutir.



### EMPLOI JEUNES

## Le gouvernement prévoit la mise en stage et en apprentissage de 225 000 jeunes

**P**résidant la cérémonie de lancement du Programme national de stage et d’apprentissage, le ministre de l’Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique, Abdallah Albert Toikeusse Mabri, a déclaré que le gouvernement va mettre en stage et en apprentissage 225 000 jeunes d’ici à 2020.

« Le gouvernement prévoit la mise en stage et en apprentissage de 225 000 jeunes d’ici à fin 2020. A ce jour, 100 000 offres de stages de validation de diplômes, 50 000 offres de stages de qualification et

25 000 postes d’apprentissage ont pu être répertoriées », a déclaré Abdallah Albert Toikeusse Mabri qui représentait le Premier ministre, Amadou Gon Coulibaly.

Selon lui, l’objectif est d’améliorer significativement l’employabilité des jeunes, en leur permettant de valider leurs diplômes, d’acquérir une expérience professionnelle et d’apprendre un métier.

En effet, le Programme national de stage est une réponse du gouvernement à deux difficultés auxquelles sont confrontés de nombreux jeunes Ivoiriens. Il s’agit de l’obtention d’un stage pour valider leurs diplômes ou d’un stage en entreprise pour acquérir l’expérience exigée souvent par les employeurs. Cette initiative entre dans le cadre de la mise en œuvre de l’axe 4 du programme social du gouvernement portant sur l’insertion professionnelle des jeunes à court, moyen et long termes.

Le Programme national de stages et d’apprentissage est intervenu après le lancement, le 1er août 2019, des guichets uniques de l’emploi.



AUDIENCE DU MEF

## Le nouvel Ambassadeur des Etats-Unis en Côte d'Ivoire salue une économie ivoirienne « attractive »



Le ministre Adama Coulibaly et Richard Keith Bell.

**S**EM. Richard Keith Bell, nouvel ambassadeur des États-Unis d'Amérique en Côte d'Ivoire, a été reçu en audience par le ministre de l'Économie et des Finances (MEF),

Adama Coulibaly, au 19<sup>ème</sup> étage de l'immeuble Sciam au Plateau. Au terme de cette audience d'une trentaine de minutes, le diplomate américain a déclaré : « Je suis le nouvel ambassadeur américain. Je viens d'arriver, il y a quelques semaines. Il est normal que je passe présenter mes respects à Monsieur le ministre. Evidemment, l'économie ivoirienne est très importante pour toute la sous-région. J'ai même pu faire part à Monsieur le ministre que quand j'étais en poste au Niger, qui n'est même pas un pays limitrophe, la crise en Côte d'Ivoire a affecté de manière négative l'économie nigérienne. C'est dire que votre pays joue un rôle très important dans la région. Et j'ai eu l'occasion de féliciter la Côte d'Ivoire à travers Monsieur le ministre, pour le fait que ce pays ait été reconnu éligible pour un investissement important de la part des États-Unis dans le cadre du MCC (Millennium Challenge Corporation, NDLR). Et remplir les critères pour cet accord avec le MCC signifie également que la Côte d'Ivoire rend son économie plus attractive aux investisseurs potentiels. »

COOPÉRATION

## Le ministre ivoirien de l'Économie et des Finances invite les opérateurs économiques singapouriens à investir en Côte d'Ivoire

**A**u sortir d'une séance de travail interministérielle avec une délégation du gouvernement singapourien à Abidjan, le ministre de l'Économie et des Finances, Adama Coulibaly, a invité les opérateurs économiques singapouriens à investir en Côte d'Ivoire.

« La Côte d'Ivoire a fait le choix d'un libéralisme économique, afin de bénéficier d'investissements de capitaux étrangers et d'apports technologiques. Nous devons donc travailler ensemble au renforcement du cadre d'investissement et du commerce entre les secteurs privés de nos deux pays. Notamment en encourageant les opérateurs économiques singapouriens à investir davantage en Côte d'Ivoire qui est la porte d'entrée du vaste marché de la sous-région ouest-africaine », a insisté Adama Coulibaly.

Le ministre de l'Économie et des Finances a rappelé les performances économiques de la Côte d'Ivoire qui, selon le rapport Doing Business, en font l'un des pays les plus réformateurs au monde. Il a réitéré la volonté du gouvernement d'aller plus loin dans l'amélioration des conditions de vie des Ivoiriens.

Le chef de la délégation singapourienne, ministre d'État, ministre en charge de la coordination des politiques sociales,

Tharman Shanmugaratnam a, quant à lui, indiqué que son pays intervient déjà en Côte d'Ivoire dans la transformation des produits agricoles. Il en a appelé au renforcement et à la diversification des relations entre les deux pays, notamment dans les domaines de la planification urbaine, du logement, du commerce, etc.



Le Ministre Adama Coulibaly, saluant un opérateur singapourien.

## DÉVELOPPEMENT ET PAIX

# Le Premier ministre, Amadou Gon Coulibaly, a échangé avec Mgr Bruno-Marie Duffé

**A**u sortir d'une audience que le Premier ministre ivoirien, Amadou Gon Coulibaly, lui a accordée, le 14 novembre 2019 à Abidjan, Monseigneur Bruno-Marie Duffé,



Monseigneur Bruno Marie Duffé au sortir de l'audience.

Secrétaire général du dicastère du Vatican pour le service du développement humain intégral, en charge de la doctrine sociale de l'église, a indiqué que le Vatican entend renforcer sa coopération avec la Côte d'Ivoire.

Cette audience a été l'occasion pour les deux personnalités de parler de développement et de paix en se focalisant sur la dimension spirituelle et religieuse.

La délégation conduite par Monseigneur Bruno-Marie Duffé était en Côte d'Ivoire dans le cadre d'un séminaire organisé à l'initiative conjointe de l'Ambassade de Côte d'Ivoire près le Saint Siège et du dicastère du Vatican pour le service du développement humain intégral.

Ce séminaire a eu pour thème : « Développement humain intégral, chemin de paix et chemin d'avenir ».

Il visait entre autres, à mettre en relief la dimension spirituelle et religieuse du développement et de la paix.

5<sup>ème</sup> REVUE ANNUELLE DE L'UEMOA

## La Côte d'Ivoire fait un bond qualitatif

*Selon ce rapport, la locomotive de la sous-région ouest africaine a affiché 80% de mise en œuvre des réformes et 66% d'exécution des projets et programmes pour l'année 2019.*

**L**a commission de l'Union économique et monétaire ouest-africaine (Uemoa), conduite par son président Abdallah Boureima et la partie ivoirienne par Adama Coulibaly du ministère de l'Economie et des Finances, ont partagé, ce lundi 25 novembre 2019, au 20<sup>ème</sup> étage de l'immeuble Sciam, les conclusions de la revue annuelle 2019 des réformes, politiques, programmes et projets communautaires en Côte d'Ivoire.

Les deux parties ont échangé sur les conclusions consignées dans un mémorandum des travaux des experts qui ont eu lieu du 21 au 23 octobre 2019 à Abidjan. Mais avant même le début des travaux, le ministre de l'Economie et des Finances, a annoncé que cette revue en cours a permis d'enregistrer des progrès notables dans la mise en œuvre des textes et projets communautaires en Côte d'Ivoire.

En attestent les résultats de la revue 2019 devant être l'objet d'échanges entre la commission et la partie ivoirienne : un taux moyen de mise en œuvre des réformes de 80% contre 69% en 2018, soit un accroissement de 11 points de pourcentage et un taux d'exécution physique des projets et programmes passant de 61% en 2018 à 66% en 2019, avec un indice de performance de 49% en 2019.

Des chiffres confirmés par le président Abdallah Boureima, puis le commissaire de l'UEMOA en charge du département des politiques économiques et de la fiscalité intérieure, Mamadou Makhtar Diagne, qui a présenté l'économie du mémorandum au cours des travaux.

Le ministre Adama Coulibaly a félicité la commission pour



Le Président de la commission de l'UEMOA lors du point de presse

l'initiative de la mise à disposition des Etats d'un guide relatif aux méthodes et techniques de transpositions des directives de l'UEMOA et du modèle d'acte de notification. Soulignant que ces outils vont contribuer fortement à harmoniser les méthodes et faciliter le travail des administrations, il a réitéré sa disponibilité ainsi que celle de ses collègues « à travailler à la mise en œuvre des recommandations adressées aux gouvernements pour arriver à une cadence plus accélérée de la transposition des textes communautaires. » Aussi promet-il une application et une mise en œuvre des projets et programmes communautaires de l'UEMOA en Côte d'Ivoire.

Conformément aux dispositions de la décision du conseil des ministres du 19 décembre 2013, précise le président de la commission de l'UEMOA, le ministre de l'Economie et des Finances et lui rendront compte ce mardi au Premier ministre Amadou Gon Coulibaly des résultats de l'évaluation consignés dans le mémorandum consensuel.

# BILAN DES ACTIVITÉS 2019 DU MINISTÈRE DE L'HYDRAULIQUE

*Créé par décret N° 2018\_618 du 10 Juillet 2018 par la volonté du Président de la République SEM Alassane OUATTARA, le Ministère de l'Hydraulique a pour mission principale de garantir l'accès à l'eau potable de toutes les populations vivant en Côte d'Ivoire. Le Ministère de l'Hydraulique, Pour réussir cette mission, mène plusieurs actions au quotidien dont les plus saillants en 2019 sont :*

## 1. EN MILIEU RURAL

Le Programme Social du Gouvernement volet hydraulique concerne la réparation, la réhabilitation et la maintenance de 21000 pompes en milieu rural d'un montant de 17 milliards Fcfa. Le coup d'envoi du lancement élargi de ce projet a été donné à Etoubeti dans le département d'Aboisso le lundi 27 mai 2019 par le Premier Ministre, SEM Amadou Gon Coulibaly. Une solidarité Gouvernementale a procuré un cachet particulier à ce projet. Il est en cours d'exécution et au plus tard le 30 juin 2020 les 8500 pompes en panne seront réparées ou remplacées.

## 2. EN MILIEU URBAIN

En 2019, c'est Trente-six (36) châteaux d'eau qui ont été inaugurés par le Ministère de l'Hydraulique sur toute l'étendue du territoire national afin de garantir l'accès des populations à l'eau potable.

Au-delà de ces Trente-six (36) châteaux d'eau inaugurés, quatre-vingt-six (86) projets sont en cours d'exécution pour un montant global de cinq-cent-quatre-vingt-un (581) milliards de Fcfa, dont la réalisation de 500 forages dans les régions du TONKPI, GUEMON et CAVALLY, de 120 forages dans les Districts du DENGUÉLÉ (Régions du Kabadougou et du Folon) et des SAVANES (Régions du Poro, Tchologo et de la Bagoué), le projet de la Mé pour renforcer l'Alimentation en Eau Potable (AEP) d'Abobo et de Cocody Nord, les projets de Bouna, de Bondoukou, d'Abengourou, d'Adzopé, de Bingerville, de Sinfra, et de Gagnoa etc....), les projets structurants des douzes villes de Côte d'Ivoire.

Il est à signaler que 14 autres projets sont en négociation, pour un montant estimé à plus de 1200 milliards.

Pour cette année 2020, le Ministre de l'Hydraulique, Laurent Tchagba a décidé d'accélérer les choses, trois châteaux d'eau déjà inaugurés à Dondi (Oumé), Kafoudougou (Dabakala) et Arokpa (Sassandra).

Et pour faire face à la pénurie d'eau constaté dans plusieurs quartiers du District d'Abidjan, le projet APTF (Amélioration des Performances Techniques et Financières du secteur de l'eau potable) d'un coût global de 47 milliards de Fcfa sera lancé par le gouvernement à partir du 1<sup>er</sup> mars 2020. Ce projet d'Amélioration de la desserte en eau potable dans le District d'Abidjan concerne 155 sous-quartiers dépourvus de canalisations, le lancement de ce projet se fera concomitamment avec la lutte contre la fraude sur le réseau d'eau potable qui est une menace à Abidjan. En prélude au lancement de ce vaste projet, le Ministre Laurent Tchagba a déjà entrepris une tournée d'information et de sensibilisation auprès des populations afin de les rassurer de la fin prochaine du manque d'eau dans le District d'Abidjan.

Le gouvernement est à pied d'œuvre pour garantir l'accès à l'eau potable de toutes les populations. Il exhorte les populations à la patience et à l'engagement pour la lutte contre la fraude qui est un véritable fléau.



## K E Y S T A T I S T I C S

**22**

The number of major bridges built by the Government since 2011

**46.6%**

The rate of SME access to public orders in Côte d'Ivoire in 2019.

**2.271 million**

The number of passengers at Felix Houphouët Boigny Airport in 2019.

**6000**

The number of unique business identifiers issued by CEPICI in 05 months.

**150,000**

This is the number of women financed by the FAFCI.

**882**

The number of localities benefiting from productive social net projects

**283 billion FCFA**

It represents the amount granted by the AfDB to support the Government's social programme.

**142 billion FCFA**

The total cost of the 4th bridge which will link the municipality of Yopougon to that of Plateau.

**2505.7 billion FCFA**

The amount of pro-poor expenditure in 2019.

**450,000 tonnes**

Banana production rate in Côte d'Ivoire.

**60 billion FCFA**

Fund provided by the World Bank to support youth projects in Côte d'Ivoire.

**237 billion FCFA**

Is the amount authorized by the Board of Directors of the WADB for WAEMU economies.

**100,000**

The number of families that will benefit from the social safety net project (CFAF 36,000 /Quarterly) in December 2019.

**32.5 billion FCFA**

The total cost of the Solibra Crossroads Interchange.

**2138.6 billion FCFA**

The level of public procurement for the Ivorian State for the year 2019.

**1000 billion FCFA**

The amount of the Government's Social Plan (PS GOUV) 2019-2020.

## NIAKARAMANDOUGOU 26 new localities electrified from 2017 to 2018

Thanks to the government's comprehensive electrification policy, 26 new localities out of the 39 in the department of Niakaramandougou were electrified from 2017 to 2018. Previously, only 9 were electrified. This brings the number of electrified localities to 35. The coverage rate has increased from 23% in 2016 to 90% in 2018.

The connection to the local electricity network has significantly improved the well-being of the local population. It has facilitated the access to modern life facilities and the creation of income-generating activities. The impact of electrification has been particularly positive in the area of education: "school results improved in 2019, with a success rate for the BEPC exam of 66% in Niakaramandougou and 79% in Tafiré, compared to less than



50% in the previous years. Thanks to electrification, students are now studying in better conditions," explains M'Bégnan Koné, a manager in Niakaramandougou. The increase in the coverage rate has been encouraged by the National Rural Electrification Programme (PRONER), which aims at electrifying all localities with at least 500 inhabitants by 2020.

## “ALASSANE OUATTARA YOUNG EMERGING ENTREPRENEUR AWARD” More than 600 jobs created in 5 years

**E**stablished in 2014, “The Alassane Ouattara Young Emerging Entrepreneur Award” has promoted the socio-professional integration of 180 young people and the creation of 606 direct jobs in 5 years, for an investment of one billion FCFA.

The “Alassane Ouattara Young Emerging Entrepreneur Award” is a concrete response to the problem of youth unemployment. It is implemented by the District of Abidjan, with a view to promote self-employment.

The winners have benefited from financial support, technical, legal and administrative training. “This prize has enabled me to increase the production capacity of my organic fertilizer company and to employ 32 people,” says Romaric Kouamé, winner of the 2017 edition. Endowed with CFAF 5 million for the best candidate, the prize enabled the beneficiaries to initiate projects, 98% of which were successful.



### YOUTH EMPLOYMENT

## The Government plans to get 225,000 young people involved in internships and apprenticeships

**P**residing over the launching ceremony of the National Internship and Apprenticeship Programme, the Minister of Higher Education and Scientific Research, Abdallah Albert Toikeusse Mabri, said that the government will provide internships and apprenticeships to 225,000 young people by 2020.

According to him, the objective is to significantly improve the employability of young people by enabling them to validate their diplomas, acquire work experience and learn a business.

Indeed, the National Internship Programme is a government

response to two challenges met by many young Ivorians: obtaining an internship to validate their diplomas or to get the experience often required by employers. This initiative is part of the implementation of the axis 4 of the Government’s Social Programme on the professional integration of young people in the short, medium and long term.

The National Internship and Apprenticeship Program came into force after the launching of the single-window employment services on 1 August 2019.



## MEF HEARING

## New US Ambassador to Côte d'Ivoire hails “attractive” the Ivorian economy



**H**is excellence Richard Keith Bell, the new Ambassador of the United States of America in Côte d'Ivoire, was officially hosted by the Minister of Economy and Finance (MEF), Adama Coulibaly, on the 19th floor of the Sciam building in Plateau.

At the end of the 30-minute hearing, the U.S. diplomat has declared, “I am the new U.S. ambassador. I arrived a few weeks ago (...). Obviously, the Ivorian economy is very important for the entire sub-region. When I was working in Niger, which is not even a neighbouring country, we noticed that the ivorian crisis has negatively affected the economy of this country. This means that your country plays a very important role in the region. And I had the opportunity to congratulate the country representatives for the eligibility of the country to the MCC (Millennium Challenge Corporation, NDLR). And meeting the MCC agreement criteria also means that the country has become more attractive to potential investors.

## COOPERATION

## Ivorian Minister of Economy and Finance calls on Singaporean economic operators to invest in Côte d'Ivoire

**A**t the end of an inter-ministerial working session with a delegation of the Singaporean government in Abidjan, the Minister of Economy and Finance, Adama Coulibaly, has invited Singaporean economic operators to invest in Côte d'Ivoire.

“Côte d'Ivoire advocates economic liberalism in order to benefit from foreign capital investment and technological transfer. We must therefore work together to develop an investment framework and set businesses between the private sectors of our two countries. Mainly, by encouraging Singaporean economic operators to invest more in Côte d'Ivoire, which is the gateway of the vast market of the West African sub-region,” says Adama Coulibaly.

The Minister of Economy and Finance has laid the emphasis upon the economic performance of Côte d'Ivoire which, according to the Doing Business report, makes it one of the most reformist countries in the world. He has reiterated the government's willingness to go further in improving the living conditions of Ivorians.

The head of the Singaporean delegation, Minister of State, in charge of the coordination of social policies, Tharman Shanmugaratnam, has indicated that his country is already

involved in Côte d'Ivoire in the processing of agricultural products. He called for the strengthening and diversification of relations between the two countries, particularly in the areas of urban planning, housing, trade, etc. He also called for the strengthening of the relationship between the two countries.



## DEVELOPMENT AND PEACE

## Prime Minister Amadou Gon Coulibaly discusses with Bishop Bruno-Marie Duffé



At the end of an audience with the Ivorian Prime Minister, Amadou Gon Coulibaly, on 14 November 2019 in Abidjan, Mgr Bruno-Marie Duffé, General Secretary of the Vatican Dicastery for the Service of Integral Human Development, in charge of the social doctrine of the Church, has expressed the Vatican's will to strengthen its cooperation with Côte d'Ivoire.

This audience was an opportunity for the two personalities to talk about development and peace, focusing on the spiritual and religious dimension.

The delegation led by Monsignor Bruno-Marie Duffé was in Côte d'Ivoire as part of a seminar organized by both the Embassy of Côte d'Ivoire to the Holy See and the Vatican Dicastery for the Service of Integral Human Development. The topic of the seminar was: "Integral Human Development, Path of Peace and Path of the Future". It aimed, among other things, at highlighting the spiritual and religious dimension of development and peace.

## WAEMU 5TH ANNUAL REVIEW

## Côte d'Ivoire has made a significant step

*According to this report, the West African sub-region's locomotive implemented 80% of the reforms and 66% of the projects and programs in 2019.*

The commission of the West African Economic and Monetary Union (WEAMU) led by its president Abdallah Boureima and the Ivorian Ministry of Economy and Finance, Adama Coulibaly, shared views, on Monday, November 25, 2019, on the conclusions of the 2019 annual review of reforms, policies, programs and community projects in Côte d'Ivoire.

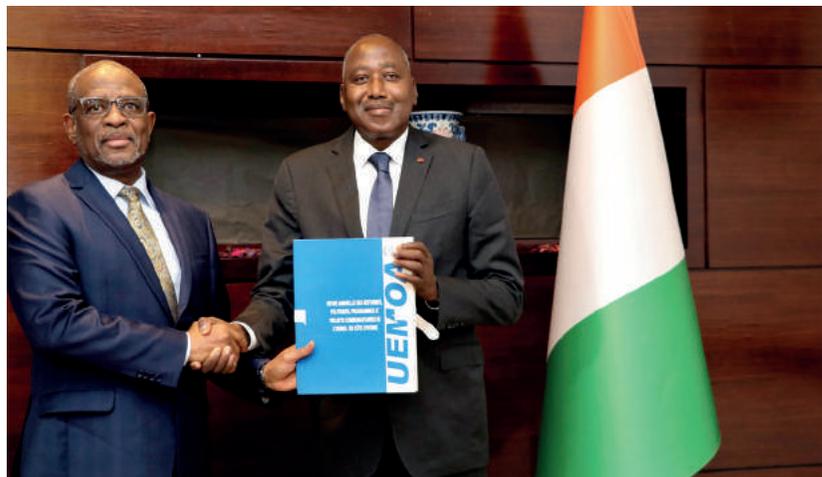
The two parties shared views on the conclusions recorded in a memorandum of the work of the experts, which took place from 21 to 23 October 2019 in Abidjan. But even before the beginning of the work, the Minister of Economy and Finance announced that this ongoing review has led to significant progress in the implementation of community rules

and projects in Côte d'Ivoire.

This is confirmed by the results of the 2019 review. In fact, 80% of the reforms were implemented against 69% in 2018, representing an increase of 11%. As for projects and programs implementation, it rose from 61% in 2018 to 66% in 2019,

with a performance index of 49% in 2019.

These statistics were confirmed by both President Abdallah Boureima and the Uemoa commissioner in charge of the department of economic policies and internal taxation, Mamadou Makhtar Diagne.



GIBTP : Groupement Ivoirien du Bâtiment et des Travaux Publics	Président : PHILIPPE EPONON Secrétaire Général : Auguste YEPIE	Tel : 22 43 77 91 Fax : 21 25 29 57 gibtp@aviso.ci / a.yepie@outlook.com
--	---	--

<b>AGENCE FATY SERVICES</b>	Directeur Général : Mme KONE Fatoumata Ouédraogo	Treichville, boulevard de Marseille, près de la NEI agencefatyservices@gmail.com 21 24 24 57
<b>BANIBAH</b>	Directeur Général : Séjougou COULIBALY	Yopougon, face à la nouvelle Cité Policrière (près du CHU) banibah@banibah.com / banibah@banibah.com 23 53 09 48 /50
<b>BIA-CI SA</b>	Directeur Général : Romain BIA	Rue Louis Lumière – Zone 4 • Derrière Orange CI – Marcory christiane.konanna@biagroup. com romain.bia@biagroup.com 21 35 85 41
<b>BOUYGUES E&amp;S COTE D'IVOIRE</b>	Directeur Général: David MORVANT	22, rue des Foreurs, Abidjan, Zone 3, près du Centre Sportif « Le Calao » d.morvant@bouygues-es.com / a.gueye@bouygues-es.com 21 75 50 00 / 21 75 50 01 / 21 75 50 21
<b>CABINET MERLIN</b>	Directeur : Philippe TORSET	22, Boulevard Claudel, CCM, Plateau ptorset@cabinet-merlin.fr 48 38 67 02
<b>CADERAC S.A.</b>	Directeur Général : M. Xavier BOURGAIN (DG)	PK 4, Autoroute Nord caderac@aol.com 77 31 77 77
<b>C.D.E. (Consortium d'Entreprises)</b>	Directeur Général: Karim CHEMALI	Cannebière Cocody Nestlé chemali.karim@hotmail.fr 22 44 53 43
<b>CFAO EQUIPMENT CI</b>	Directeur Général: Fabrice de CREISQUER (PDG)	Boulevard de Vridi, pas loin de la SGBCI fdecreisquer@cfao.com csegonds@cfao.com sabbaci@cfao.com 21 75 19 00
<b>CICO S.A. (Côte d'Ivoire Construction)</b>	Président Directeur Général: Akpa Mathieu DJEDJERO	II Plateaux, boulevard latrille, face station Oil Lybia (Carrefour Mobile) infocico@cico-ci.com 22 41 35 38
<b>C I E (Compagnie Ivoirienne d'Electricité)</b>	Directeur Général: M. Ahmadou BAKAYOKO	Treichville, avenue Christiani info@cie.ci ; ebonny@cie.ci 21 23 33 00 / 21 23 3416
<b>CIMAF (Ciment de l'Afrique)</b>	Directeur Général: Khalid IBEN KHAYAT – DG	Yopougon ZI Près de la MACA Bandyan.TRAVALY@ cimentsafrique.com 23 50 00 60 /
<b>COLAS AFRIQUE CI (COLAS Afrique succursale Côte d'Ivoire)</b>	Directeur Général: Stéphane KNEBEL	Biétry, rue des Majorettes stephane.knebel@colasafrique.com 21 75 97 70 21 25 63 50
<b>COMOCI (Constructions Modernes de C. I.)</b>	Directeur Général: KOUADJO Kouame	09, Rue des Avodiré, Cocody Cornichee, non loin de la clinique Indénié comoci@aviso.ci 20 30 24 65
<b>DEM CÔTE D'IVOIRE</b>	Directeur Général: Didier OKON	Boulevard de Marseille – Zone 3 info@dem-ci.com 21 25 79 95
<b>DTP SUCCURSALE CÔTE D'IVOIRE</b>	Directeur Général: Thomas PRUVOST	22, rue des Foreurs, Abidjan Zone 3 t.pruvost@bouygues-construction. com 2175 50 00

<b>ECK BTP</b>	Président Directeur Général: Catherine KONE	PK 22 sur l'autoroute du Nord. Près de COLAS eck.entreprise@yahoo.com 23 00 21 26
<b>EKDS NOUVELLE (Entreprise Kone Daouda Soukpafole)</b>	PCA: Daouda KONE	II Plateaux Vallons, Cité Lemania, derrière Paco ekdsnouvelle@yahoo.fr 22 01 72 00
<b>EMCC-CI (Entreprise Morillon Corvol Courbot Côte d'Ivoire)</b>	Gérant: Rodolphe BENADOU	Cocody Ambassades MAFIT, Lot 8 TF 13669 gervais.bouchard@vinci- construction.fr 58 70 20 49
<b>ENSBTP</b>	Directeur Général: Kouadio YAO BADOU	Km 14, route de Dabou Yopougon badou@ensbtp.com gbely@ensbtp.com 23 50 99 90 /23 53 00 99
<b>ETECO (Bureau d'Etudes Techniques Coordination)</b>	Directeur Général: Eric BACHETTA	Marcory Résidentiel, vers la Clinique « Avicenne » eteco.bet@gmail.com eric.bachetta@gmail.com vkonan@eteco-ci.com 21 26 08 36 /21 26 08 38
<b>ETTP (Entreprise de Transport &amp; et Travaux Publics SARL)</b>	Directeur Général : Yao Maciste DJE	Yamoussoukro infos.ettp@yahoo.fr 30 64 20 91
<b>FORACO CI (Forage Rationnel de Construction en Côte d'Ivoire)</b>	Directeur Général : Denis SIMONIN	Impasse, près du Rallye, Rue Thomas Edison, Zone 4/C simonin@foraco.com 21 35 30 13
<b>FRANZETTI CI</b>	Directeur Général : Laurent ROUGET	Koumassi, Zone Industrielle fz.ci@aviso.ci/21 361368/2215 contact@franzetti-ci.com/
<b>GEBAT</b>	Directeur Général : Yao Maxime KRE	Cocody, 7ème tranche gebat@gebat-sa.com 22 52 34 23
<b>GEBATEC (Entreprise de Construction d'Entretien et de Gestion Bâtiment)</b>	Gérant: Martin SILUE	II Plateaux Vallons, Cité Lemania, derrière Paco martin.silue@gebatecsarl.com 22 01 72 00
<b>GECOTP-CI (Générale de Construction et des Travaux Publics – Côte d'Ivoire)</b>	Directeur Général : Abdou Karim BAMBA	II Plateaux Aghien - Cité Sicogi, non loin de la mosquée – Bâtiment I, 2 <sup>ème</sup> étage gecotpci@yahoo.fr 22 42 70 12
<b>GFCI (Groupement Foncier de Côte d'Ivoire)</b>	Directeur Général : Olivier NEBOUT	71, Bd Achalme, Marcory Résidentiel. gfcimy@aviso.ci secretariat@groupement-foncier. com 21 75 86 28
<b>Ivoire Travaux 2000 CATEL SARL (IT 2000 CATEL)</b>	Directeur Général : M. Brahima TRAORE	Plateaux Avenue Noguès. Immeuble RITA, 1er étage it2000catel@gmail.com 20 21 50 29
<b>KINAN SARL</b>	Directeur Général : M. Kolo COULIBALY	II Plateaux, carrefour ancienne ambassade de Chine. dircomkinan@yahoo.fr 22 42 44 04
<b>LABOGEM (Laboratoire de Géotechnique et de Matériaux)</b>	Directeur Général : Alain SEU TIA	Riviera Palmerais, Rue face à Kebeess Hôtel labogem@aviso.ci 22 49 00 30

# RÉPERTOIRE GIBTP

<b>LAFARGE HOLCIM CI.</b> (Société Ivoirienne de Ciment et Matériaux)	Directeur Général : Xavier SAINT MARTIN TILLET	Boulevard portuaire infos-ci@lafargeholcim.com serge. gbotta@lafargeholcim.com 21 75 5100
<b>LBTP (Laboratoire du Bâtiment et des Travaux Publics)</b>	Directeur Général : Jean-Claude KOUASSI	Rue Clément Ader, Zone 4 A lbtp@aviso.ci jckouassi@lbtp.org 21 2123 00/ 15 21 21 23 23
<b>LECAT (Laboratoire d'essai, de contrôle, d'analyse et d'assistance technique)</b>	Directeur Général : Souleymane SORO	Cocody, Riviera Faya Carrefour nouveau goudron labolecat@yahoo.fr 22 47 88 20 /22 47 88 24
<b>LRA (La Route Africaine)</b>	Administrateur Général : Philippe EPONON	Il Plateaux 9 <sup>ème</sup> Tranche, voie de la Djibi, Immeuble CGK, Rdc adm@larouteafricaine.com larouteafricaine@larouteafricaine.com ibrahim.sanogo@larouteafricaine.com 22 50 09 20/ 22 51 06 40
<b>MANUTENTION AFRICAINE Côte d'Ivoire (MACI)</b>	Directeur Général : Philippe DEMEUS	Km 12, route de Dabou philippe.demeus@resdielmas.com 23 53 55 80
<b>MARINHO CI</b>	Directeur Général : Antonio Jorge MARIHNO	Bietry, Bvd de Marseille, après St Germain fpmarinho@fpmi-sa.com 21 24 57 37
<b>M.C.T. SA Groupe LDFS</b>	Directeur Général : Lamine KONE	Biétry, Rue du Canal G.103 secretariat@mct.ci lamine.kone@mct.ci 21 35 40 40 /21 35 43 86
<b>MK CONSTRUCTION (Mariam Kanazoe Construction)</b>	Directeur Général : Mariam KANAZOE (DG)	Treichville boulevard VGE, à côté du CGI secretariat@mkconstruction.ci 21 75 06 40
<b>NGE CONTRACTING SUCCURSALE</b>	Directeur : Marc LATREILLE	Bietry Zone 4 Rue Paul Langevin mlatreille@nge.fr 59 89 87 38
<b>NOURAKY'S SARL</b>	Directeur Général : Maimouna BAMBA	Cocody, Avenue Jean Mermoz infos@nourakys-signalisation.com 22 48 55 07
<b>PFO AFRICA Côte d'Ivoire</b>	Directeur Général : Clyde FAKHOURY	Rue des Ambassades, à côté de la SODEMI, non loin de la RTI - Cocody - Cité des arts clyde.fakhoury@pfoafrica.com leandre.assie@pfoafrica.com 22 48 45 45
<b>RAZEL COTE D'IVOIRE</b>	Directeur Général : Grégoire SAIX	Cocody Dangah, non de lon de SODEMI, derrière Direction Cartographie du Ministère des Mines gsaix@razel.fr pgname@razel.fr 22 44 44 86
<b>SAMELA (Société des Ateliers Métalliques de Léon)</b>	Président Directeur Général : Claude MAISY (PDG)	Bd de Marseille, Immeuble « Le Baobab », 1 <sup>ER</sup> étage samela@aviso.ci 21 35 88 47
<b>S C A (Société des Ciments d'Abidjan)</b>	Directeur Général Adjoint: Nagolo SORO	Boulevard du Port nagolosoro@yahoo.fr 21 21 73 50
<b>SCI MALKO</b>	Président Directeur Général Kouassi KONGO-KOUADIO	Rue Thomas Edison Zone 4 C, scimalko@scimalko.com 21 34 06 00 21 34 06 03

<b>SEEE CI (Société d'Etudes et d'Entreprises d'Equipements)</b>	Directeur Général : Jean GUILLON	Vridi, Zone Industrielle, rue de la Métallurgie jean.guillon@seee-group.com secretariat@group-seee.com  21 27 51 57
<b>SEG-CI (Société d'entreprise et de gestion Côte d'Ivoire)</b>	Directeur Général : Kazem El Khalil -	Plateau –Indénéié. Face à l'ordre des experts comptable cotedivoire@segbl.com 20 20 34 65
<b>S E K (Société des Entreprises KOMAN)</b>	Directeur Général : Daouda KOMAN	Yopougon Attié, route de Dabou sek@sek-ci.com 23 45 31 87
<b>SETAO (Société d'Etudes et de Travaux pour l'Afrique de l'Ouest)</b>	Directeur Général : Nicolas de ROQUEFEUL	22, Rue des Foreurs – Zone 3 C setao@bouygues-construction.com 21 75 32 30
<b>SIBéton (Société Ivoirienne de Béton)</b>	Directeur Général : AMRI YOUSSEF	Banco Nord – Attécoubé sibetons@sibetons.com 57 20 20 20
<b>SIBM (Société Ivoirienne de Béton Manufacturé)</b>		12, rue Thomas Edison Zone 4 C sibm@aviso.ci c.aka@sibmci.com 21 35 52 71
<b>SICOGI (Société Ivoirienne de Construction et de Gestion Immobilière)</b>	Directeur Général Bouaké FOFANA	Adjamé Immeuble. « Le Mirador », Bd du Général de Gaule info@sicogi.ci 20 30 55 02 20 30 56 00
<b>SISAG (Sté Ivoirin-Suisse Abidjanaise de Granit)</b>	Directeur Général Louis DAVOUST	Adjamé route d'Abobo, carrefour MACACI sisagci@gmail.com sisag@sisagci.com 20 30 41 41
<b>SMT CÔTE D'IVOIRE (SWEDISH MACHINERY &amp; TRUCS)</b>	Directeur Général Frédéric DE LACOSTE	Boulevard de Vridi (COMAFRIC) PK22 Axe Abj-Yakro (station de pesage d'Allokoj) infos@smt-ci.com 21 75 16 99
<b>SOCOTEC AFRICA</b>	Directeur Général Karim DJEBAR	Immeuble « Amiral » Plateau karim.djebar@socotec.com socotec.africa@socotec.com 20 21 20 10
<b>SODECI (Société de Distribution d'Eau de C.I.)</b>	Directeur Général M. Ahmadou BAKAYOKO	Treichville, Avenue Christiani dyoboue@sodeci.ci 21 24 00 45
<b>SODIMAS-CI</b>	Directeur général Mme Téréza KOUASSI	Cocody II Plateaux, rue des Jardins info@sodimas.ci  22 41 82 52
<b>SODISTRA (Société de Distribution et de Travaux)</b>	Directeur général Jean Pascal OUEDRAOGO	Cocody Cité Federman (Bureaux) et Yopougon Zone Industrielle sodistra@aviso.ci www.sodistra-ci.com sodistraci@gmail.com 22 44 33 39 /23 53 66 00
<b>SOGEA SATOM CI</b>	Directeur général Stéphane MUTH	Treichville Zone 3 Citée du Port, Villa N° 1 située à l'Est du Bd de Vridi stephane.muth@vinci-construction.com 21 24 59 12
<b>SOTACI (Société des Tubes d'Acier et d'Aluminium)</b>	Directeur général Ahmed MUHEDDINE	Yopougon zone industrielle amuheddine@sotaci.com atannir@sotaci.com 23 51 54 54
<b>SUD CONSTRUCTION (Sté Nouvelle....)</b>	Directeur général Jean PAUL SINKPON	Impasse Clément Ader, Zone 4C sudconst@aviso.ci snsc@sudconstruction.ci/ 21 24 29 25



CERTIFICATION  
ISO 9001

L'IPS-CGRAE, RÉSOLEMENT  
ENGAGÉE POUR LA QUALITÉ.

1ère Institution de Prévoyance Sociale  
certifiée ISO 9001 version 2015, sur l'ensemble de ses activités.



L'IPS-CGRAE, pour Vous, avec Vous, la Retraite, la Vie

— [www.cgrae.ci](http://www.cgrae.ci) —





MINISTÈRE DE L'EQUIPEMENT  
ET DE L'ENTRETIEN ROUTIER

*Le Fonds d'Entretien Routier (FER) a pour objet d'assurer le financement des prestations relatives aux études et travaux d'entretien courant et périodique du réseau routier, à la maîtrise d'ouvrage et à la maîtrise d'œuvre des études et travaux d'entretien routier.*



N° Vert **1305**  
APPEL GRATUIT

**Notre ambition, votre confort routier.**

IMMEUBLE FER, AVENUE CHARDY, PLATEAU -  
TEL: 00225 20 31 13 05 / FAX: 00225 20 31 13 06 - 04 BP 3089 ABIDJAN 04 / EMAIL: INFO@FER

